101e ANNÉE
VOL. 101

N° 10
1433

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 8 mars 1969

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Québec, Saturday, March 8, 1969

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday***, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $3 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 50 cents chacun.

Feuilles volantes: $2 la douzaine.

Abonnement: $10 par année à compter de janvier.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $3 per 100 words.

Single copies: 50 cents each.

Slips: $2 per dozen.

Subscriptions: $10 per year from January.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962

27440 — 1-52-o

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.
Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes

Acoustics & Partitions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1969, constituant en corporation: André Brunet, 3565, Lagarde, Laval, Jacques Guérin, 193, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, et Bernard Taillefer, 6040, Gouin est, Montréal-Nord, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et érection de cloisons acoustiques et de plafonds suspendus, sous le nom de « Acoustics & Partitions Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1275, rue Hodge, suite 102, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198-o 65-69

Agence Grand-Prix inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Marc Beauregard, 220, des Pyrénées, Préville, Paul Mailloux, 6120, de l'Authion, Anjou, et Raymond Pagé, 31, Sunset, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Letters Patent

Acoustics & Partitions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Brunet, 3565 Lagarde, Laval, Jacques Guérin, 193 Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, and Bernard Taillefer, 6040 Gouin East, Montreal North, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors in the erection of acoustic partitions and suspension ceilings, under the name of "Acoustics & Partitions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1275 Hodge street, Suite 102, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198 65-69

Agence Grand-Prix inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc Beauregard, 220 des Pyrénées, Préville, Paul Mailloux, 6120 de l'Authion, Anjou, and Raymond Pagé, 31 Sunset, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

Exploiter dans toutes leurs spécialités des agences de réserve de billets, des agences de voyages et voyages nolisés et des bureaux de tourisme, sous le nom de « Agence Grand-Prix inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198-o 127-69

To operate in all their specialties ticket agencies, travel bureaus, chartered tours and tourism offices, under the name of "Agence Grand-Prix inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28198 127-69

Arca Properties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Armando Cappello, agent d'immeubles, 8560, rue Brown, LaSalle, John A. Costin, avocat, 5717, Brookside, Montréal, Joyce Larivière, secrétaire, fille majeure, 10731, Henault, Montréal-nord, et Marifrann Tiede, secrétaire, épouse de Barry MacCabe, 4662, Melrose, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Arca Properties Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 351-69

Arca Properties Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armando Cappello, realtor, 8560 Brown Street, LaSalle, John A. Costin, advocate, 5717 Brookside, Montreal, Joyce Larivière, secretary, fille majeure, 10731 Henault, Montreal North, and Marifrann Tiede, secretary, wife of Barry McCabe, 4662 Melrose, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Arca Properties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at LaSalle, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28198-o 351-69

Blueberry Saddle & Harness Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1969, constituant en corporation: John Arclen Blakely, 3465, Redpath, app. 804, Montréal, Arthur Keith Ham, 53, Holton, Westmount, and Jean Turgeon 1470, Poirier, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des marchandises, vêtements et articles pour le sport de toutes sortes, particulièrement pour l'équitation, en faire le commerce, sous le nom de « Blueberry Saddle & Harness Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 246-69

Blueberry Saddle & Harness Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Arclen Blakely, 3465 Redpath, Apt. 804, Montreal, Arthur Keith Ham, 53 Holton, Westmount, and Jean Turgeon, 1470 Poirier, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in and with sporting goods, sport clothing and sporting equipment of all kinds, particularly in relation to equitation, under the name of "Blueberry Saddle & Harness Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28198-o 246-69

Bonaventure Land Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Hamin Lee, comptable, Herma Carby, ménagère, épouse commune en biens dudit Hamin Lee, tous deux du 1275, Jules Poitras, app. 218, Saint-Laurent, et Max Coblentz, avocat et conseil en Loi de la reine, 4392, Isabella, Montréal, pour les objets suivants:

Bonaventure Land Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hamin Lee, accountant, Herma Carby, housewife, wife common as to property of the said Hamin Lee, both of 1275 Jules Poitras, Apt. 218, Saint-Laurent, and Max Coblentz, advocate and Queen's Counsel, 4392 Isabella, Montreal, for the following purposes:

Diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Bonaventure Land Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1275, rue Jules-Poitras, appartement 218, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 101-69

Brookside Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Mortimer Davis, comptable agréé, 7811, Stuart, Anna Teodori, 2218, Melrose, et Evelyn Atkin, 2870, Bedford, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger une compagnie de placement, sous le nom de « Brookside Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7811, avenue Stuart, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 97-69

CFM Fuels Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1969, autorisant la fusion de la compagnie « Canadian Import Limited — Canadian Import limitée » et de la compagnie « Weaver Coal Company », toutes deux constituées en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes respectivement datées du 28 décembre 1961 et du 18 mars 1932, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, louer, manufacturer et autrement faire le commerce de combustibles de toutes sortes ainsi que l'équipement utilisé dans ce domaine, avec un capital de 87,000 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le nom de la nouvelle compagnie est « CFM Fuels Ltd. ».

Le siège social de la compagnie est 5250, boulevard de Maisonneuve, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 6077-68 — 1464/5

The Caldwell Residences
Les Résidences Caldwell

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Moses Levitt, Charles Bronfman, Gordon Brown, Alex Schneiderman, tous quatre de 4300 ouest,

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Bonaventure Land Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1275 Jules-Poitras Street, Apartment 218, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 101-69

Brookside Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mortimer Davis, chartered accountant, 7811 Stuart, Anna Teodori, 2218 Melrose, and Evelyn Atkin, 2870 Bedford, the latter two secretaries, filles majeures, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Brookside Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 7811 Stuart Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 97-69

CFM Fuels Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, authorizing the amalgamation of "Canadian Import Limited — Canadian Import limitée" and "Weaver Coal Company", both incorporated under the said Part I of the Companies Act, by letters patent dated, respectively, December 28, 1961, and March 18, 1932, for the following purposes:

To buy, sell, lease, manufacture and otherwise deal in fuels of all kinds and all equipment used in connection therewith, with a capital of 87,000 shares without nominal or par value.

The name of the new company is "CFM Fuels Ltd.".

The head office of the company is at 5250 Boulevard de Maisonneuve, Westmount, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 6077-68—1464/5

The Caldwell Residences
Les Résidences Caldwell

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Moses Levitt, Charles Bronfman, Gordon Brown, Alex Schneiderman, all four of 4300 Maisonneuve

boulevard de Maisonneuve, Bernard Lande, 4333, avenue Westmount, Arthur Rudnikoff, 38, avenue Sunnyside, tous les six administrateurs, de Westmount, Philip Cohen, administrateur, 4444, ouest, rue Sherbrooke, Montréal, Boris Levine, comptable agréé, 649, avenue Victoria, Westmount, Samuel Moskovitch, avocat et conseil en Loi de la reine, 5564, Alpine, Côte Saint-Luc, et Samuel Senzilet, notaire public, 2375, Mantha, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Établir, aménager, maintenir, exploiter et administrer une société non lucrative facilitant l'accès aux loyers à prix modiques aux personnes ayant de faibles revenus, sous le nom de « The Caldwell Residences — Les Résidences Caldwell».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de $2,000,000.

Le siège social de la corporation est 493, ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 139-69

Cartier Parking (1969) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1969, constituant en corporation: James Andrews Grant, avocat, 54, avenue Thornhill, Westmount, Denise-Marie Landry, 5000, avenue Clanranald, Marie Nassa, 6653, rue Louis-Hémon, Helen Xenos, 6636, rue Bordeaux, et Huguette Lamy, 3768, Parc Lafontaine, ces quatre dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des terrains de stationnement, des garages automatiques et des garages de stationnement classiques, sous le nom de « Cartier Parking (1969) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1111, rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 206-69

Celmar Linen Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Sidney Rosensweig, 2767, Ekers, Sheldon Merling, 75, chemin Hampstead, et Earl Merling, 198, chemin Finchley, tous trois notaires, de Montréal, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de linge et tous autres articles ménager, sous le nom de « Celmar Linen Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 150 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et 150 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Boulevard West, Bernard Lande, 4333 Westmount Avenue, Arthur Rudnikoff, 38 Sunnyside Avenue, all six executives, of Westmount, Philip Cohen, executive, 4444 Sherbrooke Street West, Montreal, Boris Levine, chartered accountant, 649 Victoria Avenue, Westmount, Samuel Moskovitch, advocate and Queen's Counsel, 5564 Alpine, Côte Saint-Luc, and Samuel Senzilet, notary public, 2375 Mantha, Saint-Laurent, for the following purposes:

To establish, equip, maintain, operate and conduct a nonprofit, low rental housing facility in order to make low rental lodgings available to persons of low income, under the name of "The Caldwell Residences — Les Résidences Caldwell".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or possess is to be limited, is $2,000,000.

The head office of the corporation is at 493 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28198-o 139-69

Cartier Parking (1969) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: James Andrews Grant, advocate, 54 Thornhill Avenue, Westmount, Denise-Marie Landry, 5000 Clanranald Avenue, Marie Nassa, 6653 Louis-Hémon Street, Helen Xenos, 6636 Bordeaux Street, and Huguette Lamy, 3768 Parc Lafontaine, the latter four secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To operate parking lots, automatic garages and conventional parking garages, under the name of "Cartier Parking (1969) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1111 Bleury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28198-o 206-69

Celmar Linen Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sidney Rosensweig, 2767 Ekers, Sheldon Merling, 75 Hampstead Road, and Earl Merling, 198 Finchley Road, all three notaries, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in linens and all other types of housewares, under the name of "Celmar Linen Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each, 150 class "A" preferred shares of the par value of $100 each and 150 class "B" preferred shares of the par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 1960, rue Francis Hughes, Parc industriel Chomedey, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 5794-68

Centre administratif de Sorel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Claude Martin, 296, Notre-Dame, Saint-François-du-Lac, Jacques Guertin, 334, du Roi, tous deux avocats, Jules Trempe, notaire, 104, Hébert, et Claude St-Germain, comptable agréé, 15, Lambert, ces trois derniers de Sorel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Centre administratif de Sorel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198-o 224-69

J. Denis Choquette transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1968, constituant en corporation: Jean-Denis Choquette, camionneur, Monique Hébert, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Jean-Denis Choquette, tous deux de 182, rue St-Laurent, et Yvon Hébert, camionneur, 401, rue Principale, tous trois de Saint-Damase, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnies de transport, sous le nom de « J. Denis Choquette transport inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de la valeur nominale de $1 chacune et en 3,990 actions privilégiées de la valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 182, rue St-Laurent, Saint-Damase, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198-o 5698-68

Clinique Chirurgicale L. P. L. T. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, 4681, avenue Westmount, Westmount, Lise Quesnel, et Céline Trudeau, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de 4, Place Ville Marie, suite 514, Montréal, pour les objets suivants:

Établir, maintenir, posséder, administrer, exploiter et gérer une ou plusieurs cliniques médicales et chirurgicales ou centres et bureaux médicaux ou chirurgicaux autres que des hôpitaux tels que définis dans les paragraphes (*a*), (*b*) et (*c*) de l'article 1 de la Loi des hôpitaux, sous le

The head office of the company is at 1960 Francis Hugues Street, Chomedey Industrial Park, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 5794-68

Centre administratif de Sorel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Martin, 296 Notre-Dame, Saint-François-du-Lac, Jacques Guertin, 334 du Roi, both advocates, Jules Trempe, notary, 104 Hébert, and Claude St-Germain, chartered accountant, 15 Lambert, the latter three of Sorel, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Centre administratif de Sorel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sorel, judicial district of Richelieu.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198 224-69

J. Denis Choquette transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Denis Choquette, truck-driver, Monique Hébert, secretary, wife separate as to property of the said Jean-Denis Choquette, both of 182 Saint-Laurent Street, and Yvon Hébert, truck-driver, 401 Main Street, all three of Saint-Damase, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "J. Denis Choquette transport inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares with a nominal value of $1 each and 3,990 preferred shares with a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 182 Saint-Laurent Street, Saint-Damase, judicial district of Saint-Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198 5698-68

Clinique Chirurgicale L. P. L. T. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Monet, advocate, 4681 Westmount Avenue, Westmount, Lise Quesnel et Céline Trudeau, the latter two secretaries, spinsters of the age of majority, of 4 Ville Marie Place, suite 514, Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain, own, administer, operate and manage one or several medical or surgical clinics other than hospitals as defined in paragraphs (*a*), (*b*) and (*c*) of section 1 of the Hospitals Act, under the name of "Clinique Chirurgicale L. P. L. T. inc.", with a capital

nom de « Clinique Chirurgicale L. P. L. T. inc. », avec un capital divisé en 20,000 actions classe « A » sans valeur nominale et en 20,000 actions classe « B » sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 3817, boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198-o 138-69

Conro Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Edward E. Aronoff, 4095, Côte des Neiges, Joseph Tarasofsky, 3355, place Decelles, et Max Mendelsohn, 3235, Ridgewood, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Conro Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 19,000 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées catégorie « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 212-69

Cumulative Index Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Robert S. Vineberg, avocat, 1559, ouest, avenue des Pins, Anne Scaroni, 3484, Aylmer, tous deux de Montréal, et Maureen Montgomery, 30, place Côte Vertu, Saint-Laurent, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Lancer, publier et faire le commerce d'index pour publications médicales sous le nom de « Cumulative Index Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, place Ville Marie, suite 930, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 158-69

Les Entreprises Kiewit ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Farid A. Cheftechi, 6950, avenue Fielding, Montréal, Michael P. Maloney, 445, avenue Lepage, Dorval, et Frederick K. Anderson, 2, boulevard Crépeau, Saint-Laurent, tous trois commis juridiques, pour les objets suivants:

S'établir constructeurs et entrepreneurs généraux et poursuivre toutes et chacunes des occupations et des affaires qui se rattachent à ces

stock of 20,000 class "A" shares without nominal value and 20,000 class "B" shares without nominal value.

The head office of the company is at 3817 Décarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198 138-69

Conro Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edward E. Aronoff, 4095 Côte des Neiges, Joseph Tarasofsky, 3355 Decelles Place, and Max Mendelsohn, 3235 Ridgewood, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Conro Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 19,000 class "A" preferred shares of $1 each and 20,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 212-69

Cumulative Index Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert S. Vineberg, advocate, 1559 Pine Avenue West, Anne Scaroni, 3484 Aylmer, both of Montreal, and Maureen Montgomery, 30 Place Côte Vertu, Saint-Laurent, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To promote, publish, sell and deal in indexes to publications in the medical field, under the name of "Cumulative Index Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 930, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 158-69

Les Entreprises Kiewit ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Farid A. Cheftechi, 6950 Fielding Avenue, Montreal, Michael P. Maloney, 445 Lepage Avenue, Dorval, and Frederick K. Anderson, 2 Crepeau Boulevard, Saint-Laurent, all three law clerks, for the following purposes:

To engage in and carry on all or any of the businesses or avocations of general contractors and builders, under the name of "Les Entreprises

entreprises, sous le nom de « Les Entreprises Kiewit ltée », avec un capital divisé en 40,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 245-69

Forward Foods Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Donald Herscovitch, marchand, 103, Stratford, Hampstead, Gerald Y. Green, avocat, 10 ouest, rue Saint-Jacques, et Alexandre I. Popliger, avocat et conseil en Loi de la reine, 1455 ouest, rue Sherbrooke, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes d'articles, de produits et marchandises, sous le nom de « Forward Foods Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6750 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 193-69

Harmac Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Edward E. Aronoff, 4095, Côte des Neiges, Joseph Tarasofsky, 3355, Place Decelles, et Max Mendelsohn, 3235, Ridgewood, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger une compagnie de placements, sous le nom de « Harmac Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 19,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 215-69

Les Industries Gan-Don ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Joseph Tarasofsky, 3355, place Decelles, Edward Aronoff, 4095, Côte des Neiges, et W. Robert Golfman, 3505, Ste-Famille, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre des marchandises et articles de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Les Industries Gan-Don ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires

Kiewit ltée", with a capital stock divided into 40,000 shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 245-69

Forward Foods Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald Herscovitch, merchant, 103 Stratford, Hampstead, Gerald Y. Green, advocate, 10 St. James Street West, and Alexander I. Popliger, advocate and Queen's Counsel, 1455 Sherbrooke Street West, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of articles, goods, wares, merchandise and materials, under the name of "Forward Foods Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6750 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 193-69

Harmac Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edward E. Aronoff, 4095 Côte des Neiges, Joseph Tarasofsky, 3355 Decelles Place, and Max Mendelsohn, 3235 Ridgewood, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Harmac Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 19,000 class "A" preferred shares of $1 each and 20,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 215-69

Les Industries Gan-Don ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Tarasofsky, 3355 Decelles Place, Edward Aronoff, 4095 Côte des Neiges, and W. Robert Golfman, 3505 St. Famille, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in goods and wares of all kinds or descriptions, under the name of "Les Industries Gan-Don ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of

d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 160-69

International Forestry Projects Ltd.
Projets forestiers Internationaux ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Robert Alain, 16, Spring Grove Crescent, Outremont, Daniel Blanchette, 3, Goya, Candiac, et Gilles Trudel, 8437, Sainte-Claire, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

S'établir conseillers et agents pour toute entreprise commerciale ou industrielle, sous le nom de « International Forestry Projects Ltd. — Projets forestiers Internationaux ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 6132-68

J. & S. Taxi Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Joseph Kaufman, Samuel Kaufman, tous deux marchands, du 3771, MacKenzie, Montréal, et Leonard H. Wisse, notaire, 4270, de Maisonneuve, Westmount, pour les objets suivants:

Diriger une entreprise, à titre de propriétaires d'omnibus, autobus, taxis, fardiers, camions et autres transports en commun ou privés, sous le nom de « J. & S. Taxi Service Ltd. », avec un capital total de $40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3771, rue MacKenzie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 104-69

Javelin Enterprises Ltd.
Les Entreprises Javelin ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Arthur Stroll, 8250, Guelph, Côte Saint-Luc, Irving Blumenthal, 890, Abbott, Saint-Laurent, Robert Acra, 19, 344A, et Roland Acra, 17, 431A, ces deux derniers de Port-au-Prince, Haïti, tous quatre administrateurs, pour les objets suivants:

the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 160-69

International Forestry Projects Ltd.
Projets forestiers Internationaux ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Alain, 16 Spring Grove Crescent, Outremont, Daniel Blanchette, 3 Goya, Candiac, and Gilles Trudel, 8437 Ste-Claire, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To act as consultants and agents for any commercial enterprises or for any industrial organization, under the name of "International Forestry Projects Ltd. — Projets forestiers Internationaux ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 6132-68

J. & S. Taxi Service Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Kaufman, Samuel Kaufman, both merchants, of 3771 MacKenzie, Montreal, and Leonard H. Wisse, notary, 4270 de Maisonneuve, Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of proprietors of omnibuses, cabs, drays, taxicabs, motor buses, auto drays, motor trucks or other private or public conveyances, under the name of "J. & S. Taxi Service Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 3771 MacKenzie Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 104-69

Javelin Enterprises Ltd.
Les Entreprises Javelin ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Stroll, 8250 Guelph, Côte Saint-Luc, Irving Blumenthal, 890 Abbott, Saint-Laurent, Robert Acra, 19, 344A, and Roland Acra, 17, 431A, the latter two of Port-au-Prince, Haïti, all four executives, for the following purposes:

Confectionner des vêtements, vêtements de sport et articles vestimentaires de tous genres et de toutes descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Javelin Enterprises Ltd.— Les Entreprises Javelin ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 102-69

Maurice Lafontaine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Maurice Lafontaine, homme d'affaires, Monique Francoeur, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Maurice Lafontaine, et Roger Lafontaine, dessinateur industriel, tous trois de 179, St-Pierre, Saint-Tite, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Maurice Lafontaine inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Tite, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198-o 84-69

Nino's Pizzeria & Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Egidio Pino, restaurateur, 8480, Brown, LaSalle, John A. Costin, avocat, 5717, Brookside, Côte Saint-Luc, et Marifrann Tiede, secrétaire, épouse séparée de biens de Barry McCabe, 4662, Melrose, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Nino's Pizzeria & Restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 156-69

Onyx-Fournier ltée
Onyx-Fournier Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Raymond G. Décary, 5614, Canterbury, Jean Guy, 5400, de Louisbourg, Gilles Bertrand, 5640, Decelles, tous trois de Montréal, Jean-Claude Pothier, 228,

To manufacture and deal in clothing, sportswear and wearing apparel of every type and description, under the name of "Javelin Enterprises Ltd.— Les Entreprises Javelin ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 102-69

Maurice Lafontaine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Lafontaine, businessman, Monique Francoeur, housewife, wife contractually separate as to property of the said Maurice Lafontaine, and Roger Lafontaine, industrial draughtsman, all three of 179 Saint-Pierre, Saint-Tite, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, machines and accessories and parts thereof, under the name of "Maurice Lafontaine inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Tite, judicial district of Saint-Maurice.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198 84-69

Nino's Pizzeria & Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Egidio Pino, restaurateur, 8480 Brown, LaSalle, John A. Costin, advocate, 5717 Brookside, Côte Saint-Luc, and Marifrann Tiede, secretary, wife separate as to property of Barry McCabe, 4662 Melrose, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Nino's Pizzeria & Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 156-69

Onyx-Fournier ltée
Onyx-Fournier Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond G. Décary, 5614 Canterbury, Jean Guy, 5400 de Louisbourg, Gilles Bertrand, 5640 Decelles, all three of Montreal, Jean-Claude Pothier, 228 Anselme Lavigne,

Anselme Lavigne, Pierrefonds, et Michel Jetté, 500, Victoria, Greenfield Park, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Administrer des salles de théâtre, de cinéma et de spectacle, sous le nom de « Onyx-Fournier ltée — Onyx-Fournier Ltd. », avec un capital total de $600,000, divisé en 50,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 10,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198-o 6063-68

Park Electric Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Evangelos Archakis, électricien, 5309, avenue du Parc, app. 5, Jean-Claude Bourassa, maître-électricien et Robert Bourassa, journalier, ces deux derniers de 2333, St-Zotique, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'entrepreneurs et sous-entrepreneurs électriciens, sous le nom de « Park Electric Co. Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 5909-68

Princeville Furniture Limited
Les Ameublements Princeville limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1968, autorisant la fusion de la compagnie « Les Ameublements Princeville inc. — Princeville Furniture Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30e jour de mai 1962, la compagnie « Les Meubles Lafontaine (1962) inc. — Lafontaine Furniture (1962) Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 5e jour de juin 1962, et la compagnie « L. B. Furniture Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 26e jour de janvier 1962, toutes cesdites lettres patentes ayant été émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

La fabrication, l'achat, la vente et le commerce de boîtes, de métal, de métal ouvré, de plaqué, d'articles faits de bois, de métal ou de papier, en tout ou en partie, sous le nom de « Princeville Furniture Limited — Les Ameublements Princeville limitée », avec un capital total de $464,000, divisé en 464,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Princeville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 6192-68 — 1464/14

Pierrefonds, and Michel Jetté, 500 Victoria Greenfield Park, all five advocates, for the following purposes:

To operate theatres, movies and entertainment centers, under the name of "Onyx-Fournier ltée — Onyx-Fournier Ltd.", with a total capital stock of $600,000, divided into 50,000 common shares with a nominal value of $10 each and 10,000 preferred shares with a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28198 6063-68

Park Electric Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Evangelos Archakis, electrician, 5309 Park Avenue, Apt. 5, Jean-Claude Bourassa, master electrician, and Robert Bourassa, labourer, the latter two of 2333 St. Zotique, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general electrical contractors and sub-contractors, under the name of "Park Electric Co. Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28198-o 5909-68

Princeville Furniture Limited
Les Ameublements Princeville limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent bearing date the 31st day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, authorizing the amalgamation of "Les Ameublements Princeville inc. — Princeville Furniture Inc.", incorporated by letters patent dated the 30th day of May, 1962, "Les Meubles Lafontaine (1962) inc. — Lafontaine Furniture (1962) Inc.", incorporated by letters patent dated the 5th day of June, 1962, and "L. B. Furniture Inc.", incorporated by letters patent dated the 26th day of January, 1962, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal in furniture, boxes, metal, metal work, plated ware, articles made in whole or in part of wood, metal or paper, under the name of "Princeville Furniture Limited — Les Ameublements Princeville limitée", with a total capital stock of $464,000 divided into 464,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Princeville, judicial district of Arthabaska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28198-o 6192-68 — 1464/14

Ricecom International Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Edward E. Aronoff, 4095, Côte des Neiges, Joseph Tarasofsky, 3355, place Decelles, et Max Mendelsohn, 3235, Ridgewood, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Ricecom International Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 19,000 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées, catégorie « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 214-69

S. I. B. Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Edward E. Aronoff, 4095, Côte des Neiges, Joseph Tarasofsky, 3355, place Decelles, et Max Mendelsohn, 3235, Ridgewood, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « S. I. B. Investments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 19,000 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées catégorie « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 213-69

Saucier, Thériault & associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Gérard Saucier, courtier en assurances, Mathilde Ross, ménagère, épouse dudit Gérard Saucier et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 22, Trépanier est, Louis-Georges Thériault, courtier en assurances, et Cécile Pineault, ménagère, épouse dudit Louis-Georges Thériault, ces deux derniers de 10, rue Vanier, tous quatre de Rimouski, pour les objets suivants:

Agir comme agents et courtiers d'assurances, sous le nom de « Saucier, Thériault & associés inc. », avec un capital divisé en 2,500 actions ordinaires sans valeur nominale et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198-o 100-69

Ricecom International Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edward E. Aronoff, 4095 Côte des Neiges, Joseph Tarasofsky, 3355 Decelles Place, and Max Mendelsohn, 3235 Ridgewood, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Ricecom International Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 19,000 class "A" preferred shares of $1 each and 20,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 214-69

S. I. B. Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edward E. Aronoff, 4095 Côte des Neiges, Joseph Tarasofsky, 3355 Decelles Place, and Max Mendelsohn, 3235 Ridgewood, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "S. I. B. Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 19,000 class "A" preferred shares of $1 each and 20,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 213-69

Saucier, Thériault & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Saucier, insurance broker, Mathilde Ross, housewife, wife of the said Gérard Saucier and duly authorized by him for the presents, both of 22 Trépanier East, Louis-Georges Thériault, insurance broker, and Cécile Pineault, housewife, wife of the said Louis-Georges Thériault, the latter two of 10 Vanier street, all four of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Saucier, Thériault & associés inc.", with a capital stock of 2,500 common shares without nominal value and 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198 100-69

Seditex Ltd.
Seditex ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Lawrence Capelovitch, 4460, chemin du Souvenir, Laval, Bernard Sivak, 225, rue Olivier, Westmount, Eric S. Helfield, 5609, Melling, tous trois avocats, et Herbart Isenberg, administrateur, 5685, Einstein, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise de textile, sous le nom de « Seditex Ltd.— Seditex ltée », avec un capital divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 35-69

Swift Controls Co. Ltd.
La Cie de contrôles Swift ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Harold Caplan, Marilyn Jean, épouse séparée de biens dudit Harold Caplan, tous deux du 729, Caven Circle, Saint-Laurent, Isidore Swift, 5779, Mapleridge, Côte Saint-Luc, et Erwin Weksberg, 4125, Jean-Brillant, Montréal, tous quatre administrateurs, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de systèmes de contrôle électrique, de thermostats, de commutateurs et d'installations, sous le nom de « Swift Controls Co. Ltd.— La Cie de contrôles Swift ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 5931-68

Tabagie Roberval ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Jean-Claude Plourde, avocat, Geneviève Poliquin, secrétaire, fille majeure, et Walter Bouchard, secrétaire, tous trois de Saint-Félicien, pour les objets suivants:

Exploiter une ou des tabagies, sous le nom de « Tabagie Roberval ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198-o 41838-6

Seditex Ltd.
Seditex ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lawrence Capelovitch, 4460 Souvenir Road, Laval, Bernard Sivak, 225 Olivier Street, Westmount, Eric S. Helfield, 5609 Melling, all three lawyers, and Herbert Isenberg, executive, 5685 Einstein, the latter two of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To operate a textile business, under the name of "Seditex Ltd.— Seditex ltée", with a capital stock divided into 20,000 common shares of no par value and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 35-69

Swift Controls Co. Ltd.
La Cie de contrôles Swift ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harold Caplan, Marilyn Jean, wife separate as to property of the said Harold Caplan, both of 729 Caven Circle, Saint-Laurent, Isidore Swift, 5779 Mapleridge, Côte Saint-Luc, and Erwin Weksberg, 4125 Jean-Brillant, Montreal, all four executives, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical control systems, thermostats, switches, and installations, under the name of "Swift Controls Co. Ltd.— La Cie de contrôles Swift ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 5931-68

Tabagie Roberval ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporation: Jean-Claude Plourde, advocate, Geneviève Poliquin, secretary, spinster of the age of majority, and Walter Bouchard, secretary, all three of Saint-Félicien, for the following purposes:

To operate one or several tobacco shops, under the name of "Tabagie Roberval ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Roberval, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198 4183-68

Vitrerie Beauport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Benoit Duchesne, vitrier, Jacqueline Lachance, ménagère, épouse dudit Benoit Duchesne, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 429, Seigneuriale, Beauport, et Jean-Charles Lord, avocat, 14, Royale, Saint-François, Ile d'Orléans, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles, effets et marchandises de toutes sortes contenant du verre, du silicium, du plastique, de l'argile, du bois ou du métal, sous le nom de « Vitrerie Beauport inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $20 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 429, rue Seigneuriale, Beauport, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198-o 89-69

Vitrerie Beauport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Benoit Duchesne, glazier, Jacqueline Lachance, housewife, wife of said Benoit Duchesne, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 429 Seigneuriale, Beauport, and Jean-Charles Lord, advocate, 14 Royale, Saint-François, Ile d'Orléans, for the following purposes:

To manufacture and deal in articles, wares and goods of all kinds containing glass, silicon, plastic, clay, wood or metal, under the name of "Vitrerie Beauport inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $20 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 429 Seigneuriale Street, Beauport, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198 89-69

Worldtex Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Gerald G. Freed, 1396, Carol Crescent, Laval, Edward J. Druker, 5763, McMurray, et Morden Lazarus, 5554, Earle, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles, produits et marchandises de toutes sortes et de toutes descriptions, sous le nom de « Worldtex Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2670, avenue Duchesne, bureau 102, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 5962-68

Worldtex Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gerald G. Freed, 1396 Carol Crescent, Laval, Edward J. Druker, 5763 McMurray, and Morden Lazarus, 5554 Earle, the latter two of Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds and descriptions, under the name of "Worldtex Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each and 20,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at 2670 Duchesne Avenue, Room 102, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 5962-68

Zorch Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1969, constituant en corporation: Boris Stein, comptable agréé, 3450, place Decelles, suite 24, Allen Sneath, conseiller en publicité, 3474, avenue Hutchison, app. 1004, tous deux de Montréal, et Marcella D. Stephens, conseiller en publicité, célibataire, 387, chemin Elm, Toronto, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Agir en qualité de conseillers en publicité, sous le nom de « Zorch Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 100 actions privilégiées catégorie « A » de $10 chacune et 3,800 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Zorch Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Boris Stein, chartered accountant, 3450 Decelles Place, Suite 24, Allen Sneath, advertising consultant, 3474 Hutchison Avenue, Apt. 1004, both of Montreal, and Marcella D. Stephens, advertising consultant, spinster, 387 Elm Road, Toronto, Province of Ontario, for the following purposes:

To act as advertising consultants, under the name of "Zorch Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 100 class "A" preferred shares of $10 each and 3,800 class "B" preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 5193-68

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 5193-68

Lettres patentes supplémentaires

Café de Rome inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de décembre 1968, à la compagnie « Café de Rome inc. », augmentant son capital de $10,000 à $130,000, par la création de 120,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 14717-58 — 1463/86

Canadian Import Company (1968) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de décembre 1968, à la compagnie « W. Pirrie Inc. », constituée par lettres patentes en date du 27e jour de septembre 1960, changeant son nom en celui de « Canadian Import Company (1968) Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 14195-60 — 1465/27

Castonguay, Lemay, Pouliot, Guérard & Associés inc. Castonguay, Lemay, Pouliot, Guérard & Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de janvier 1969, à la compagnie « Castonguay, Lemay, Graveline, Pouliot, Guérard & Associés inc.— Castonguay, Lemay, Graveline, Pouliot, Guérard & Associates Inc. », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de septembre 1962, changeant son nom en celui de « Castonguay, Lemay, Pouliot, Guérard & Associés inc.— Castonguay, Lemay, Pouliot, Guérard & Associates Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 13773-1962 — 1463/59

Concept 2887139 ltée Concept 2887139 Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de décembre 1968, à la compagnie « Concept 2887139 ltée — Concept 2887139 Ltd. », 1° con-

Supplementary Letters Patent

Café de Rome inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Café de Rome inc.", increasing its capital from $10,000 to $130,000 by the creation of 120,000 preferred shares of the par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 14717-58 — 1463/86

Canadian Import Company (1968) Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenat-Governor of the Province to "W. Pirrie Inc.", incorporated by letters patent dated the 27th day of September, 1960, changing its name to that of "Canadian Import Company (1968) Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 14195-60 — 1465/27

Castonguay, Lemay, Pouliot, Guérard & Associés inc. Castonguay, Lemay, Pouliot, Guérard & Associates Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Castonguay, Lemay, Graveline, Pouliot, Guérard & Associés inc.— Castonguay, Lemay, Graveline, Pouliot, Guérard & Associates Inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of September, 1962, changing its name to that of "Castonguay, Lemay, Pouliot, Guérard & Associés inc.— Castonguay, Lemay, Pouliot, Guérard & Associates Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 13773-1962 — 1463/59

Concept 2887139 ltée Concept 2887139 Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Concept 2887139 ltée — Concept 2887139 Ltd. », 1. converting its 36,000

vertissant ses 36,000 actions privilégiées non émises d'une valeur au pair de $1 chacune en 36,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° modifiant les droits qui se rattachent aux actions privilégiées classe « A »; 3° convertissant 1950 actions ordinaires non émises sans valeur nominale ou valeur au pair et 50 actions ordinaires émises, sans valeur nominale ou valeur au pair en 2,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune; 4° augmentant son capital par la création de 64,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 1177-67 — 1463/63

M M J Industries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de janvier 1969, à la compagnie « J. S. Mitchell & Co. (1964) Limited », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de mai 1964, changeant son nom en celui de « M M J Industries Limited ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 2415-64 — 1464/70

McConnery's Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accodé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de décembre 1968, à la compagnie « McConnery's Inc. », 1° modifiant et étendant ses pouvoirs; 2° subdivisant et changeant ses 400 actions d'une valeur au pair de $100 chacune en 4,000 actions sans valeur nominale ou valeur au pair; 3° redésignant ses actions sans valeur nominale ou valeur au pair en actions ordinaires sans valeur nominale ou valeur au pair; 4° augmentant son capital par la création de 7,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 12328-52 — 1463/75

Stellart, Drege – Audio Ltd.
Stellart, Drege – Audio ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de décembre 1968, à la compagnie « Omega Productions Inc. », constituée par lettres patentes en date du 3e jour de mars 1951, 1° changeant son nom en celui de « Stellart, Drege – Audio Ltd. — Stellart, Drege – Audio ltée »; 2° augmentant son capital de $201,000 à $241,000 par la création de $40,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 2486-51 — 1464/87

unissued preferred shares of the par value of $1 each into 36,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each; 2. modifying the rights attached to its class "A" preferred shares; 3. converting 1950 unissued common shares without nominal or par value and 50 issued common shares without nominal or par value into 2,000 class "B" preferred shares of the par value of $1 each; 4. increasing its capital by the creation of 64,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28198-o 1177-67 — 1463/63

M M J Industries Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "J. S. Mitchell & Co. (1964) Limited", incorporated by letters patent dated the 29th day of May, 1964, changing its name to that of "M M J Industries Limited".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28198-o 2415-64 — 1464/70

McConnery's Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "McConnery's Inc."; 1. modifying and extending its powers; 2. subdividing and changing its 400 shares of the par value of $100 each into 4,000 shares without nominal or par value; 3. redesignating its shares without nominal or par value as common shares without nominal or par value; 4. increasing its capital by the creation of 7,500 preferred shares of the par value of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28198-o 12328-52 — 1463/75

Stellart, Drege – Audio Ltd.
Stellart, Drege – Audio ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Omega Productions Inc.", incorporated by letters patent dated the 3rd day of March, 1951, 1. changing its name to that of "Stellart, Drege – Audio Ltd. — Stellart, Drege – Audio ltée"; 2. increasing its capital from $201,000 to $241,000 by the creation of an additional 40,000 common shares of the par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28198-o 2486-51 — 1464/87

M. A. Yale & Associates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de décembre 1968, à la compagnie « May Enterprises Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de décembre 1956, 1° changeant son nom en celui de « M. A. Yale & Associates Ltd. »; 2° modifiant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 13866-56 — 1464/91

M. A. Yale & Associates Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "May Enterprises Ltd.", incorporated by letters patent dated the 29th day of December, 1956, 1. changing its name to that of "M. A. Yale & Associates Ltd."; 2. modifying its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 13866-56 — 1464/91

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 327

Québec, le 5 février 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le tarif des honoraires des notaires de la province de Québec.

ATTENDU QUE le dernier tarif des honoraires des notaires de la province, adopté par un arrêté en conseil numéro 404, du 18 avril 1957, est entré en vigueur le 19 mai 1957;

ATTENDU QUE des modifications ont été apportées à ce tarif par l'arrêté en conseil numéro 2280, du 9 décembre 1960, et entré en vigueur le 30 janvier 1961;

ATTENDU QU'il y a lieu de révoquer ces arrêtés en conseil et le tarif actuel des honoraires des notaires pour le remplacer par un nouveau tarif;

ATTENDU QUE le nouveau tarif proposé est joint aux présentes.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Secrétaire de la province:

QUE les arrêtés en conseil numéros 404, du 18 avril 1957 et 2280, du 9 décembre 1960, ainsi que le tarif actuel des notaires de la province de Québec soient révoqués et remplacés par le nouveau projet présenté par la Chambre des notaires, le 1er octobre 1968, et annexé aux présentes, avec effet quinze jours après la dernière publication dans les deux numéros consécutifs de la *Gazette officielle du Québec.*

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

TARIF DES HONORAIRES DES NOTAIRES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Observations générales:

1. À moins de conventions contraires, il ne pourra pas être exigé plus que les honoraires prévus au présent tarif.

2. Il est dérogatoire à l'honneur professionnel d'exiger des honoraires inférieurs à ceux prévus au présent tarif.

3. Les honoraires établis aux chapitres XXIV et XXV seront exigibles, le cas échéant, en plus des honoraires prévus par les chapitres I à XXIII inclusivement.

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 327

Québec, February 5, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the tariff of fees of notaries of the Province of Québec.

WHEREAS the last tariff of fees of notaries of the Province, adopted by Order in Council number 404, dated April 18, 1957, came into effect on May 19, 1957;

WHEREAS amendments were brought to this tariff by Order in Council number 2280, dated December 9, 1960, and came into effect on January 30, 1961;

WHEREAS it is expedient to revoke these Orders in Council and the actual tariff of fees of notaries to replace it by a new tariff;

WHEREAS the recommended new tariff is attached to the presents.

THEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Provincial Secretary:

THAT Orders in Council numbers 404, dated April 18, 1957 and 2280, dated December 9, 1960, as well as the actual tariff of notaries of the Province of Québec be revoked and replaced by the new plan presented by the Board of Notaries, on October 1, 1968, and annexed to the presents, with effect fifteen days following the last publication in two consecutive numbers of the *Québec Official Gazette.*

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

TARIFF OF FEES OF NOTARIES OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

General Observations:

1. Barring agreements to the contrary, fees higher than those provided for in the present tariff may not be exigible.

2. It is derogatory to professional ethics to require fees inferior to those provided for in the present tariff.

3. The fees established in chapters XXIV and XXV will be exigible, should the occasion arise, in addition to the fees provided for in chapters I to XXIII inclusively.

Chapitre I

Section 1:

Vente, cession, obligation, hypothèque, dation en paiement, transport, bail-vente, quittance-cession, prêt sur nantissement.

La considération stipulée dans l'acte ou la valeur des biens étant de: $7,000 ou moins, les honoraires seront de $10 par $1,000 avec minimum de $20 plus $3 par $1,000 ou fraction de $1,000, de $7,000 jusqu'à $200,000; plus $2.50 par $1,000, ou fraction de $1,000, de $200,000 jusqu'à $1,000,000.

Au-dessus de $1,000,000 des honoraires additionnels ne dépassant pas $1 par $1,000 sur l'excédent, suivant les circonstances.

Au-dessus de $5,000,000 des honoraires additionnels ne dépassant pas 50 cents par $1,000 sur l'excédent, suivant les circonstances.

Pour l'inclusion dans l'acte des clauses usuelles de garantie pour le paiement du solde de prix de vente, soulte ou accomplissement des obligations d'une ou des parties, des honoraires additionnels comme suit:

a) Le solde de prix de vente étant de $10,000 ou moins, $10;

b) Le solde de prix de vente étant de plus de $10,000 mais de moins de $100,000, $25;

c) Le solde de prix de vente étant de $100,000 ou plus, $50.

Ces honoraires comprennent outre les honoraires de l'acte lui-même, les honoraires pour la comparution ou le concours de quatre personnes, la préparation de l'avis d'adresse, la préparation des transports d'assurance s'il y en a moins de quatre, les pièces annexées et le certificat qu'elles comportent, l'assumation d'une obligation antérieure et la vacation pour l'enregistrement de l'acte et de l'avis d'adresse.

Section 2:

Dans le cas d'un échange, les honoraires chargés aux co-échangistes seront ceux ci-dessus prévus calculés sur la valeur totale des actifs échangés.

Section 3:

Offre, option, promesse de vente ou convention au même effet ou prolongation de délai, novation, délégation de paiement: 50% des honoraires de la section 1.

Section 4:

Si dans un acte une tierce partie se porte caution ou porte-fort de l'une des parties, les honoraires additionnels seront:

a) Si l'engagement est de $10,000 ou moins, $10;

b) Si l'engagement est de plus de $10,000 mais moins de $100,000, $25;

c) Si l'engagement est de $100,000 et plus, $50.

En plus des honoraires sus-mentionnés, le notaire devra exiger un supplément d'honoraires comme suit:

1. Pour chaque désignation de partie de lot en sus de la cinquième: $5.

Si la désignation d'un immeuble est limitée au numéro du cadastre, ces honoraires seront réduits à $0.25 pour chacun des numéros supplémentaires.

2. Pour chaque transport de police d'assurance en sus du troisième y compris la notification à la compagnie: $4.

Chapter I

Section 1:

Deeds of sale, assignment, mortgage, giving in payment, transfer, lease-sales, assignment discharges and security loans.

When the consideration stipulated is: $7,000 or less, the fees shall be $10 per $1,000, with a minimum of $20; plus $3 per $1,000 or fraction of $1,000 from $7,000 to $200,000; plus $2.50 per $1,000 or fraction of $1,000, from $200,000 to $1,000,000.

Over $1,000,000 of the additional fees not exceeding $1 per $1,000 on the balance, according to circumstances.

Over $5,000,000 of the additional fees not exceeding 50 cents per $1,000 on the balance according to circumstances.

For insertion in the deed of usual guarantee clauses for the payment of the remainder of the sales price, the balance or completion of obligations of one or more parties, and additional fees as follows:

(*a*) The sales price balance being $10,000 or less, $10;

(*b*) The sales price balance being more than $10,000 but less than $100,000, $25;

(*c*) The sales price balance being $100,000 or more, $50.

These fees include, other than the fees of the deed itself, the fees for the appearance of collaboration of four persons, the preparation of the notice of address, the transfers of insurance if there are less than four, the documents annexed and the certificate they include, the responsibility of a former obligation and the attendances for the registration of the deed and the notice of address.

Section 2:

In the event of an exchange, the fees the co-exchangers will have to pay shall be those hereabove provided for, calculated by the total value of assets exchanged.

Section 3:

Deeds of offer, option, deeds of sale or promise to the same effect or extension of time for payments, novations, and payment allotments: 50% of the fees of section 1.

Section 4:

If in a deed a third party bails out or answers for one of the parties, the additional fee shall be:

(*a*) If the bond is of $10,000 or less, $10;

(*b*) If the bond is more than $10,000 but less than $100,000, $25.

(*c*) If the bond is $100,000 and more, $50.

In addition to the fees hereabove-mentioned, the notary should require the following additional fees:

1. For each designation of a part of a lot apart from the fifth: $5.

If the designation of an immovable is limited to the number of the cadastre, these fees will be reduced to $0.25 for each of the additional numbers.

2. For each transfer of an Insurance Policy apart from the third, including the notice to the company: $4.

3. Pour chaque demi-heure consacrée à la préparation des ajustements, si le notaire en est requis, ainsi qu'à la préparation de la déclaration statutaire dans le cas de la vente en bloc:

4. Pour la préparation d'un avis d'adresse, d'une copie et la vacation au bureau d'enregistrement: $8.

5. Pour chaque réquisition de certificat de recherche, les honoraires seront de $0.10 par lot, avec minimum de $3.

CHAPITRE II

Examen des titres

Section 1:

Pour faire l'examen du certificat de recherches depuis le cadastre ou au moins cinquante ans, à moins d'une convention contraire auquel cas ce délai pourra être limité à trente ans, ou effectuer une recherche au bureau d'enregistrement au même effet, examiner tous les actes formant la chaîne des titres et, si jugé nécessaire, ceux qui apparaissent à l'index aux immeubles et affectant le lot concerné, examiner l'état hypothécaire, examiner le certificat de localisation, s'il y a lieu, faire enquête pour établir l'état des impositions foncières grevant ou affectant l'immeuble sauf dispense, examiner tous autres documents nécessaires pour établir l'état des titres de l'immeuble et donner une opinion sur le titre et faire un rapport écrit sommaire de cet examen, les honoraires seront les mêmes que ceux prévus au chapitre I, section 1.

Section 2:

S'il est exigé outre le rapport une analyse écrite acte par acte de la chaîne des titres, le notaire aura droit en plus à des honoraires horaires pour le temps consacré à la rédaction.

Si l'on requiert l'opinion sur un titre, sans qu'il y ait prêt, vente, etc., ou que la considération soit nominale, l'honoraire de l'examen sera basé sur la valeur réelle de l'immeuble.

Section 3:

Si le notaire n'effectue qu'une recherche à vue au bureau d'enregistrement concerné pour la période allant depuis le titre du vendeur ou cédant ou emprunteur jusqu'à la date de l'acte: tarif horaire avec minimum de $10.

Section 4:

Pour chaque chaîne de titres supplémentaire en sus de la première: des honoraires additionnels, selon l'importance et la complexité de chaque chaîne supplémentaire, ne dépassant pas la moitié des honoraires de la première.

Section 5:

Si l'examen du titre présente des difficultés nécessitant l'obtention de renseignements divers, soit états matrimoniaux, identité de certaines parties, certificats d'arpentage, de localisation, descriptions complexes de parties de lots, etc., ou encore l'étude des auteurs, de la jurisprudence, des questions controversées, etc., le notaire aura droit à des honoraires supplémentaires suivant la difficulté et l'importance de l'affaire et en tenant compte du temps y consacré.

Section 6:

Outre les honoraires ci-dessus, le notaire aura droit à des honoraires horaires pour toute vacation à l'extérieur de son étude.

3. For each half-hour employed for the preparation of adjustments, if the notary is so required, and for the preparation of the Statutory Declaration in the case of a bulk sale: $10.

4. For the preparation of a notice of address, a copy and the attendance at the registry office: $8.

5. For the request of a certificate of search, the fees will be of $0.10 per lot, with a minimum of $3.

CHAPTER II

Examination of titles

Section 1:

To examine the certificate of search from the time of the existence of the cadastre or at least fifty years, barring an agreement to the contrary, in which case this delay could be limited at thirty years, or carry out a search at the registry office to the same effect, to examine all the deeds forming the chain of titles and, if judged necessary, those which appear in the index of the immovables and affecting the lot concerned, to examine the mortgage state, the certificate of localization and, if necessary, to make an inquiry to establish the state of the land assessments encumbering or affecting the immovable save exemption, to examine all other documents necessary to establish the state of the titles of the immovable, to give an opinion on the title, and to write a summary report of this examination, the fees will be the same as those provided for in Chapter I, section 1.

Section 2:

If other than the report, an analysis written deed by deed of the chain of titles is required, the notary will also have the right to hourly fees for the time spent on the composition.

If an opinion is required on a title, without a loan, sale, etc., or if consideration is nominal, the fee of the examination will be based upon the real value of the immovable.

Section 3:

If the notary only carries out an inspection at the registry office concerned, from the period of the title of the vendor, assignor or borrowed up to the date of the deed: hourly tariff with a minimum of $10.

Section 4:

For each chain of additional titles, apart from the first: additional fees, according to the importance and the complexity of each additional chain, not exceeding half of the fees of the first.

Section 5:

If the examination of title presents difficulties necessitating various information, as: matrimonial status, identity of certain parties, certificates of surveying, certificates of location, complex descriptions of parts of lots, etc., or the study of authors, of jurisprudence, controversial questions, etc., the notary will have the right to additional fees according to the difficulty and importance of the matter and bearing in mind the time alloted thereto.

Section 6:

In addition to the fees hereabove, the notary will have a right to hourly fees for any attendance outside of his study.

CHAPITRE III

Bail

a) Bail emphytéotique, vente à constitution de rente, même tarif qu'au chapitre I, section 1, basé sur le capital que représente la vente ou redevance emphytéotique capitalisée à 5 pour 100;

b) Bail de ferme: $20 à $50;

c) Bail de maison, de logement ou de résidence: $5; plus le tarif horaire;

d) Pour tous les baux de nature commerciale, tels que baux de magasin, de maison de chambres ou de maison de rapport, d'entrepôts et autres édifices commerciaux, les honoraires seront basés sur le loyer total prévu, savoir:

1. jusqu'à $50,000: $1.50 par $1,000, avec minimum de $20.
2. sur l'excédent de $50,000 jusqu'à $500,000: $1 par $1,000.
3. sur l'excédent de $500,000: 50 cents par $1,000; avec un maximum de $1,000.

Quand le bail comporte un privilège ou une option de renouvellement, des honoraires supplémentaires de $25 à $100 selon l'importance.

Résiliation: de $20 $ 50 selon l'importance du bail résilié.

Pour tout avis au locataire $3; congé à un locataire $5; plus les frais de signification.

CHAPITRE IV

Quittance, mainlevée

Quittance, subrogation conventionnelle, mainlevée d'hypothèque et autres actes important radiation:

1. $5,000 ou moins, comprenant une copie à l'exclusion des copies d'annexes et la vacation au bureau d'enregistrement $20.
2. Au dessus de $5,000 jusqu'à $20,000 comprenant une copie pour l'enregistrement et la vacation au bureau d'enregistrement $25.
3. Au dessus de $20,000, $30; plus $1 par $1,000, ou fraction de $1,000 au dessus de $20,000, comprenant une copie pour l'enregistrement et la vacation au bureau d'enregistrement, mais avec un maximum de $500.

CHAPITRE V

Contrat de mariage

Selon l'importance des donations entre les futurs époux et des stipulations, l'institution contractuelle s'il y a lieu, minimum $35; comprenant deux copies et une vacation au bureau d'enregistrement.

Si le contrat comporte donation par un tiers, les honoraires prévus pour les donations seront de plus exigibles.

CHAPITRE VI

Testament, codicille, revocation de testament

a) Suivant le nombre de legs, la complexité des dispositions, l'importance et le temps employé à la préparation, à la rédaction et à la réception $20 à $500.

b) Testaments entre mari et femme « au dernier vivant les biens » comprenant, selon le cas substitution vulgaire en faveur des enfants, pour les deux signés en même temps $25.

c) En plus des honoraires ci-dessus, pour les dispositions relatives aux exécuteurs testamentaires et aux fiduciaires, selon leur complexité $10 à $60;

CHAPTER III

Lease

(*a*) Emphyteutic lease, sale for constituted rent, same fee as in Chapter I, section 1, calculated on the capital represented by the rent of annuity capitalized at five per cent.

(*b*) Farm lease: $20 to $50;

(*c*) Lease of house, dwelling or residence: $5; plus the hourly tariff;

(*d*) For all leases of a commercial nature, such as store, rooming house, apartment house, warehouse and other commercial building leases, fees will be based upon the total rent provided for, to wit:

1. up to $50,000: $1.50 per $1,000, with a minimum of $20.
2. on the surplus of $50,000 to $500,000: $1 per $1,000.
3. on the surplus of $500,000: 50 cents per $1,000. With a maximum of $1,000.

When the lease includes a privilege or an option of renewal, additional fees from $25 to $100 according to the importance.

Cancellation: from $20 to $50 according to the importance of the lease cancelled.

For each notice to a lessee: $3; notice to leave to a lessee: $5; plus notification costs.

CHAPTER IV

Acquittances, mainlevees

Acquittances, conventional substitutions, mainlevees and other deeds involving radiation:

1. $5,000 or less, including a copy in addition to the copies annexed and the attendance at the registry office $20.
2. Over $5,000 to $20,000 including a copy for the registration and the attendance at the registry office: $25.
3. Over $20,000, $30; plus $1 per $1,000, or fraction of $1,000 over $20,000, including a copy for the registration and the attendance at the registry office but with a maximum of $500.

CHAPTER V

Marriage covenants

Fees, according to the importance of donations between the future spouses, and the stipulations, the conventional appointment of an heir, if need be, a minimum of $35, including two copies and an attendance at the registry office.

If the deed comprises donations from a third party, the fees provided for the donations will moreover be required.

CHAPTER VI

Wills, codicils, revocation of wills

(*a*) According to the number of legacies, the complexity of the provisions, the importance and the time spent in the preparation, the composition and the reception $20 to $500;

(*b*) Wills between husband and wife "in favour of the last survivor", including, as the case may be, common entailment in favor of the children, for both at the same time $25;

(*c*) In addition to the fees hereabove, for provisions relative to the testamentary executors and trustees, according to their complexity $10 to $60;

d) Révocation générale de dispositions testamentaires par acte autonome $10.

CHAPITRE VII

Mandat

Procuration, autorisation, concours et consentement par acte séparé $20 à $100; révocation des actes ci-dessus $10.

CHAPITRE VIII

Donation

a) Donation d'immeubles: chapitre I, section 1;

b) Donation pure et simple de biens mobiliers: selon l'importance, $20 à $100.

c) Donation fiduciaire: suivant l'importance et la complexité des dispositions et le temps employé à la préparation, à la rédaction et à la réception, $20 à $500.

d) En plus des honoraires ci-dessus, pour les dispositions relatives aux fiduciaires, selon leur complexité, $10 à $60.

CHAPITRE IX

Marches et devis

Les honoraires, basés sur la considération stipulée dans l'acte, seront de $1 par $1,000, jusqu'à $500,000, et de 50 cents par $1,000, supplémentaires avec un minimum de $25.

Les honoraires réguliers seront exigibles pour la première copie des devis et la moitié de ces honoraires pour les copies supplémentaires.

CHAPITRE X

Actes déclaratoires

a) Acte d'acceptation de succession ou de communauté ou de legs ou de donation ou d'usufruit ou de droit d'habitation, acte d'acquiescement, acte d'adhésion, avis d'hypothèque légale ou judiciaire, bordereau, consentement à redivision, déclaration de subrogation, déclaration du syndic ou d'un liquidateur ou autre à une faillite ou cession de biens ou autre procédure de même nature soit au régistraire de faillite ou au régistrateur, déclaration pour nomination d'expert, acte de dépôt de pièce, de dépot volontaire ou judiciaire et consignation, limitation d'hypothèque, mise en demeure, nomination d'exécuteurs testamentaires ou de fiduciaires, notification, acte de notoriété, priorité d'hypothèque, procès-verbaux, rapport d'expert, acte de ratification, renonciation à la charge d'exécuteur testamentaire ou de fiduciaire, renonciation à succession ou à communauté ou à legs ou a donation ou à usufruit ou à droit d'habitation, renouvellement d'enregistrement, rétablissement de communauté, sommation et tout autre acte unilatéral de même nature non autrement prévu, suivant l'importance, $20 à $100.

b) Avis de 60 jours, avis de privilège, déclaration de défaut et prise de possession par un fiduciaire ou autre, offres réelles, minimum $20.

CHAPITRE XI

Autres actes bilatéraux

Arbitrage, arrangement entre créancier et débiteur, cautionnement, compromis, contre-lettre, correction, établissement de servitude,

(*d*) General revocation of testamentary provisions by autonomous deed $10.

CHAPTER VII

Mandate

Power of attorney, authorization, exams and consent by separated deed $20 to $100; revocation of deeds hereabove $10.

CHAPTER VIII

Donation

(*a*) Donation of immovables: Chapter I, section 1;

(*b*) Pure and simple donation of movables according to importance, $20 to $100;

(*c*) Trust donation: according to the importance and complexity of the provisions and the time spent in the preparation composition and reception, $20 to $500;

(*d*) In addition to the fees hereabove, for provisions relative to trustees, according to their complexity, $10 to $60.

CHAPTER IX

Construction contracts and specifications

Fees, according to the amount stipulated in the deed, will be from $1 per $1,000, up to $500,000, and 50 cents per $1,000, additional with a minimum of $25.

The regular fees will be required for the first copy of the specifications and half of these fees for additional copies.

CHAPTER X

Deeds of declaration

(*a*) Acceptance of estate or community deeds, legacies, donations, usufructs or habitation rights, deeds of acceptance, adherence, notice of legal or judicial mortgages, memorials, redivision agreements, subrogation declarations, declarations of a syndic, liquidator or others concerning a bankruptcy or transfer of property of other procedure of the same nature either to the registrar of the bankruptcy or to the registrar, a declaration for the appointment of an expert, deeds of deposit of documents, voluntary or judicial deposits and consignments, mortgages, restrictions, formal notices, appointment of testamentary executors or trustees, notifications, notoriety deeds, mortgage priorities, minutes, reports of experts, deeds of ratification, renunciation to the charges of testamentary executors or trustees, renunciation to community estates, legacies, donations, usufructs or habitation rights, renewal of registration, re-establishment of communities, summons and any other unilateral deeds of the same nature not provided for otherwise, according to the importance, $20 to $100;

(*b*) Notice of 60 days, notice of privilege, declaration of default and possession taken by a trustee or other, real offers, minimum $20.

CHAPTER XI

Other bilateral deeds

Arbitration, arrangements between creditor and debtor, warranties, submissions, counter-letters, corrections, establishment of servitudes,

garantie, rectification et tous autres actes bilatéraux non autrement prévus, suivant l'importance, $20 à $100.

Chapitre XII

Protêt maritime

Note de protêt et trois copies $20 à $40; extension de protêt $30. à $75.;

Vente de navire par acte notarié, les honoraires établis au Chapitre I, section 1.

Pour compléter les formules de vente, de déclaration de propriété, de nomination de gérant, d'hypothèque maritime. Tarif horaire.

Chapitre XIII

Protêts de lettres de change, chèques et billets à ordre

(Tarif textuel d'après la loi fédérale, S.R.C. 1886, chapitre 123, annexe B – Voir S.R.C. 1952, chapitre 15, art. 124).

Pour présenter et noter, faute d'acceptation, une lettre de change, et pour en garder minute, $1.

Pour copie de ces documents, si elle est requise par le porteur, $0.50.

Pour noter et protester, faute de paiement toute lettre de change, billet à ordre, traite ou mandat et pour en garder minute, $1.

Pour faire et transmettre au porteur d'une lettre de change ou d'un billet, un double de tout protêt faute d'acceptation ou de paiement, avec certificat de signification et copie de notification signifiée au tireur et aux endosseurs, $0.50.

Pour chaque notification, y compris la signification et pour en garder copie, à un endosseur ou tireur, en sus des frais de port payés, $0.50.

Note: Ces honoraires sont ceux qui peuvent être chargés par le requérant au protesté; tous honoraires supplémentaires sont à la charge du protestataire avec qui le notaire devrait en convenir d'avance.

Chapitre XIV

Acte de société et de dissolution de société

Les honoraires seront établis selon l'importance de la société, les stipulations spéciales et l'apport des associés:

a) Apport initial de $20,000 ou moins $30 à $100;

b) Apport initial dépassant $20,000, mais moindre que $50,000, $100 à $250;

c) Apport initial de $50,000, mais moindre que $100,000, $250 à $500;

d) Apport initial de $100,000 et plus: honoraires de une demie de 1% du capital-social

e) Sans apport pécuniaire $30 à $500;

Déclaration de société ou raison sociale $15;
Déclaration de dissolution $10.

Chapitre XV

Constitution de compagnie

Constitution de compagnie à fonds social:

Section 1:

Préparation de la requête, du mémoire de convention, de la déclaration de siège social, du livre des actionnaires, du registre des procès-verbaux d'assemblées, du registre des transferts et des règlements requis pour la mise en opération, minimum $200.

guarantees, rectifications and all other bilateral deeds not provided for otherwise, according to importance, $20 to $100.

Chapter XII

Maritime protests

Note of protest and three copies $20 to $40; extension of protest $30 to $75.

Sale of ship by notarial deed, the fees established in chapter I, section 1.

To complete the deeds of sales, declaration of ownerships, manager appointment, and maritime mortgage forms. Hourly tariff.

Chapter XIII

Protests of bills of exchange, cheques and promissory notes

(Tariff according to R.S.C., 1886, chapter 123, annex B — See R.S.C., 1952, chapter 15, sec. 124).

For presenting and noting for non-acceptance any bill of exchange, and keeping the same on record, $1.

Copy of the same when required by the holder $0.50.

For noting and protesting for non-payment any bill of exchange or promissory note, draft or order, and putting the same on record, $1.

For making and furnishing the holder of any bill or note with duplicate copy of any protest for non-acceptance or non-payment, with certificates of service and copy of notices served upon the drawer and endorsers, $0.50.

For every notice, including the service and recording copy of the same, to an endorser or drawer, in addition to the postage actually paid, $0.50.

Note: These fees are those which may be charged by the petitioner to the protester; all additional fees are in the charge of the protester with whom the notary should agree in advance.

Chapter XIV

Partnership, dissolution of partnership

The fees will be established according to the importance, special stipulations and share of partners:

(*a*) Initial capital of $20,000 or less $30 to $100;

(*b*) Initial capital over $20,000, up to $50,000, $100 to $250;

(*c*) Initial capital of $50,000, but less than $100,000, $250 to $500;

(*d*) Initial capital of $100,000 and over: fees of one-half of 1% of the capital stock; ;

(*e*) Without pecuniary contribution $30 to $500.

Declaration of name or style $15;
Declaration of dissolution $10.

Chapter XV

Incorporation of companies

Incorporation of joint stock companies:

Section 1:

Preparation of the petition, memorandum of agreement, declaration of head office, of the shareholders book, the register of the minutes of meetings, the register of transfers and by-laws required to commence operations, minimum $200.

Section 2:

Constitution de compagnie sans but lucratif;

Préparation de la requête, du mémoire de convention, de la déclaration de siège social, des procès-verbaux d'assemblées et des règlements requis pour la mise en opération; présentation de ces règlements pour dépôt à l'autorité compétente, minimum $100.

Section 3:

Obtention de lettres patentes supplémentaires, minimum, $150.

Section 4:

Toutes procédures nécessaires à l'annulation de lettres patentes y compris la préparation de la requête, des procès-verbaux d'assemblées et des avis à être publiés à cet effet, minimum $200.

Section 5:

Constitution d'association en corporation civile: requête au conseil municipal, $25.

Dépôt de la déclaration et du certificat d'approbation du conseil au Protonotaire et au gouvernement, $20; préparation des règlements, $50 à $75; déclaration au Protonotaire, $10; déclaration de dissolution, $10.

Section 6:

Pour chaque rapport exigé par l'autorité compétente $10.

Pour la préparation d'un prospectus ou pour toute demande d'exemption d'enregistrement adressée à l'autorité compétente régissant l'émission des valeurs mobilières: tarif horaire, minimum $10.

Pour chaque présentation de règlements pour dépôt auprès de l'autorité ayant constitué la compagnie $10 à $25.

Requête pour l'obtention de permis requis par les corporations et gens de mainmorte.

Pour la préparation d'une résolution ou d'un règlement de compagnie ou corporation: tarif horaire avec minimum de $5.

Chapitre XVI

Acte de fiducie (Trust deed)

Section 1:

Pour la préparation et l'exécution d'un acte de fiducie comprenant sa rédaction, les entrevues avec les parties, l'étude du projet avec ces derniers, etc.: les honoraires du chapitre I, section 1, avec cependant un minimum de $100.

Section 2:

Pour l'exécution seulement de l'acte de fiducie, lorsque celui-ci a été entièrement préparé par d'autres conseillers juridiques: la considération étant de $100,000 ou moins, les honoraires seront de $1 du $1,000, avec minimum de $100 plus $0.25 par $1,000, ou fraction de $1,000, sur l'excédent de $100,000 avec maximum de $500.

Si le notaire doit faire transcrire l'acte sur papier réglementaire, il aura en outre droit aux frais de transcription à raison de $1 la page.

Section 3:

Si, outre l'exécution de l'acte, le notaire a participé à la rédaction partielle, comme description des biens hypothéqués, etc., il aura droit en plus de ceux de la section 2 à des honoraires additionnels ne devant pas dépasser la moitié de ceux prévus à la section 1 ci-dessus et proportionnels à sa participation à la rédaction.

Section 2:

Incorporation of without pecuniary gain companies.

Preparation of the petition, memorandum of agreement, declaration of head office, minutes of meeting and by-laws required to commence operations; the presentation of these by-laws for deposit with a competent authority, minimum $100.

Section 3:

Supplementary letters patent, minimum $150.

Section 4:

All procedures necessary for the annullment of letters patent including the preparation of the petition, the minutes of meetings and notices to be published to this effect, minimum $200.

Section 5:

Constitution of an association into a civil corporation: petition to municipal authorities $25.

Deposit of the declaration and of the certificate of approval of the Council to the Prothonotary and the Government $20;

Preparation of by-laws $50 to $75; notice to the Prothonotary $10; notice of dissolution $10.

Section 6:

For each report required by competent authority $10.

For the preparation of a prospectus or for any request of exemption of registration addressed to a competent authority governing the issuance of securities: hourly tariff, minimum $10.

For each presentation of by-laws for deposit to the authority having constituted the company $10 to $25.

A petition to obtain a license required by corporations and the Mortmain Act, $50.

For the preparation of a company or corporation resolution or by-law: hourly tariff with a minimum of $5.

Chapter XVI

Trust deed

Section 1:

For the preparation and execution of a trust deed, including its drawing-up, interviews with the parties, study of the project with the latter, etc: the fees of chapter 1, section 1, with a minimum of $100.

Section 2:

For execution only of the trust deed, when the latter was entirely prepared by other judicial counsellors: the consideration being $100,000 or less, the fees will be of $1 per $1,000, with a minimum of $100 plus $0.25 per $1,000, or fraction of $1,000 on the surplus of $100,000 with a maximum of $500.

If the notary must transcribe the deed on prescribed paper, he will moreover have a right to the cost of transcription of $1 per page.

Section 3:

If, other than the execution of the deed, the notary participated in the partial drawing-up, the description of mortgaged property, etc., he will also have a right to those of section 2, additional fees which should not surpass half of those provided for in section 1 hereabove and proportional to his participation in the drawing-up.

Copies d'actes de fiducie

a) Pour copies requises, pour fins de l'enregistrement: tarif régulier;

b) Autres copies demandées en même temps: la moitié du tarif régulier;

c) Pour toute copie demandée subséquemment: tarif régulier.

Quittance ou mainlevée d'un acte de fiducie

Mêmes honoraires que ceux prévus au chapitre IV.

CHAPITRE XVII

Succession

Section 1:

Les honoraires de règlements de succession seront les suivants:

Pour obtenir et classifier les pièces, documents et renseignements nécessaires à la préparation des déclarations et inventaires, correspondance à cet effet; préparer et recevoir les déclarations aux Percepteurs des droits sur les successions; préparer et faire signer les formules statutaires; l'envoi des documents aux Percepteurs; la correspondance relativement au paiement des impôts, la réception des permis de disposer; préparer et recevoir deux déclarations de transmission soit d'immeuble, de dépôt de banque, d'assurance ou de valeur mobilière, les copies nécessaires des actes ci-dessus, la vacation pour l'enregistrement ou l'envoi de ces déclarations de transmission et documents qui les accompagnent; 2½% de l'actif brut de la succession si cet actif ne dépasse pas $10,000 avec cependant un minimum de $75; plus pour l'actif excédant $10,000 jusqu'à $100,000: de 1½% à 2½%; plus pour l'actif excédant $100,000 jusqu'à $500,000: ¾ de 1%; plus sur l'excédent de $500,000 des honoraires ne dépassant pas ½ de 1%.

Section 2:

Pour la rédaction du procès-verbal d'un inventaire de coffret de sûreté, comprenant 10 item ou moins $20.

Pour chaque item décrit au procès-verbal, au dessus des 10 premiers $1.

Section 3:

Si pour les fins du règlement de la succession et l'obtention des renseignements, le notaire est appelé à faire des vacations en dehors de son étude, il a droit en plus des honoraires ci-dessus prévus à des honoraires horaires pour ces vacations.

Section 4:

1. *Lorsque le notaire a procédé au règlement de la succession.*

Pour les déclarations de transmission d'immeubles et de créances hypothécaires additionnelles à celles prévues à la section 1:

a) si les biens transmis sont d'une valeur de $5,000 ou moins: $25; comprenant les copies et la vacation pour l'enregistrement;

b) si les biens transmis excèdent $5,000: $35; comprenant les copies et la vacation pour l'enregistrement.

Pour les déclarations de transmission de dépôts en banque, actions, débentures, obligations, etc. additionnelles à celles prévues à la section 1:

a) si les biens transmis sont d'une valeur de $5,000 ou moins: $15;

b) si les biens transmis excèdent $5,000: $25.

Copies of trust deeds

(*a*) For copies required, for registration purposes: regular tariff for copies;

(*b*) Other copies required with the first: half of the regular tariff;

(*c*) Each copy required subsequently: regular tariff for copies.

Acquittance or mainlevee of a trust deed

The same fees as those provided for in Chapter IV.

CHAPTER XVII

Estate

Section 1:

For the settlement of estates:

To obtain and classify documents and information necessary to prepare declarations and inventories, correspondence to this effect; to prepare and receive declarations for the Duty Office on estate rights; to prepare and have statutory forms signed; to send documents to the Duty Office; the correspondence relative to the payment of taxes; reception of permits to dispose, preparation and reception of two notices of transmission of either immovables, bank deposits, insurance or securities, the necessary copies of the deeds hereabove, the attendance for the registration or forwarding of these declarations of transmission and documents which accompany them; 2½% of the gross amount of the assets of the estate if these assets do not exceed $10,000, with however an extra minimum for assets exceeding $10,000 to $100,000: from 1½% to 2½% $75; more for the assets exceeding $100,000 to $500,000: ¾ of 1%; more on the amount exceeding $500,000 of the fees not exceeding ½ of 1%.

Section 2:

To draw up the minutes for a safety deposit box inventory, including 10 items or less $20.

For each item described in the minutes over the first 10 $1.

Section 3:

If for the purposes of the by-law of the estate and the obtaining of information, the notary is called upon to make attendances outside of his study, he also has the right to the fees hereabove provided for; hourly fees for his attendances.

Section 4:

1. *When the notary has proceeded to the settlement of the estate.*

Declarations of transmission of immovables and transfer of hypothecary claim in addition to those provided for in Section 1:

(*a*) if the assets transmitted are worth $5,000 or less $25; including the copies and the attendance for registration;

(*b*) if the assets transmitted exceed $5,000; including the copies and the attendance for registration $35.

Declaration of transmission of bank deposits, bonds, stocks, obligations, etc., in addition to those provided for in section 1:

(*a*) if the assets transmitted are worth $5,000 or less $15;

(*b*) if the assets transmitted exceed $5,000, $25.

2. *Lorsque le notaire n'a pas procédé au règlement de la succession:*

a) Pour les déclarations de valeurs à l'autorité compétente:

i. si reçus en minute: chapitre I, section 1;

ii. s'il y a simplement acte de dépôt: chapitre X;

b) Pour les déclarations de transmission d'immeubles et de créances hypothécaires:

Si les biens transmis sont d'une valeur de $5,000 ou moins: $40; comprenant les copies et la vacation pour l'enregistrement, plus $1 par $1,000, ou fraction de $1,000, au dessus de $5,000, avec maximum de: $200;

c) Pour les déclarations de transmission de dépôts de banque, actions, débentures, obligations, etc.

Si les biens transmis sont d'une valeur de $5,000 ou moins; plus $1 par $1,000, ou fraction de $1,000, au dessus de $5,000 avec maximum de: $100.

Section 5:

Délivrance de legs, selon l'importance: $20 à $100.

Chapitre XVIII

Tutelle, curatelle, autorisation

Pour toute tutelle et curatelle, ou procédure de nomination ou d'autorisation relative à un incapable, comprenant la déclaration, le procès-verbal du conseil de famille, la requête et l'affidavit, selon l'importance de la procédure, de $35 à $50.

Pour toute fin additionnelle de la procédure $10.

Pour préparation de l'avis de convocation, sa signification et pour la tenue du conseil de famille, lorsqu'elle excède une heure, l'on appliquera le tarif horaire.

Chapitre XIX

Requête

Pour la préparation d'une requête prévue aux articles 805 et 806, et au Livre sixième du Code de procédure civile, y compris la requête en vérification de testament, la préparation de l'affidavit, selon l'importance, de $35 à $75.

Pour toute conclusion additionnelle de la requête $10.

Pour chaque heure, en plus de la première, consacrée à la préparation de la requête, l'on appliquera le tarif horaire.

Chapitre XX

Vente volontaire de biens qui appartiennent à des incapables ou à des absents ou qui sont l'objet d'une substitution

L'on suivra, selon le cas, le tarif prescrit au chapitre XIX, pour les requêtes.

Quant aux autres procédures requises, des honoraires minima de $20 seront exigés pour chaque procédure et, en plus, le tarif horaire sera applicable pour chaque heure, en plus de la première, consacrée à la préparation de la procédure.

En plus des honoraires du contrat basés sur le chapitre I, le notaire a droit à une commission de 2% sur le prix d'adjudication jusqu'à $25,000 et de 1% pour chaque $1,000 ou fraction de $1,000 additionnels.

2. *When the notary has not proceeded to the settlement of the estate:*

(*a*) For declarations of worth to competent authority:

i. If received in minutes: Chapter I, section 1;

ii. if there is only a deed of deposit: Chapter X;

(*b*) Transmission of immovables and transfer of hypothecary claims.

If the assets transmitted are worth $5,000 or less: $40; including the copies and the attendance for registration; plus $1 per $1,000, or fraction of $1,000 over $5,000, with a maximum of $200;

(*c*) Transmission of bank deposits, bonds, stocks, obligations, etc.

If the assets transmitted are worth $5,000 or less $25; plus $1 per $1,000, or fraction of $1,000, over $5,000 with a maximum of $100.

Section 5:

Legacies, according to importance $20 to $100.

Chapter XVIII

Tutorships, curatorships, authorizations

For each tutorship and curatorship, or appointment or authorization procedure in relation to an incapacitated person, including the declaration, the minutes of the family council, the petition and affidavit, according to the importance of the procedure, from $35 to $50.

For any additional procedure $10.

The drawing up of notices of convocation, their signification and the holding of family councils, when exceeding one hour, will require the hourly tariff.

Chapter XIX

Petition

The preparation of petitions provided for in sections 805 and 806, and in the Sixth Book of the Code of Civil Procedure, including the verification of the testament petition, the preparation of the affidavit, according to the importance from $35 to $75.

Each additional petition conclusion $10.

The hourly tariff will be applied to each hour, in addition to the first, spent in preparation of the petition.

Chapter XX

Voluntary sales of assets belonging to incapacitated persons, absentees or those who are the subject of a substitution

As the case may be, the tariff prescribed in chapter XIX, for petitions will be followed:

As to the other procedures required, minimum fees of $20 will be required for each procedure and, also, the hourly tariff will be applicable for each hour, in addition to the first, spent in the preparation of the procedure.

In addition to the fees of the contract based on chapter I, the notary has the right to a commission of 2% on the price of adjudication up to $25,000, and 1% for each $1,000 or fraction of additional $1,000.

CHAPITRE XXI

Acte de partage, de liquidation, de reddition de comptes

Pour la rédaction du préambule ou de l'exposé, suivant leur importance $25 à $200; pour chaque heure employée à la préparation de l'acte $20.

CHAPITRE XXII

Inventaire, rapport de praticiens, bénéfice d'inventaire

Préambule, selon l'importance $20 à 50; pour àhaque heure de vacation en plus de la première p la préparation et à l'exécution $20; pour la préparation de l'avis de convocation $4; et cour chaque avis $3; signification de l'avis de convocation, par heure $20.

Acceptation sous bénéfice d'inventaire $25; renonciation pour prendre qualité d'héritier pure et simple $20; pour les autres procédures pouvant être nécessaires, voir chapitre XX.

CHAPITRE XXIII

Commissions

Pour la négociation d'un emprunt d'argent ou d'une cession de créance, à moins de convention contraire, les honoraires seront ceux conformes à l'usage du lieu, avec cependant un minimum de 2 pour 100 (2%). Pour négociation du renouvellement d'un emprunt dont le terme est expiré, la moitié de la commission de l'emprunt originaire.

Pour négociation d'une vente, d'un échange ou d'un achat d'immeuble; le tarif des courtiers en immeubles.

Pour négociation d'une vente, d'un échange ou d'un chat d'actions de compagnies non cotées à la bourse ou d'autres valeurs: 3 pour 100 du prix de leur vente ou de la valeur des actions ou actifs échangés.

CHAPITRE XXIV

Le notaire a droit à des honoraires spéciaux à raison de ses soins, démarches, étude de questions légales, examen de pièces et documents, séances, conférences, avis et consultations, préparation et présentation de projets de loi, correspondance, entrevues, recherches et de tout travail spécial effectué, le tout selon l'importance de l'affaire qui lui aura été confiée, des conseils donnés et des services rendus.

CHAPITRE XXV

Honoraires spéciaux

Outre les honoraires ci-dessus, les suivants sont exigibles:

1. *a*) Dans tous les actes et autres documents non prévus au présent tarif, le notaire doit exiger des honoraires proportionnés au temps employé, à l'importance de l'affaire et au service rendu.

b) Pour tout acte préparé sur réquisition et auquel il n'est pas donné suite, la moitié des honoraires prévus pour tel acte, ou le tarif horaire, avec minimum de $10.

2. *a*) Si l'acte comporte plus d'une convention, les honoraires devront être exigés pour chaque convention suivant le tarif établi pour

CHAPTER XXI

Deeds of partition, liquidation, rendering of accounts

To draw up the preamble or the statement, according to its importance $25 to $200; for each hour spent in the preparation of the deed $20.

CHAPTER XXII

Inventory, report of practitioners, benefit of inventory

Preamble, according to importance $20 to $50. For each hour of attendance, in addition to the first, in the preparation and execution $20; for the preparation of the notice of convocation $4; and for each notice $3; signification of notice of convocation per hour $20;

Acceptance under inventory benefit $25; renunciation as heir, pure and simple $20; for other procedures which could be necessary, see chapter XX.

CHAPTER XXIII

Commissions

To negociate a loan or transfer of debts, otherwise agreed upon, the fees shall be according to the usage of the place, with however a minimum of 2 per 100 (2%). To negociate the renewal of a loan when the term has expired; one-half of the commission on the original loan.

To negotiate a sale, exchange or purchase of immovables: the tariff of real estate brokers.

To negotiate a sale, exchange, purchase of company shares unlisted on the stock exchange or other securities: 3 per 100 of the selling price or of the value of the shares or assets exchanged.

CHAPTER XXIV

The notary has the right to special fees because of his aid, proceedings, study of legal questions, examination of documents, meetings, conferences, notices and consultations, preparation and presentation of bills, correspondence, interviews, research and any special work carried out, the whole according to the importance of the transaction which was conferred to him, given counsel and services rendered.

CHAPTER XXV

Special fees

In addition to the fees hereabove-mentioned, the following are exigible:

1. (*a*) In all deeds and other documents prepared by the notary, when not otherwise provided for by the present tariff, the notary must exact fees according to the time employed, to the importance of the transaction and to the service rendered;

(*b*) For any deed prepared on request and which is not signed, half of the fees provided for such deed, or the hourly tariff, with a minimum of $10.

2. (*a*) If the deed stipulates more than one agreement, the fees shall be required for each agreement according to the tariff established

chacune d'elles. Les clauses accessoires usuelles ne doivent pas être considérées comme des conventions supplémentaires.

b) Si la même transaction nécessite plus d'un acte tel que acte de prêt, fiducie, nantissement commercial, les honoraires prévus au présent tarif pour l'acte principal et la moitié des honoraires du présent tarif pour la préparation et la réception des actes supplémentaires.

3. Pour la préparation des conventions ou documents sommaires non autrement prévus: tarif horaire avec minimum de $10.

4. Pour les cas non prévus dans le présent tarif:

a) Pour chaque comparant additionnel à un acte: $3.

b) Pour chaque désignation de partie de lot: $5. Si la désignation d'un immeuble est limitée au numéro du cadastre, ces honoraires seront réduits à $0.25 pour chacun des numéros supplémentaires.

c) Pour chaque mention de servitude ou titre de créance: $3;

d) Pour chaque transport de police d'assurance y compris la notification à la compagnie: $4;

e) Pour chaque demi-heure consacrée à la préparation d'ajustements: $10;

f) Pour la préparation d'un avis d'adresse, d'une copie et la vacation au bureau d'enregistrement: $8;

h) Pour chaque réquisition de certificat de recherches, les honoraires seront de 10 cents par lot, avec minimum de $3;

h) Pour chaque pièce annexée et certifiée comme telle: $3;

i) Pour prendre connaissance d'une lettre et en rédiger une, minimum $3.

5. *a*) Pour toute vacation au bureau d'enregistrement, au Palais de Justice ou ailleurs, relative à l'enregistrement de tout acte ou document ou à toute demande ou obtention d'un certificat, document ou copie quelconque: $3.

Les mêmes honoraires s'appliquent si la chose est faite par correspondance.

b) Pour toute vacation, autre que celle prévue au sous-paragraphe *a*) ci-dessus, les honoraires seront de $20 l'heure. La vacation quotidienne est limitée à 8 heures à moins que le notaire n'ait été expressément tenu de prêter ses services pendant un plus grand nombre d'heures.

6. Pour attestation de signature, assermentation ou certificat d'identité: $2.

7. Pour chaque copie ou extrait d'actes et de pièces annexées:

Chaque page: $1, sauf les copies d'acte d'obligation imprimées, chaque page: $0.50.

Pour chaque certificat d'authenticité apposé à une copie d'acte, ou de pièce annexée: $1.

Toute copie ou extrait d'acte ne devant pas être moindre que $4, et toute pièce ou extrait de pièce annexée ne devant pas être moindre que $3, y compris les certificats.

8. Pour recherches d'actes dans son greffe ou dans ceux dont il est dépositaire: $0.50, par année de recherches.

Aucune charge ne pourra être exigée lorsque la date de l'acte est donnée.

9. Pour exercice de la profession pendant la nuit, à la réquisition spéciale des parties, soit de neuf heures du soir à sept heures du matin, les honoraires seront doubles de ceux stipulés ci-dessus. Les notaires tenant habituellement un bureau du soir n'auront droit à ces doubles honoraires qu'après dix heures du soir.

for each of them. The usual incidental clauses shall not be considered as additional agreements;

(*b*) If the same transaction necessitates more from a deed such as a deed of loan, deed of trust, commercial security, the fees provided for in the present tariff for the deed of principal, half of the fees of the present tariff for the preparation and reception of additional deeds.

3. To prepare agreements or documents not otherwise provided: hourly tariff with a minimum of $10.

4. Cases not provided for in the present tariff:

(*a*) For each additional deed appearer $3;

(*b*) For each designation of a part of a lot $5. If the designation of an immovable is limited to the number of the cadastre, these fees will be reduced to $0.25 for each of the additional numbers.

(*c*) For each servitude mention or claim title $3;

(*d*) For each transfer of an insurance policy including the notification to the company $4;

(*e*) For each half-hour spent to prepare adjustments $10;

(*f*) For the preparation of a notice of address, a copy and the attendance at the registry office $8;

(*g*) For each requisition for a certificate of search, the fees will be of 10 cents per lot, with a minimum of $3;

(*h*) For each document annexed and certified as such $3;

(*i*) To acknowledge a letter and to compose one, minimum $3.

5. (*a*) For each attendance at the registry office, at the Court House or elsewhere in connection with the registration of any deed or document, or to ask for or obtain any certificate, document or copy whatsoever:

He has a right to the same fee if the matter is attended to by correspondence;

(*b*) For each attendance, other than the one provided for in sub-paragraph (*a*) hereabove, the fees will be $20 per hour. The daily attendance is limited to 8 hours unless the notary has been asked to lend his services during a greater number of hours.

6. To attest signatures, receive oaths, identification certificates: $2.

7. For notices of convocation or others:

Each page: $1, save printed obligation deeds, each page: $0.50.

For each certificate of authenticity on a copy of a deed, or a document annexed $1.

For each copy or deed extract not less than $4; and any document or extract of document annexed, not less than including $3.

8. For searches for deeds in his office or for those for which he is depositary $0.50 per year of research.

No such charge must be exacted when the date of the deed is given.

9. For the practice of his profession during the night, upon the special request of the parties, from nine o'clock in the evening to seven o'clock in the morning, the fees shall be double those hereinabove provided. Notaries who habitually have a night office are entitled to double fees only after ten o'clock in the evening.

10. Toutes les fois que les honoraires sont établis selon le temps consacré par le notaire, le tarif horaire est fixé à $20.

11. En sus des honoraires et commissions portés au présent tarif, le notaire a droit au paiement des frais de voyage et des déboursés par lui encourus pour ses clients.

28117-9-2-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 470

Québec, le 18 février 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les octrois versés en vertu de la Loi stimulant la recherche et le développement scientifique (chapitre 32 des Statuts du Canada, 1967) et la Loi de l'impôt sur les corporations.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 39 de la Loi de l'impôt sur les corporations (S.R.Q. 1964, chapitre 67), le Lieutenant-gouverneur en Conseil, suivant la recommandation du ministre, est autorisé à changer ou modifier les impôts de la manière et dans la proportion qu'il le jugera à propos;

ATTENDU QUE la Loi stimulant la recherche et le développement scientifique (chapitre 82 des Statuts du Canada, 1967) prévoit le versement d'octrois pour la recherche et le développement scientifiques en ce qui concerne les dépenses engagées par une compagnie à cet égard;

ATTENDU QUE ladite Loi prévoit que tout montant dont le versement est autorisé à titre d'octroi est libre d'impôt sur le revenu et que le versement d'un tel octroi ne réduit pas le coût en capital d'un bien susceptible de dépréciation;

ATTENDU QU'il y a lieu de rendre applicables à la Loi de l'impôt sur les corporations les dispositions visées à l'alinéa précédent;

IL EST ORDONNÉ en conséquence sur la proposition du ministre du Revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint intitulé: « Règlement concernant les octrois versés en vertu de la Loi stimulant la recherche et le développement scientifiques (chapitre 82 des Statuts du Canada, 1967) et la Loi de l'impôt sur les corporations ».

Copie conforme.

Le greffier suppléant du Conseil exécutif,
D. TANGUAY.

Règlement concernant les octrois versés en vertu de la Loi stimulant la recherche et le développement scientifiques (chapitre 82 des Statuts du Canada, 1967) et la Loi de l'impôt sur les corporations.

1° Dans le présent règlement,

a) « compagnie » désigne une compagnie constituée au Canada qui y fait affaires, sauf une compagnie exemptée d'impôt en vertu de l'article 62 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.Q. 1952, chapitre 148) ou en vertu de l'article 40 de la Loi de l'impôt sur les corporations (R.S.Q. 1964, chapitre 67) ou d'un règlement adopté sous l'empire de ladite loi;

b) « octroi » désigne un octroi pour la recherche et le développement scientifiques prévu par la Loi stimulant la recherche et le développement scientifiques (chapitre 82 des Statuts du Canada, 1967).

10. Every time fees are established according to the time spent by the notary, the hourly tariff is fixed at $20.

11. In addition to the fees and commissions in the present tariff, the notary has the right to his travelling expenses and disbursements by him for his customers.

28117-9-2

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 470

Québec, February 18, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING grants paid according to the Industrial Research and Development Incentives Act (chapter 82, Statutes of Canada, 1967) and the Corporation Tax Act.

WHEREAS under section 39 of the Corporation Tax Act (R.S.Q. 1964, chapter 67) the Lieutenant-Governor in Council is authorized, on the recommendation of the Lieutenant-Governor in Council, to change or modify taxes in the manner and in the proportion which he may deem proper;

WHEREAS the Industrial Research and Development Incentives Act (chapter 82, Statutes of Canada, 1967) provides for the payment of grants for scientific research and development in respect of the expenditures incurred by a corporation in that respect;

WHEREAS the said Act provides that an amount authorized to be paid as a grant is exempt from income tax and that the payment of such a grant does not reduce the capital cost of a property subject to depreciation;

WHEREAS it is proper to render applicable to the Corporation Tax Act the provisions contemplated by the preceding paragraph;

THEREFORE it is ordered upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the appended regulation entitled "Regulation concerning grants paid according to the Industrial Research and Development Incentives Act (chapter 82, Statutes of Canada 1967) and the Corporation Tax Act" be adopted.

Certified true copy.

D. TANGUAY,
Associate Clerk of the Executive Council.

Regulation concerning grants paid according to the Industrial Research and Development Incentives Act (chapter 82, Statutes of Canada, 1967) and the Corporation Tax Act.

1. In this regulation,

(*a*) "corporation" means a corporation incorporated in and carrying on business in Canada, other than a corporation that is exempt from tax under section 62 of the Income Tax Act (R.S.Q. 1952, chapter 148) or under section 40 of the Corporation Tax Act (R.S.Q. 1964, chapter 67) or a regulation adopted by virtue of the said Act;

(*b*) "grant" means a scientific research and development grant provided for by the Industrial Research and Development Incentives Act (chapter 82, Statutes of Canada, 1967).

2. Tout montant dont le versement à une compagnie est autorisé à titre d'octroi n'est pas assujetti à l'impôt sur les profits visé à l'article 6 de la Loi de l'impôt sur les corporations et il ne réduit pas le coût en capital d'un bien susceptible de dépréciation.

3° Le présent règlement s'applique aux dépenses engagées pour la recherche et le développement scientifiques faites au cours de tout exercice financier d'une compagnie qui prend fin au cours de l'année civile 1966 et de toute année civile subséquente.

28201-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 446

Québec, 18 février 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le mode d'imposition des compagnies étrangères et la Loi de l'Impôt sur les Corporations.

ATTENDU QU'en vertu de l'alinéa *g*) de l'article 38 de la Loi de l'impôt sur les corporation (S.R.Q. 1964, chapitre 67), le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour donner effet aux dispositions de l'article 15;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 39 de ladite loi, le lieutenant-gouverneur en conseil, suivant la recommandation du ministre, est autorisé à changer ou modifier les impôts, de la manière et dans la proportion qu'il jugera à propos;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 4 de ladite loi, sur recommandation du ministre au lieutenant-gouverneur en conseil, celui-ci peut faire des règlements pour établir à un montant moindre la taxe payable sur le capital de toute compagnie qui ne fait qu'une partie de ses affaires dans la province;

ATTENDU QU'il y a lieu, à l'égard des compagnies étrangères faisant affaires au Canada, d'adopter des dispositions analogues à celles contenues dans la Convention Canada — États-Unis relativement à l'allocation des profits attribuables au Canada aux fins d'éviter une double imposition;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence sur la proposition du ministre du Revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint intitulé: « Règlement concernant le mode d'imposition des compagnies étrangères et la Loi de l'impôt sur les corporations ».

Copie conforme.

Le greffier suppléant du Conseil exécutif,
D. TANGUAY.

Règlement concernant le mode d'imposition des compagnies étrangères et la Loi de l'impôt sur les corporations.

1° Dans le présent règlement,

a) « compagnie » désigne une compagnie visée par la Loi de l'impôt sur les corporations (S.R.Q. 1964, chapitre 67);

b) « compagnie étrangère » désigne une compagnie légalement constituée dans un pays étranger, dont le siège social est situé en dehors du Canada et qui fait une partie de ses affaires au Canada;

2. An amount authorized to be paid to a corporation as a grant is not subject to the tax on profits contemplated by section 6 of the Corporation Tax Act and it does not reduce the capital cost of a depreciable property.

3. This regulation shall apply to expenditures incurred for scientific research and development done in the course of a corporation's financial year terminating in the calendar year 1966 or in any subsequent calendar year.

28201-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 446

Québec, February 18, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the taxation of foreign companies and the Corporation Tax Act.

WHEREAS under paragraph (*g*) of section 38 of the Corporation Tax Act (RSQ 1964, chapter 67), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to give effect to provisions of section 15;

WHEREAS under section 39 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council is authorized, upon the recommendation of the Minister, to change or modify taxes in the manner and in the proportion he may deem proper;

WHEREAS under section 4 of the said Act, upon the Minister's recommendation to the Lieutenant-Governor in Council, the latter may make regulations to fix at a lesser amount the tax payable on the capital of any company which does part only of its business in the province;

WHEREAS it is proper in respect of foreign companies doing business in Canada, to adopt provisions similar to those contained in the Canada — United States Convention in respect of the allocation of profits attributable to Canada in order to avoid double taxation.

THEREFORE it is ordered upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the appended regulation entitled "Regulation concerning the taxation of foreign companies and the Corporation Tax Act" be adopted.

Certified true copy.

D. TANGUAY,
Associate Clerk of the Executive Council.

Regulation concerning the taxation of foreign companies and the Corporation Tax Act.

1. In this regulation,

(*a*) "company" means a company subject to the Corporation Tax Act (R.S.Q. 1964, chapter 67);

(*b*) "foreign company" means a company legally incorporated in a foreign country, the head office of which is located outside Canada and which does part of its business in Canada;

c) « établissement » désigne un établissement au Canada visé à l'alinéa b) du premier paragraphe de l'article 1 du règlement adopté par l'arrêté en conseil numéro 521 du 28 février 1961;

d) « capital versé d'une compagnie étrangère », sous réserve des dispositions contenues aux alinéas b) à e) du paragraphe 3° de l'article 2 de ladite loi, désigne le montant raisonnablement attribuable à l'investissement dans les établissements canadiens; et

e) « profits » désigne les profits qui peuvent raisonnablement être attribués aux établissements canadiens.

2° (1) Lorsqu'une compagnie étrangère fait affaires au Canada et qu'elle y maintient un établissement, le profit attribuable audit établissement est censé, aux fins du présent règlement, être le revenu d'une entreprise distincte et, aux fins de déterminer les profits attribuables à un établissement, la compagnie doit maintenir un système de comptabilité de succursale ou de subdivision pour ses opérations canadiennes. Dans la détermination des profits attribuables à un établissement, on doit tenir compte de toutes les dépenses, quel que soit l'endroit où elles ont été encourues, qui peuvent raisonnablement être attribués audit établissement, y compris les dépenses d'administration.

(2) Aux fins du paragraphe (1), le ministre, lorsqu'il le juge nécessaire, peut rectifier les comptes produits, en particulier corriger des erreurs et omissions ou rétablir les prix ou les rémunérations inscrits aux livres à la valeur qu'il juge raisonnable.

(3) Lorsque a) aucun système de comptabilité de succursale ou de subdivision démontrant ses propres opérations n'est tenu relativement à un établissement, ou b) que le système de comptabilité ne correspond pas aux exigences du commerce, ou c) que les rectifications prévues au paragraphe (2) de cet article ne peuvent être faites, le ministre peut déterminer le revenu net attribuable à l'établissement en utilisant des méthodes ou des formules qui peuvent lui sembler justes et raisonnables.

3° Aux fins de l'article 2, le règlement, adopté par les arrêtés en conseil numéro 521 du 28 février 1961 et numéro 1794 du 25 août 1961, concernant la détermination de la partie du revenu servant de base à la taxe prescrite par l'article 6 de ladite loi, s'applique *mutatis mutandis* au présent règlement relativement aux opérations canadiennes des compagnies étrangères.

4° Aux fins de l'alinéa a) de l'article 4 de la Loi de l'impôt sur les corporations, le règlement adopté par l'arrêté en conseil numéro 3471 du 15 décembre 1967 s'applique *mutatis mutandis* relativement à la taxe payable calculée sur le capital versé établi conformément à l'alinéa c) de l'article 1 du présent règlement.

5° Le présent règlement s'applique à l'année financière de toute compagnie commençant après le 31 décembre 1967.

28201-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 448

Québec, 18 février 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'immatriculation à prix réduit d'autobus, propriété de Colonial Coach Lines

(c) "establishment" means an establishment in Canada as contemplated by paragraph (b) of subsection 1 of section 1 of the regulation adopted by Order in Council number 521 of February 28, 1961;

(d) "paid-up capital of a foreign company" subject to the provisions contained in paragraphs (b) to (e) of subsection 3 of section 2 of the said Act, means the amount reasonably attributable to investment in Canadian establishments;

(e) "profits" mean profits which may be reasonably attributed to Canadian establishments.

2. (1) Where a foreign company carries on business in Canada and maintains an establishment in Canada, the profit attributable to the said establishment is deemed, for the purposes of this regulation, to be the revenue of a distinct enterprise and, for the purpose of determining the profits attributable to an establishment, the company must keep a branch or subdivision accounting system for its Canadian operations. In determining profits attributable to an establishment, there must be kept an account of all expenses, wherever incurred, which may reasonably be attributed to the said establishment, including administration expenses.

(2) For the purposes of subsection 1, the Minister, whenever he deems it necessary, may rectify the accounts produced, particularly correct errors and omissions or re-adjust costs or remunerations entered in the books, to the value he deems reasonable.

(3) Where (a) no branch or subdivision accounting system showing its own operations has been kept in respect of an establishment, or (b) the accounting system does not meet the requirements of business, or (c) the rectifications provided for in subsection (2) of this section cannot be made, the Minister may determine the net revenue attributable to the establishment on the basis of methods or formulas which he may deem fair and reasonable.

(3) For the purposes of section 2, the regulation adopted by Orders in Council number 521 of February 28, 1961 and number 1794 of August 25, 1961 concerning the determination of that part of the revenue which shall serve as a basis for the tax contemplated by section 6 of the said Act, shall apply *mutatis mutandis* to this regulation in respect of the Canadian operations of foreign companies.

4. For the purposes of paragraph (a) of section 4 of the Corporation Tax Act, the regulation adopted by Order in Council number 3471 of December 15, 1967 shall apply *mutatis mutandis* in respect of the tax payable computed on the paid-up capital established according to paragraph (c) of section 1 of this regulation.

5. This regulation shall apply to the financial year of every company commencing in December 31, 1967.

28201-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 448

Québec, February 18, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the registration, at lower rates, of autobuses, property of Colonial Coach Lines

Limited et de Eastern Greyhound Lines Limited.

ATTENDU QU'il y a lieu de faciliter le plus possible le mouvement touristique entre différentes parties des États-Unis, de l'Ontario et la Province de Québec;

ATTENDU QUE Colonial Coach Lines Limited de même que Eastern Greyhound Lines Limited, toutes deux détentrices d'un permis de la Régie des Transports, doivent être en mesure de faire face, à certaines périodes de l'année, à un accroissement considérable dans le nombre de passagers, et pour ceci, avoir toujours disponibles des véhicules dûment immatriculés au Québec;

ATTENDU QU'en très grand nombre de véhicules, propriété de ces compagnies ne circuleront en définitive sur les routes du Québec qu'en de très rares occasions, soit comme remplacement du matériel en réparation ou pour les seules périodes de pointe;

ATTENDU QUE par le passé, ces compagnies de transport ont obtenu l'autorisation d'immatriculer, à prix réduit, un certain nombre de véhicules et que cette décision a permis au Trésor provincial de percevoir des sommes appréciables, tenant compte du millage limité parcouru sur les routes de la Province par lesdits véhicules;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des Transports et Communications:

QU'en vertu des dispositions de l'article 82, paragraphe 1, sous-paragraphe A, du Code de la Route (S.R.Q. 1964, ch. 231), il soit accordé à la Compagnie Colonial Coach Lines Limited et à Eastern Greyhound Lines Limited, les conditions spéciales ci-après indiquées relativement à l'immatriculation de certains véhicules leur appartenant:

Colonial Coach Lines Limited

20 unités à plein prix;
10 unités à 20% du prix régulier;
10 unités à 15% du prix régulier;
10 unités à 10% du prix régulier;
63 unités à 5% du prix régulier;

Eastern Greyhound Lines Limited

20 unités à plein prix;
20 unités à 20% du prix régulier;
20 unités à 15% du prix régulier;
20 unités à 10% du prix régulier;
x 32 unités à 5% du prix régulier;

x (Incluant 12 véhicules en provenance de Chicago mais qui sont sous le contrôle exclusif de Colonial Coach Lines Ltd, dès leur entrée au Canada et jusqu'à Montréal.)

QUE lesdits avantages soient accordés à la condition expresse que tous les droits payables à la Régie des Transports soient acquittés intégralement sur chaque unité; les présents avantages sont pour une durée d'un an, s'étendant à la période d'enregistrement allant du premier mars 1969 au premier mars 1970.

Copie conforme.

Le greffier suppléant du Conseil exécutif,
28211-o D. TANGUAY.

Limited and of Eastern Greyhound Lines Limited.

WHEREAS it is advisable to encourage the tourist inflow between different parts of the United States, Ontario and the Province of Québec;

WHEREAS Colonial Coach Lines Limited, as well as Eastern Greyhound Lines Limited, both holders of permits of the Transportation Board, must be in a position to cope with a considerable increase in the number of passengers, at certain times of the year, and, for such cases, always have at their disposal, vehicles duly registered in the Province of Québec;

WHEREAS a very large number of vehicles property of these companies, will not operate, in fact, on the Québec highways more than on very few occasions, that is to replace vehicles under repair or for rush periods only;

WHEREAS, in the past, these transportation compagnies have been authorized to register, at a lower price, a certain number of vehicles and that such a decision has brought to the Provincial Treasury substantial sums of money, taking into account the small mileage covered on the roads of the Province by the said vehicles;

THEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Transportation and Communications:

THAT pursuant to section 82, paragraph 1, sub-paragraph (*a*) of the Highway Code (R.S.Q. 1964, chapter 231), the company Colonial Coach Lines Limited and Eastern Greyhound Lines Limited be granted the special privileges hereunder specified, concerning the registration of a certain number of their vehicles:

Colonial Coach Lines Limited

20 units at full rate;
10 units at 20% of the regular rate;
10 units at 15% of the regular rate;
10 units at 10% of the regular rate;
63 units at 5% of the regular rate;

Eastern Greyhound Lines Limited

20 units at full rate;
20 units at 20% of the regular rate;
20 units at 15% of the regular rate;
20 units at 10% of the regular rate;
x 32 units at 5% of the regular rate;

x (Including 12 vehicles from Chicago, which are under the exclusive control of Colonial Coach Lines Ltd. from the time they enter Canada and until they reach Montreal).

THAT the said privileges be granted under the strict condition that all the rights payable to the Transportation Board be paid in full on each unit; the present privileges shall be in force for a one-year period applying to the registration period starting on March 1st, 1969 and ending on March 1st, 1970.

True copy.

D. TANGUAY,
28211 *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 471

Québec, le 18 février 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les biens mobiliers apportés temporairement dans la province et la Loi de l'impôt sur la vente en détail.

ATTENDU QUE la Loi de l'impôt sur la vente en détail n'exempte pas de l'application de la taxe un bien mobilier apporté dans la province par une personne de l'extérieur pour utilisation à des fins commerciales ou industrielles;

ATTENDU QUE la taxe doit être payée en entier sur le bien apporté de l'extérieur même si ce bien ne demeure dans la province que durant une courte période de temps;

ATTENDU QU'il est d'intérêt public et équitable que tout bien mobilier apporté temporairement dans la province, pour fins commerciales ou industrielles, soit taxé au taux en vigueur sur 1/36 du prix d'achat de ce bien pour chaque période d'utilisation d'un mois dans la province;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 57 de la Loi du ministère du Revenu (S.R.Q. 1964 chapitre 66), le lieutenant-gouverneur en Conseil peut, lorsqu'il le juge avantageux pour le bien public, remettre toute taxe imposée dans les limites des pouvoirs de la législature;

IL EST ORDONNÉ en conséquence sur la proposition du ministre du Revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint concernant l'équipement, la machinerie et les autres bien mobiliers apportés temporairement dans la province.

Copie conforme.

Le greffier suppléant du Conseil exécutif,
D. TANGUAY.

Règlement concernant l'équipement, la machinerie et autres biens mobiliers apportés temporairement dans la province.

1° Pour les fins du présent règlement,

a) l'expression « personne de l'extérieur » désigne toute personne qui

i) ne maintient pas habituellement une place d'affaires dans la province, mais vient occasionnellement y effectuer du travail d'une durée limitée, ou

ii) a des places d'affaires dans et hors la province, a utilisé un bien mobilier pour la première fois dans une autre province et a payé la taxe de vente en vigueur dans cette autre province lors de l'achat dudit bien mobilier, paiement dont le ministre du Revenu peut demander une preuve satisfaisante.

b) tout bien mobilier apporté temporairement dans la province pour usage ou consommation dans des opérations industrielles ou commerciales est considéré « être utilisé » tant qu'il demeure dans la province;

c) toute période d'utilisation de plus de douze (12) jours consécutifs doit être comptée comme un mois entier.

2. La taxe exigible de toute personne de l'extérieur de la province sur la machinerie, l'équipement et tout autre bien mobilier qu'elle apporte temporairement dans la province pour fins

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 471

Québec, February 18, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING movable property brought temporarily in the Province and the Retail Sales Tax Act.

WHEREAS the retail sales tax does not exempt from the application of the tax a movable property brought in the Province by a person from the outside for use for commercial or industrial purposes;

Whereas the tax must be paid in full on the property brought from outside even if this property remains in the Province for a short period of time only;

WHEREAS it is in the public interest and equitable that every movable property brought temporarily in the Province for commercial or industrial purposes be taxed at the prevailing rate on 1/36 of the purchase price of such property for each period of use of one month in the Province;

WHEREAS under section 57 of the Revenue Department Act (R.S.Q. 1964, chapter 66) the Lieutenant-Governor in Council, whenever he deems it in the public interest, may remit any tax imposed within the powers of the Legislature.

THEREFORE IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Revenue.

THAT the appended regulation concerning equipment, machinery and other movable property brought temporarily in the Province be adopted.

Certified true copy.

D. TANGUAY,
Associate Clerk of the Executive Council.

Regulation concerning equipment, machinery and other movable property brought temporarily in the Province.

1. For the purposes of this regulation,

(*a*) "person from outside" means any person who

i) does not usually maintain a place of business in the Province, but comes and carries on work there for a limited time, or

ii) has places of business within and without the Province, has used a movable property first in another Province and has paid the sales tax effective in that other Province when purchasing the said movable property, of which payment the Minister of Revenue may request satisfactory proof.

(*b*) every movable property brought temporarily in the Province for use or consumption in industrial or commercial operations is deemed "to be used" so long as it remains in the Province;

(*c*) every period of use of more than twelve (12) consecutive days must be counted as a full month.

2. The tax to be paid by every person from outside the Province on machinery, equipment and all other movable property that he has brought temporarily in the Province for use or

d'usage ou de consommation dans des opérations industrielles ou commerciales doit être calculée sur la base de 1/36 du prix d'achat du bien mobilier pour chaque période d'un mois d'utilisation dans la province, et remise au ministre du Revenu au plus tard le 15 de chaque mois pour le mois de calendrier précédent.

3° La taxe payable sur les pièces et accessoires pour la réparation et l'entretien du bien mobilier doit être remise en entier à la province, lorsque ces pièces et accessoires sont achetés durant l'utilisation temporaire du bien dans la province.

Lorsque les pièces et accessoires proviennent d'un stock gardé en inventaire par le propriétaire, ils sont assujettis uniquement à la taxe imposée dans la province où ils sont ainsi gardés en inventaire.

4° Cette personne de l'extérieur de la province doit se procurer un certificat d'enregistrement conformément à la Loi de l'impôt sur la vente en détail, faire rapport et remise au ministre du Revenu, à chaque mois, des taxes dues par elle ou perçues de ses clients, et se conformer à toutes les autres dispositions de la loi.

5° Le présent règlement ne s'applique pas à la machinerie, l'équipement et tout autre bien mobilier servant à l'exploitation d'une entreprise de transport soumise au règlement concernant le transport interprovincial.

6° Le présent règlement prend effet à compter du 1er février 1969.

28201-o

consumption in industrial or commercial operations must be calculated on the basis of 1/36 of the purchase price of the movable property for each period of use of one month in the Province and remitted to the Minister of Revenue no later than the 15th of each month for the previous calendar month.

3. The tax payable on parts and accessories for the repair and upkeep of the movable property must be remitted in full to the Province when these parts and accessories are purchased while the movable property is temporarily utilized in the Province.

When these parts and accessories come from a proprietor's stock depot they are only subject to the tax of the Province where said stock depot is located.

4. Such person from outside the Province must obtain a registration certificate in accordance with the Retail Sales Tax Act, make a return and remittance to the Minister of Revenue, each month, of the taxes owed by him or collected from his customers, and abide by all the other provisions of the Act.

5. This regulation does not apply to machinery, equipment and any other movable property utilized for the operation of a transportation business governed by the regulation concerning interprovincial transport.

6. This regulation shall come into effect as of the 1st of February 1969.

28201-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 502

Québec, le 26 février 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le tarif applicable à la Loi des enquêtes sur les incendies.

ATTENDU QUE la Loi des enquêtes sur les incendies, (chapitre 16 des Lois de 1968), a été sanctionnée le 18 décembre 1968;

ATTENDU QU'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 164, du 22 janvier 1969, cette loi doit entrer en vigueur le 1er mars 1969, suivant la proclamation qui a déjà été émise à cet effet;

ATTENDU QUE l'article 8 de ladite loi permet au lieutenant-gouverneur en conseil d'adopter un tarif applicable aux enquêtes faites en vertu de ladite loi.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Solliciteur général:

QUE le tarif annexé au présent arrêté en conseil soit adopté comme tarif applicable à la Loi des enquêtes sur les incendies et entre en vigueur en même temps que cette loi, soit le 1er mars 1969;

QUE le présent arrêté en conseil soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

Tarif établi en vertu des dispositions de la Loi des enquêtes sur les incendies.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 502

Québec, February 26, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the tariff applicable to the Fire Investigations Act.

WHEREAS the Fire Investigations Act, (chapter 16 of the Acts of 1968), was assented to on December 18, 1968;

WHEREAS pursuant to Order in Council number 164, dated January 22, 1969, the said Act shall become effective on March 1, 1969, following the proclamation already issued to that effect;

WHEREAS section 8 of the said Act permits the Lieutenant-Governor in Council to adopt a tariff applicable to inquiries made under the said Act.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the solicitor-general:

THAT the tariff annexed to this Order in Council be adopted as the tariff applicable to the Fire Investigations Act, and that it become effective at the same time as the said Act, that is, on March 1, 1969;

THAT this Order in Council be published in the *Québec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

Tariff established pursuant to the provisions of the Fire Investigations Act.

Les frais, déboursés et honoraires accordés pour la tenue d'une enquête ou d'une recherche, seront fixés par le tarif suivant, à compter de l'entrée en vigueur de cette loi.

1° *Honoraires et frais*

a) aux commissaires-enquêteurs pour enquête complète et rapport (section IV de la loi)..... $25.00

b) aux commissaires-enquêteurs, pour recherches (section III de la loi) afin de savoir s'il y a lieu de tenir une enquête régulière quand cette enquête n'est pas tenue..... 15.00

c) aux commissaires-enquêteurs, si le travail requis pour les fins des paragraphes *a*) et *b*) ci-dessus a duré plus d'une heure, pour chaque heure additionnelle..... 15.00

d) aux commissaires-enquêteurs, pour tout travail exécuté en rapport avec l'avis prévu à l'article 10 de la loi, lorsque, à la suite de la réception de cet avis, il n'y a pas lieu d'appliquer les sections III et IV relatives aux recherches et enquêtes..... 2.00

e) à toute personne compétente, pour analyses chimiques faites à la suite d'un même incendie ou d'une même explosion..... 15.00

f) à toute personne compétente, pour expertises physiques faites à la suite d'un même incendie ou d'une même explosion..... 25.00

g) pour le prix du loyer d'une salle d'enquête, par jour..... 10.00

h) à la personne qui assigne les témoins:
i) pour chaque personne assignée ou à qui un subpoena est servi 0.50
ii) pour tout procès-verbal d'absence, portes closes, rébellion à à l'assignation ou à la signification..... 0.50

i) À un secrétaire, par demi-journée de séance..... 5.00

j) À un constable, par demi-journée de séance..... 5.00

k) À un interprète, par demi-journée de séance..... 10.00

l) Aux sténographes:
i) les sténographes à salaire sont rémunérés suivant le règlement de la Commission de la Fonction publique, concernant les sténographes judiciaires;
ii) les sténographes à honoraires sont rémunérés sur la base suivante:
pour la prise de notes, suivant le tarif pour la prise de notes en dehors des heures de travail, prévu au règlement de la Commission de la Fonction publique;
pour la transcription des notes, suivant le tarif prévu par le règlement de la Commission de la Fonction publique concernant les sténographes judiciaires.

m) Aux commissaires-enquêteurs, pour toute copie certifiée de documents autres que les dépositions des témoins..... 1.00

The expenses, disbursements and fees granted for the holding of an inquiry or investigation shall be fixed by the following tariff, from and after the coming into effect of this Act.

1. *Fees and expenses*

(*a*) to investigation commissioners for a complete inquiry and return (Section IV of the Act)..... $25.00

(*b*) to investigation commissioners, for investigations (Section III of the Act) to learn if it is expedient that a regular inquiry be held when such inquiry is not held..... 15.00

(*c*) to investigation commissioners, if the work entailed by paragraphs (*a*) and (*b*) above lasted more than one hour, for each additional hour. 15.00

(*d*) to investigation commissioners, for any work carried out in connection with the notice contemplated in section 10 of the Act when, following receipt of such notice, it is not expedient that sections III and IV relative to investigations and inquiries be applied..... 2.00

(*e*) to any competent person, for chemical analyses made following a fire or explosion..... 15.00

(*f*) to any competent person, for physical expert appraisal made following a fire or explosion..... 25.00

(*g*) for the rental of an inquiry hall, per day..... 10.00

(*h*) to a person who summons witness:
(i) for each person summoned or to whom a subpoena is served. 0.50
(ii) for all reports of absence, closed doors, contumacy to the summons or to its service.... 0.50

(*i*) to a secretary, per half day's session..... 5.00

(*j*) to a constable, per half day's session..... 5.00

(*k*) to an interpreter, per half day's session..... 10.00

(*l*) to stenographers:
(i) salaries stenographers are remunerated in accordance with the Civil Service Commission regulation concerning legal stenographers;
(ii) stenographers remunerated in fees shall be so remunerated on the following basis:
for the taking of notes, according to the tariff for the taking of notes outside of working hours, contemplated in the Civil Service Commission regulation;
for the transcription of notes, according to the tariff contemplated in the Civil Service Commission regulation concerning legal stenographers.

(*m*) to investigation commissioners, for all certified copies of documents other than the depositions of witnesses..... 1.00

2° *Indemnité aux témoins pour perte de temps*

a) L'indemnité payable à un témoin est établie à $10 par journée d'absence nécessaire de son domicile. Cette indemnité est toutefois réduite à $5 lorsque la durée de l'absence nécessaire du domicile ne dépasse pas cinq (5) heures.

b) Un témoin expert, c'est-à-dire celui qui, en raison de ses connaissances professionnelles ou scientifiques, est appelé pour donner son opinion sur le résultat probable ou les conséquences de certains faits déjà établis, à droit à une indemnité de $20 par journée d'absence nécessaire de son domicile. Cette indemnité est toutefois réduite à $10 lorsque la durée de l'absence du domicile ne dépasse pas cinq (5) heures.

c) Cette indemnité ne sera pas versée aux témoins qui, en vertu de lois, arrêtés ministériels, contrats, ententes ou conventions collectives, ne subissent pas de perte de gain, par suite de leur présence à une enquête.

d) Cette indemnité ne sera pas versée aux témoins pour une journée d'absence nécessaire de leur domicile tombant un jour non juridique, sauf si cette absence entraîne une perte de gain.

e) Cette indemnité ne sera pas versée aux personnes ci-après désignées lorsqu'elles sont appelées, par l'exercice de leur fonction, à rendre témoignage dans un enquête:

Membres de la Sûreté du Québec;

Membres de la Gendarmerie Royale du Canada;

Membres d'un corps de police municipal;

Constables spéciaux à l'emploi de compagnies de chemins de fer ou autres compagnies;

Tout autre constable spécial ou agent de la paix recevant un salaire comme tel.

3° *Allocation pour les repas*

Sujet aux montants maxima et aux conditions qui suivent, tout témoin, de même que toute autre personne participant à une recherche ou à une enquête, a droit, sans pièce justificative, aux frais réels de repas encourus par suite de sa présence devant le commissaire-enquêteur:

Déjeûner:	$ 1.25
Dîner: Lorsque la période d'absence nécessaire du domicile se prolonge au-delà de treize (13) heures	2.75
Souper: lorsque la période d'absence nécessaire du domicile se prolonge au-delà de dix-neuf (19) heures	3.00

4° *Allocation pour le coucher*

a) Dans un établissement hôtellier, tout témoin, de même que toute autre personne participant à une recherche ou à une enquête, a droit, sur production de pièces justificatives, à ses frais de coucher jusqu'à concurrence de $12 par soir, excluant taxe.

b) En l'absence de pièces justificatives, ou lorsque les frais de coucher n'ont pas été encourus dans un établissement hôtellier, le montant de l'allocation est limité aux frais réels encourus jusqu'à concurrence de $4.

5° *Allocation pour frais de transport*

a) Un témoin, ou toute autre personne participant à une recherche ou à une enquête, a droit au remboursement de ses frais réels de transport (par train, autobus, avion, automobile, etc),

2. *Indemnity to witnesses for loss of time*

(*a*) The indemnity payable to witnesses is fixed at $10 per day of necessary absence from their homes. Such indemnity, however, is reduced to $5 when the length of necessary absence from home does not exceed five (5) hours.

(*b*) Expert witnesses, that is, those who, because of their professional or scientific knowledge, are called to give their opinion on the probable result or consequences of certain already established facts, are entitled to an indemnity of $20 per day of necessary absence from their homes. However, such indemnity is reduced to $10 when the length of such absence does not exceed five (5) hours.

(*c*) Such indemnity shall not be paid to witnesses who, pursuant to Acts, Orders in Council, contracts, understandings or collective agreements, do not suffer a loss of wages because of their presence at an inquiry.

(*d*) Such indemnity shall not be paid to witnesses for a day of necessary absence from their homes, should such day be a non-juridical one, save if such absence results in a loss of wages.

(*e*) Such indemnity shall not be paid to those persons hereinafter designated when, in the performance of their duties, they are summoned to testify at an inquiry:

Members of the Québec Provincial Police Force;

Members of the Royal Canadian Mounted Police Force;

Members of a municipal police force;

Special constables working for railway or other companies;

Any other special constable or agent of the peace paid as such.

3. *Allowance for meals*

Subject to the following maximum amounts and conditions, any witness, as well as any other person taking part in an investigation or inquiry, is entitled, without vouchers, to the actual cost of meals resulting from his presence before an investigation commissioner:

Breakfast	$ 1 25
Dinner: When the period of necessary absence from home extends beyond thirteen (13) hours	2 75
Supper: When the period of necessary absence from home extends beyond nineteen (19) hours	3 00

4. *Allowance for lodging*

(*a*) In a hotel establishment, any witness, as well as any other person taking part in an investigation or inquiry, is entitled, on the producing of vouchers, to his lodging expenses, up to $12 per night, tax excluded.

(*b*) In the absence of vouchers, or when the lodging expenses were not incurred in a hotel establishment, the amount of the allowance is limited to the actual expenses incurred up to $4.

5. *Allowance for transportation*

(*a*) A witness, or any other person taking part in an investigation or inquiry, is entitled to be reimbursed his actual transportation expenses (by train, autobus, airplane, auto-

selon le mode le plus économique, compte tenu de l'ensemble des frais et indemnités prévus au prsent tarif.

b) Pour tout témoin, l'allocation de déplacement par automobile est fixée à $0.10 par mille nécessairement parcouru;

c) Pour toute autre personne participant à une recherche ou à une enquête, l'allocation de déplacement par automobile est fixée à $0.15 par mille nécessairement parcouru.

6° *Divers*

a) Un témoin qui doit comparaître ou toute autre personne qui doit participer plusieurs jours dans une enquête et dont le domicile est éloigné de l'endroit de l'enquête, est libre de voyager ou non. Cependant, les indemnités et allocations à verser dans un tel cas, doivent toujours être calculées comme si la personne avait pris l'option la moins coûteuse.

b) Les personnes suivantes appelées comme témoins ne doivent pas être taxées:

i) Toute personne détenue en prison ou sous garde légale;

ii) Toute personne, même celle assignée comme témoin, si le commissaire-enquêteur considère dans son verdict que cette personne est l'auteur présumé de l'incendie ou de l'explosion.

c) Toute personne faisant partie de la Fonction publique au sens de l'article 2 de la Loi de la Fonction publique (13-14 Elizabeth II, chapitre 14) ou recevant un salaire du Gouvernement ou de ses Commissions ou Régies, lorsque dans l'exercice de ses fonctions elle est appelée à témoigner ou à participer à une recherche ou à une enquête, n'a pas droit aux allocations prévues aux paragraphes 3, 4 et 5. Toutefois, elle sera remboursée par le ministère, la Commission ou la Régie qui l'emploie, de ses frais de transport, d'hôtellerie et de repas, suivant le tarif qui la régit.

d) Le mot « commissaire-enquêteur » employé dans le présent tarif comprend les commissaires-enquêteurs, les commissaires-enquêteurs suppléants, les commissaires-enquêteurs d'office, les commissaires-enquêteurs d'office suppléants et toute personne autorisée par le procureur général à faire une recherche ou une enquête sur un incendie ou sur une explosion à tout endroit du Québec. 28285-o

mobile, etc.), by the most economic means, while taking into account the whole of the expenses and indemnities contemplated in this tariff.

(*b*) For any witness, the allowance for automobile travel is set at $0.10 per mile travelled of necessity.

(*c*) For any other person taking part in an investigation or inquiry, the allowance for automobile is set at $0.15 per mile travelled of necessity.

6. *Miscellaneous*

(*a*) A witness who must appear or any other person who must take part in an inquiry for several days, and whose home is at a distance from the locality in which the inquiry is held, is free to travel or not. However, the indemnities and allowances to be paid in such a case must be computed as if the person had opted for the least expensive choice.

(*b*) The following persons, called as witnesses, shall not be taxed:

(i) Any person held in prison or in legal custody;

(ii) Any person, even one summoned as witness, if the investigation commissioner is of the opinion in his verdict that said person is the presumed perpetrator of the fire or explosion.

(*c*) When a person forming part of the Civil Service in the meaning of section 2 of the Civil Service Act (13-14 Elizabeth II, chapter 14) or being paid by the Government or its Commissions or Boards, is called, in the performance of his duties, to testify or to take part in an investigation or inquiry, he is not entitled to the allowances provided for in paragraphs 3, 4 and 5. However, he will be reimbursed by the Department, the Commission or the Board employing him, his expenses for transportation, lodging and meals, according to the tariff governing him.

(*d*) The words "investigation commissioner" used in this tariff include investigation commissioners, acting investigation commissioners, investigation commissioners ex-officio, acting investigation commissioners ex-officio and any person authorized by the Attorney General to carry out an investigation or an inquiry into a fire or an explosion any place in Québec. 28285

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 442

Québec, le 18 février 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'abrogation de la constitution et des règlements généraux du Comité paritaire des métiers de la construction de Trois-Rivières.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), la constitution et les règlements généraux du Comité paritaire des métiers de la construction de Trois-Rivières, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3586 du 21 décembre 1967, soient abrogés à toute fin que de droit.

Le greffier suppléant du Conseil exécutif,
28286-o D. TANGUAY.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 442

Québec, February 18, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the repeal of the constitution and general by-laws of the Building Trades Joint Committee of Trois-Rivières.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the constitution and general by-laws of the Building Trades Joint Committee of Trois-Rivières (approved by Order in Council number 3586, dated December 21, 1967) be repealed for all purposes of the law.

D. TANGUAY,
28286-o *Acting Clerk of the Executive Council.*

Régie de l'assurance-récolte du Québec

Avis

Prenez avis qu'en vertu de la Loi de l'assurance-récolte, 1966/67, chapitre 44, la Régie de l'assurance-récolte du Québec a approuvé le règlement No 1 ci-après concernant le régime d'assurance pour la grande culture.

Conformément aux dispositions de l'article 63 de la Loi de l'assurance-récolte, ce règlement sera soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil à l'expiration des quinze jours suivant le présent avis.

Québec, 4 mars 1969.

Le secrétaire,
JEAN-MARC DUCHARME.

RÈGLEMENT NO I

Régime d'assurance pour la grande culture

Sommaire

Section I — DÉFINITIONS
Section II — RÉCOLTES ASSURABLES
Section III — RISQUES COUVERTS
Section IV — DEMANDE D'ASSURANCE
Section V — CERTIFICAT D'ASSURANCE
Section VI — MODIFICATION DU PROGRAMME AGRICOLE
Section VII — AVIS DE DOMMAGES
Section VIII — TRAVAUX URGENTS
Section IX — COMPENSATION
Section X — EXPERTISE
Section XI — INDEMNITÉ
Section XII — DISPOSITIONS FINALES

Section I

DÉFINITIONS

1° Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient:

a) « grande culture »: une étendue de terre où sont cultivées des plantes fourragères ou céréales destinées principalement à l'alimentation des animaux de ferme de l'exploitant, y compris les pâturages.

b) « exploitant »: le propriétaire, locataire ou occupant d'une terre.

c) « loi »: la Loi de l'assurance-récolte, 1966/67, chapitre 44.

d) « régie »: la Régie de l'assurance-récolte du Québec.

e) « récoltes assurables »: récoltes qui sont énumérées à la section II du présent règlement.

f) « pâturage »: étendue de terre cultivée dont la production, broutée ou coupée mécaniquement, sert à l'alimentation en vert des herbivores de l'exploitant durant la saison de végétation.

g) « représentant régional »: fonctionnaire responsable dans un territoire qui lui est assigné par la Régie.

h) « représentant autorisé »: toute personne autorisée par la Régie à recevoir et à attester les demandes d'assurance des exploitants.

i) « demande d'assurance »: document complété et signé par l'exploitant, sur la formule et dans la forme prescrites par la Régie, et manifestant son intention d'assurer sa récolte.

j) « certificat d'assurance »: document délivré par la Régie à l'exploitant qui y a droit et attestant l'acceptation de sa demande d'assurance.

Quebec Crop Insurance Board

Notice

Take notice that pursuant to the conditions set forth in the Crop Insurance Act, the Québec Crop Insurance Board approved the following by-law No. 1 concerning the insurance of mixed farming land.

As required under article 63 of the Crop Insurance Act, this regulation will be submitted to the Lieutenant Governor in Council for approval upon the expiration of fifteen days following such publication.

Québec, March 4, 1969.

JEAN-MARC DUCHARME,
Secretary.

REGULATION NO. I

Insurance of Mixed Farming Land

Summary

Section I — DEFINITIONS
Section II — INSURABLE CROPS
Section III — RISKS COVERED
Section IV — APPLICATION FOR INSURANCE
Section V — CERTIFICATE OF INSURANCE
Section VI — ALTERATION TO THE AGRICULTURAL PROGRAMME
Section VII — NOTICE OF DAMAGE
Section VIII — EMERGENCY MEASURES
Section IX — COMPENSATION
Section X — EXPERT APPRAISAL
Section XI — INDENMITY
Section XII — FINAL PROVISIONS

Section I

DEFINITIONS

1. In this regulation, the following expressions mean:

(*a*) "mixed farming land": land where forage or cereal plants intended mainly for feeding the operator's farm animals are grown, including pastures.

(*b*) "operator": the owner, lessee or occupant of land.

(*c*) "Act": the Crop Insurance Act, 1966/67, Chapter 44.

(*d*) "Board"; the Québec Crop Insurance Board.

(*e*) "insurable crops": crops enumerated in Section II of this regulation.

(*f*) "pasture": cultivated land the production of which, grazed or mechanically cut, is used as green feed during the vegetation period for the operator's herbivorous animals.

(*g*) "regional representative": civil servant responsible in a territory assigned to him by the Board.

(*h*) "authorized representative": any person authorized by the Board to receive and attest applications for insurance from operators.

(*i*) "application for insurance": document completed and signed by the operator on the form and in manner prescribedb y the Board, and showing his intention to insure his crop.

(*j*) "certificate of insurance": document issued by the Board to the operator who is entitled thereto, and which confirms the acceptance of his application for insurance.

k) « assuré » : l'exploitant à qui la Régie délivre un certificat d'assurance.

l) « modification de programme agricole » : changement proposé par l'assuré aux déclarations contenues dans sa demande d'assurance et nécessitant une revision des limites d'assurance ainsi qu'une réévaluation du montant de cotisation exigible.

m) « avis de dommages » : avis que l'assuré doit formuler dès qu'il constate des dommages dans les récoltes assurées.

n) « travaux urgents » : travaux extraordinaires dont l'exécution, sans délai, est nécessaire pour éviter ou réduire une perte de rendement.

o) « compensation » : montant d'argent payable à l'assuré par suite de l'exécution de travaux urgents dans une récolte endommagée.

p) « indemnité » : montant d'argent payable à l'assuré par suite d'une perte de rendement subie dans une récolte endommagée.

q) « expertise » : constatation faite chez l'assuré aux fins d'établir le rendement réel de la récolte endommagée.

r) « inspecteur » : toute personne autorisée par la Régie à faire des expertises.

Section II

RÉCOLTES ASSURABLES

2° Les récoltes assurables en grande culture sont:

a) pour les plantes fourragères: les légumineuses, graminées, céréales, y compris le maïs, destinés à être coupés comme fourrages pour être ensilés ou engrangés après séchage.

b) pour les céréales: avoine, orge, blé et seigle de printemps, grains mélangés et maïs-grain, destinés à être récoltés pour le grain.

3° Pour être éligibles à l'assurance de grande culture, les récoltes assurables doivent:

a) être destinées principalement à l'alimentation des animaux de ferme

b) être assurées en totalité

c) faire partie d'une grande culture dont la superficie est d'au moins 10 acres

d) provenir, suivant les recommandations annuelles du Conseil des Semences du Québec publiées par le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, de semences et de variétés de semences adaptées au sol et au climat de la région de l'exploitant et pouvant atteindre normalement leur maturité.

e) être cultivées selon les données techniques appropriées et les normes minima de bonne gestion.

Section III

RISQUES COUVERTS

4° Outre les éléments mentionnés aux articles 23, 24 et 25 de la loi, l'assurance protège les récoltes contre l'action nuisible des insectes et maladies des plantes suivants:

Insectes	*Maladies*
Légionnaire	Rouilles de la tige des céréales
Criquets	Rouilles de la feuille de l'avoine
Pucerons	Feuilles rouges de l'avoine
Vers blancs ou hannetons	Nanisme jaune de l'orge

(*k*) "insured": the operator to whom the Board delivers a certificate of insurance.

(*l*) "alteration to the agricultural programme": change proposed by the insured to the declarations made in his application for insurance which required a revision of the limits of insurance and a re-evaluation of the amount of the assessment payable;

(*m*) "notice of damage": notification that must be given by the insured as soon as he notices damages to the insured crops.

(*n*) "emergency measures": extraordinary works, the execution of which without delay is necessary to avoid or reduce a loss of yield.

(*o*) "compensation": amount of money payable to an insured following the execution of extraordinary works carried out to a damaged crop;

(*p*) "indemnity": amount of money payable to an insured following a loss of yield in a crop that was damaged;

(*q*) "appraisal": ascertainment made at the insured's for the purpose of establishing the actual yield of the damaged crop;

(*r*) "inspector": any person authorized by the Board to make appraisals.

Section II

INSURABLE CROPS

2. Insurable crops in mixed farming are:

(*a*) for forage plants: leguminous plants, gramineae, cereals, including corn to be cut as forage and to be stored in a silo or barn after drying.

(*b*) for cereal plants: oats, barley, spring wheat and rye, mixed grains and grain-corn cultivated to be reaped for the grain.

3. To be entitled to the insurance for mixed farming land, insurable crops must:

(*a*) be intended mainly for feeding farm animals;

(*b*) all be covered;

(*c*) be part of mixed farming land of which the area is at least 10 acres;

(*d*) originate, following the recommendations of the Québec Seed Board published each year by the Department of Agriculture and colonization, from seeds and varieties of seeds adapted to the soil and climate in the operator's area and which would normally reach maturity;

(*e*) be cultivated according to appropriate technical methods and the minimum standards of good management.

Section III

RISKS COVERED

4. Other than the forces of nature mentioned in articles 23, 24 and 25 of the Act, the insurance protects the crops against the harmful effects of the following insects and plant diseases:

Insects	*Diseases*
Armyworms	Black Stem Rust (cereals)
Grasshoppers	Black Stem Rust (oats)
Aphids	Red Leaf (oats)
White Grub June Beatles	Yellow Divorf (barley)

Vers de la tige dans le maïs	Coulure de l'avoine (stérilité) Échaudage de l'orge (stérilité) Brûlure de l'épi de blé

5° Nonobstant l'énumération contenue à l'article 4 du présent règlement, l'assurance protège également contre une perte de rendement résultant de l'action nuisible d'insectes et de maladies de plantes qui se présentent sous forme d'invasion ou d'épidémie et qui nécessitent des moyens de protection collectifs.

6° La crue des eaux est admise par la Régie comme cause de perte de rendement:

a) si elle survient pendant que l'assurance est en vigueur.

b) si elle est un événement exceptionnel provoqué par l'un des éléments naturels prévus dans la loi.

c) dans la mesure où elle effecte directement le rendement de la récolte assurée.

Section IV

DEMANDE D'ASSURANCE

7° Sauf pour l'année 1969, la date ultime de présentation d'une demande application d'assurance pour les plantes fourragères et céréales de grande culture est fixée au 15 avril de chaque année pour l'ensemble du territoire de la province. Cependant, elle est fixée au 30 avril pour les comtés suivants:

Iles de la Madeleine	Charlevoix
Gaspé-Nord	Saguenay
Gaspé-Sud	Chicoutimi
Bonaventure	Dubuc
Matapédia	Lac St-Jean
Matane	Jonquière-Kénogami
Rimouski	Roberval
Rivière-du-Loup	Abitibi-Est
Témiscouata	Abitibi-Ouest
Kamouraska	Rouyn-Noranda
L'Islet	Témiscamingue
Montmagny	Labelle
Bellechasse	Gatineau
Lévis	Pontiac
Lotbinière	Beauce
Portneuf	Dorchester
Québec	Mécantic
Montmorency	Frontenac

Pour l'année 1969, la date ultime de présentation d'une demande d'assurance pour les plantes fourragères et céréales de grande culture est fixée au 30 avril pour l'ensemble du territoire de la province. Cependant, elle est fixée au 15 mai pour les comtés suivants:

Iles de la Madeleine	Chicoutimi
Gaspé-Sud	Dubuc
Gaspé-Nord	Saguenay
Bonaventure	Jonquière-Kénogami
Matapédia	Lac St-Jean
Rimouski	Roberval
Matane	Abitibi-Est
Rivière-du-Loup	Abitibi-Ouest
Kamouraska	Rouyn-Noranda
Charlevoix	Témiscamingue
Témiscouata	

8° Toute demande d'assurance est faite annuellement sur la formule fournie à cet effet par la Régie et doit contenir les éléments suivants:

Stem Borers	Blast (oats) Head and Tip Sterility (Scald) barley) Head Blights (wheat)

5. Notwithstanding the enumeration contained in article 4 of this regulation, the insurance also protects against a loss of yield resulting from the harmful effects of insects and plant diseases which occur in the form of an invasion or epidemic, and which necessitate means of collective protection.

6. Floods are admissible by the Board as a cause of loss of yield:

(*a*) if they occur while the insurance is in force;

(*b*) if their occurence is an exceptional event caused by one of the forces of nature set forth in the Act.

(*c*) in the measure they directly affect the yield of the insured crop.

Section IV

APPLICATION FOR INSURANCE

7. Save for the year 1969, the ultimate date at which time an application for insurance on forage and cereal plants of mixed farming land may be made is April 15 of each year in all parts of the Province except in the following counties where such ultimate date is April 30.

Magdelen Islands	Charlevoix
Gaspé-North	Saguenay
Gaspé-South	Chicoutimi
Bonaventure	Dubuc
Matapédia	Lake St. John
Matane	Jonquière-Kénogami
Rimouski	Roberval
Rivière-du-Loup	Abitibi-East
Témiscouata	Abitibi-West
Kamouraska	Rouyn-Noranda
L'Islet	Temiscamingue
Montmagny	Labelle
Bellechasse	Gatineau
Lévis	Pontiac
Lotbinière	Beauce
Portneuf	Dorchester
Québec	Mégantic
Montmorency	Frontenac

For the year 1969, the ultimate date at which time an application for insurance on forage and cereal plants of mixed farming land may be made is April 30 in all parts of the Province. However, in the following counties the ultimate date is May 15:

Magdelen Islands	Chicoutimi
Gaspé-South	Dubuc
Gaspé-North	Saguenay
Bonaventure	Jonquière-Kenogami
Matapedia	Lake St. John
Rimouski	Roberval
Matane	Abiti-East
Rivière-du-Loup	Abitibi-West
Kamouraska	Rouyn-Noranda
Charlevoix	Temiscamingue
Temiscouata	

8. Any application for insurance is made annually on the form supplied for such purpose by the Board, and must contain the following items:

A) quant à la forme:

elle est identifiée par un numéro distinctif.
l'original est destiné à la Régie et une copie est remise à l'exploitant.

B) quant au contenu:

l'identification de l'exploitant (nom et prénom, adresse postale, No de téléphone).
l'identification de son exploitation (description cadastrale).
le statut juridique de l'exploitant (propriétaire, locataire ou occupant).
l'étendue (acres ou arpents), la localisation et le rendement moyen (tonnes ou minots) des récoltes assurables.
l'étendue (acres ou arpents) des pâturages et leur description.
les animaux à la date de la demande (nombre, âge, espèces).
la cotisation exigible de l'exploitant et la contribution du gouvernement.
la certification par l'exploitant des déclarations faites et son engagement à fournir toutes informations additionnelles et à se conformer aux conditions prévues par la loi et les règlements.
la signature de l'exploitant et du représentant autorisé.

9° La demande d'assurance dûment complétée doit être signée par l'exploitant lui-même ou par son préposé qui connaît bien l'exploitation.

10° Lorsqu'une demande d'assurance est faite pour une même grande culture, par deux ou plusieurs personnes, la Régie, après avoir permis à chacun de faire valoir son point de vue, émet un seul certificat d'assurance au nom de celui qui est considéré comme exploitant au sens de la loi.

11° Sous réserve des dispositions de la loi et du présent règlement, toute demande d'assurance doit être accompagnée du paiement par l'exploitant d'une cotisation minimum de $7.50.

Section V

CERTIFICAT D'ASSURANCE

12° Le certificat d'assurance délivré à l'exploitant qui y a droit doit contenir les éléments suivants:

A) quant à la forme:

il est identifié par un numéro distinctif.
l'original est remis à l'exploitant et une copie est conservée par la Régie.

B) quant au contenu:

l'identification de l'exploitant (nom et prénom, adresse postale, no de téléphone).
l'identification de l'exploitant (description cadastrale).
étendue (acres ou arpents) et le rendement moyen (tonnes ou minots) des récoltes assurées.
le rendement assuré (tonnes ou minots) pour chaque catégorie de récoltes.
le nombre d'unités animales acceptées pour fins d'assurance suivant les normes d'équivalences fixées à l'article 43 du présent règlement.

13° Si deux ou plusieurs certificats d'assurance sont émis à un exploitant, seul le dernier en date est considéré en vigueur par la Régie.

Section VI

MODIFICATION DU PROGRAMME AGRICOLE

14° L'assuré qui modifie le programme agricole qu'il a déclaré dans sa demande d'assurance

(A) with respect to the form:

it is identified by a distinctive number the original is for the Board and a copy is for the operator.

(B) with respect to content:

operator's identity (name and given name, postal address, telephone number).
identification of his operation (cadastral description).
operator's legal status (owner, lessee or occupant).
area (acres or arpents), location and average yield (tons or bushels) of insurable crops.
area (acres or arpents) of pastures and their description.
animals on the date of application (number, age, species).
assessment payable by the operator and the Government's contribution.
certification by the operator of the declarations made and his engagement to supply any additional information, and to conform to the conditions set forth in the Act and regulations.
the signature of the operator and of the authorized representative.

9. The application for insurance duly completed must be signed personnally by the operator or by a person so authorized who knows the operation well.

10. Where more than one application for insurance is made for the same mixed farming land the Board, after each applicant has been allowed to express his point of view, issues only one policy to the person considered to be operator in the meaning of the Act.

11. Whithout prejudice to the provisions of the Act and this regulation, any application must be accompanied by the operator's payment of a minimum assessment of $7.50.

Section V

CERTIFICATE OF INSURANCE

12. The certificate of insurance issued to an operator who is entitled thereto must contain the following items:

(A) with respect to the form:

it is identified by a distinctive number.
the original is sent to the operator and a copy is kept by the Board.

(B) with respect to content:

operator's identity (name and given name, postal address, telephone number).
identification of the operation (cadastral description).
area (acres or arpents) and the average yield (tons or bushels) of the insured crops.
insured yield (tons or bushels) for each category of crop.
the number of animal units accepted for insurance purposes according to the standards of equivalence set forth in article 43 of this regulation.

13. If two or more insurance certificates are issued to an operator, only the last dated certificate is considered in force by the board.

Section VI

ALTERATION TO THE AGRICULTURAL PROGRAMME

14. The insured who alters the agricultural programme which he declared in his application

doit, sans délai, en aviser la Régie par écrit. La Régie, le cas échéant, lui délivre un certificat d'assurance conforme à son nouveau programme agricole.

15° La Régie ne peut accepter une modification de programme agricole portant sur une culture qui est proposée à une époque où, compte tenu du climat de la région et du sol de l'exploitation, il est évident que cette culture ne pourra normalement atteindre son plein développement et sa pleine maturité.

16° Après la date ultime de présentation d'une demande d'assurance, la Régie ne peut accepter une modification de programme agricole portant sur une étendue nouvelle et non déclarée dans la demande d'assurance initiale, à moins que l'assuré prouve à la satisfaction de la Régie que les procédures relatives à l'acquisition de son droit d'exploitant-propriétaire sur cette étendue étaient déjà engagées lors de la date ultime de présentation de sa demande d'assurance et qu'une perte de rendement ne soit pas prévisible dans les récoltes assurables.

Section VII

AVIS DE DOMMAGES

17° L'assuré, dès qu'il constate des effets de nature à réduire le rendement de sa grande culture ou dès qu'il acquiert la certitude d'une perte de rendement dans la récolte endommagée, doit en aviser la Régie, sans délai, au moyen d'un avis donné par écrit ou verbalement. L'avis de dommages formulé verbalement est validé à condition d'être confirmé par écrit par la Régie.

18° L'avis de dommages doit notamment indiquer la récolte endommagée, la cause des dommages, les superficies affectées et les dégâts probables.

19° L'avis de dommages doit être formulé à une époque où les dommages peuvent normalement être constatés, c'est-à-dire avant l'exécution des travaux urgents ou avant l'engrangement de la récolte endommagée, selon le cas.

20° L'assuré dont la récolte de plantes fourragères ou de céréales, selon le cas, n'a pas subi de dommages mais n'a pas été faite ou complétée dans le délai normal prévu à l'article 27 de la loi, doit, sans délai, en aviser la Régie par écrit en donnant les raisons de cet état de fait.

21° Cet avis est reçu comme s'il s'agissait d'un avis de dommages et la Régie, à ce moment, établiera les procédures relatives au règlement de l'indemnité, s'il y a lieu.

22° L'assuré qui néglige de donner un avis de dommages ne peut réclamer le paiement d'une compensation ou d'une indemnité.

Section VIII

TRAVAUX URGENTS

23° L'assuré doit exécuter les travaux urgents nécessaires, compte tenu des circonstances, pour éviter ou réduire une perte de rendement dans la récolte endommagée.

24° Les travaux urgents se divisent en trois catégories principales:

a) les travaux de réparation: ces travaux sont destinés à favoriser la reprise de la végétation et à protéger la croissance normale de la récolte, lorsqu'il s'agit de dommages légers ou dispersés.

b) les travaux de rénovation: ces travaux sont destinés à rétablir la récolte endommagée lorsque les dommages sont sévères.

for insurance shall notify the board forthwith in writing. The board, if need be, shall issue to him a new certificate of insurace which shall conform to his new agricultural programme.

15. The Board cannot accept an alteration to an agricultural programme to a crop which is proposed at a period when, taking into account the climate and the soil in the area of the operation, it is evident that the said crop cannot attain its full development and growth under normal conditions.

16. After the ultimate date fixed for the submission of an application for insurance, the Board cannot accept notice of an alteration to an agricultural programme respecting new land which was not declared in the original application for insurance, unless the insured proves to the Board's satisfaction that the procedures relative to the acquisition of his rights as operator-owner of such land had already been started before such ultimate date and that a loss of yield is not foreseeable in the insurable crops.

Section VII

NOTICE OF DAMAGE

17. The insured, upon discovery of damages of a nature that may reduce the yield of his mixed farming crops or as soon as he has ascertained that there is a loss of yield in a damaged crop must so advise the board, without delay, in writing or verbally. The notice of damage given verbally is validated only when it is acknowledged in writing by the Board.

18. The notice of damage shall particularly describe the damaged crop, the cause of the damage. The area affected and the probable extent of the damages.

19. The notice of damage must be given at a time when the damage may normally be verified, that is before the carrying out of emergency measures or before the damaged crop has been garnered, as the case may be.

20. The insured who has not harvested or completed the harvesting of undamaged forage or cereal plants, as the case may be, within the period of time specified in article 27 of the act, must without delay so notify the board in writing and give the reasons for not having carried out such operation.

21. Such notice is received as if it were a notice of damage, and the Board, at such time, shall establish the procedures relative to the settlement of the indemnity, if necessary.

22. The insured who fails to give notice of damage may not claim payment of a compensation or indemnity.

Section VIII

EMERGENCY MEASURES

23. The insured shall carry out the necessary emergency measures, having regard to the circumstances, to avoid or reduce a loss of yield in the damaged crop.

24. Emergency measures are divided into three main categories:

(*a*) repairs: such works are intended to favor the resumption of vegetation and to protect the normal growth of the crop, when the damage is light or scattered.

(*b*) renovations: such works are intended to restore the damaged crop when the damage is severe.

c) les travaux de substitution: ce sont des travaux de remplacement de la récolte endommagée par une autre récolte assurable, lorsque les dommages sont sévères.

25° Nonobstant l'obligation pour l'assuré d'exécuter les travaux urgents nécessaires pour éviter ou réduire une perte de rendement dans la récolte endommagée, le paiement de compensations est fait aux conditions et dans les limites prévues à la section IX du présent règlement.

Section IX

COMPENSATION

26° L'assuré qui a exécuté les travaux urgents prévus à la section VIII du présent règlement, peut réclamer le paiement d'une compensation pourvu que:

a) il ait donné l'avis de dommages requis.

b) la Régie ait pu constater les dommages pour lesquels un avis de dommages a été donné et en vérifier la cause.

c) il ait prouvé à la satisfaction de la Régie que les travaux effectués étaient appropriés à la nature et à l'étendue des dommages, au type de récolte concernée, compte tenu de l'époque de l'année.

27° Le montant de compensation est calculé suivant les tarifs que la Régie détermine annuellement.

28° La compensation pour travaux de substitution est payable à condition que l'assuré:

a) ait été préalablement autorisé par la Régie à exécuter ces travaux.

b) ait accepté d'ajouter, pour le calcul de l'indemnité, la valeur du rendement réel de cette nouvelle récolte à la valeur du rendement réel total de ses autres récoltes.

29° La compensation ne doit pas dépasser le montant maximum d'indemnité payable en vertu des articles 42 et 43 de la loi et de la section XI du présent règlement.

Section X

EXPERTISE

30° L'expertise est individuelle et porte sur chaque récolte endommagée. Elle est exécutée chez l'assuré qui a produit un avis de dommages.

31° Sont autorisés à procéder à des expertises les inspecteurs et toute autre personne mandatée par la Régie.

32° Celui qui procède à une expertise doit noter les déclarations de l'assuré et ses propres constatations sur la formule prescrite par la Régie. Ce rapport doit porter sa signature et celle de l'assuré.

33° L'évaluation du rendement réel de la récolte endommagée est faite en tonnes, pour les plantes fourragères, et en minots, pour les céréales, selon les procédés de mesures reconnus par la Régie.

Section XI

INDEMNITÉ

34° Pour réclamer le paiement d'une indemnité, l'assuré doit:

a) avoir donné l'avis de dommages requis.

b) avoir permis et facilité la constatation des dommages et l'expertise.

c) avoir complété et signé tout document prescrit à cette fin.

(c) substitution: these are works to replace the damaged crop by another insurable crop when the damage is severe.

25. Notwithstanding the insured's obligation to carry out the necessary emergency measures to avoid or reduce a loss of yield in the damaged crop, the payment of compensations is made on the conditions and within the limits set forth in Section IX of this regulation.

Section IX

COMPENSATION

26. The insured who has carried out the emergency measures set forth in section VIII of this regulation, may claim payment of a compensation provided that:

(a) he has given the necessary notice of damage

(b) the Board was able to verify the damage for which a notice of damage was given and to establish the cause thereof

(c) he has proved to the Board's satisfaction that the works carried out were appropriate to the nature and the extent of damage, to the type of crop concerned, the time of year having been taken into consideration.

27. The amount of the compensation is computed according to the tariffs determined by the Board annually.

28. The compensation for works of substitution is payable on condition that the insured:

(a) was authorized, previously, by the Board to carry out such works

(b) has agreed to add, for the computation of the indemnity, the value of the actual yield of the new crop to the value of the total actual yield of his other crops.

29. Compensation shall not exceed the maximum amount of indemnity payable under articles 42 and 43 of the Act and section XI of this regulation.

Section X

APPRAISAL

30. Appraisal is individual and relates to each damaged crop. Such appraisal is made on the land of the insured who has given a notice of damage.

31. Inspectors and any other persons commissioned by the Board are authorized to make appraisals.

32. A person who makes an appraisal shall take note of the insured's declaration and of his own findings on the form prescribed by the Board. Such report shall bear his signature and that of the insured.

33. Evaluation of the actual yield of the damaged crop is made in tons, for forage plants, and in bushels for cereals, according to the measuring standards recognized by the Board.

Section XI

INDEMNITY

34. To claim payment of an indemnity, the insured must:

(a) have given the required notice of damage

(b) have permitted and facilitated verification of the damage and the appraisal

(c) have completed and signed all documents prescribed for such purpose.

35° L'indemnité pour perte d'usage de pâturages prévue à l'article 43 de la loi est limitée à la proportion du nombre d'unités animales herbivores que peuvent porter les pâturages et du nombre d'unités animales herbivores qui peuvent être nourries par les plantes fourragères cultivées par l'exploitant et indiquées au certificat d'assurance. Le nombre d'unités animales est établi selon les normes d'équivalences contenues à la section XII du présent règlement.

36° L'indemnité pour valeur de remplacement en plantes fourragères et céréales prévue à l'article 44 de la loi est limitée à la perte de rendement applicable à la partie allouée pour l'alimentation des unités animales herbivores et granivores gardées et possédées par l'exploitant et indiquées au certificat d'assurance. L'allocation des quantités est faite selon les normes d'équivalences contenues à la section XII du présent règlement.

37° L'assuré qui a reçu une indemnité pour perte de rendement dans les plantes fourragères ou céréales, est éligible à l'indemnité pour valeur de remplacement.

38° L'assuré qui désire bénéficier de l'indemnité pour valeur de remplacement doit soumettre à la Régie un rapport indiquant les unités animales (nombre, âge, espèces) actuellement en sa possession et la quantité de plantes fourragères ou céréales qu'il a dû acheter pour subvenir aux besoins alimentaires de ces unités animales.

39° Tout rapport produit après le 1er juillet de l'année suivante est considéré non recevable par la Régie.

40° L'inexécution des travaux de récolte sur la totalité ou une partie de l'étendue déclarée donne ouverture à l'application d'un déductible sur l'indemnité totale payable. Ce déductible est calculé comme suit:

	Acres	*Arpents*
Foin	$ 6.00	$ 5.10
Céréales	8.00	6.90
Maïs	12.00	10.20

Section XII

DISPOSITIONS FINALES

41° *a*) Rendement signifie quantité d'une récolte ou d'un groupe de récoltes, exprimée en poids ou en volume.

b) Rendement moyen signifie rendement prévisible, eu égard à des conditions normales de température et de climat, sur une étendue ensemencée ou à ensemencer, établi d'après les données disponibles concernant l'exploitation ou d'après toute autre donnée que la Régie juge pertinente.

c) Rendement assuré signifie un pourcentage du rendement moyen fixé par la Régie et établissant la limite d'assurance.

d) Rendement réel signifie le rendement total de l'étendue déclarée, comprenant le rendement constaté par expertise conduite par la Régie pour la partie récoltée comme prévu et le rendement établi par la Régie pour la partie non récoltée ou utilisée autrement que prévu.

42° Les normes d'équivalences pour la grande culture sont fixées comme suit:

A) *Équivalences générales:*

Plantes fourragères et céréales admises par unité animale herbivore: 3 tonnes de fourrage sec ou équivalent et 1500 livres de céréales. Toute substitution, jusqu'au mini-

35. The indemnity for loss of use of pastures set forth in article 43 of the Act is limited in the proportion of the number of herbivorous animal units which the pastures can bear, and to the number of herbivorous animal units which can be fed by forage plants grown by the operator and indicated on the certificate of insurance. The number of animal units is established according to the standards of equivalence stated in section XII of this regulation.

36. The indemnity for the replacement value of forage and cereal plants set forth in article 44 of the Act is limited to the loss of yield applicable to the part allotted for feeding the herbivorous and granivorous animal units kept and owned by the operator and indicated on the certificate of insurance. The allocation of quantities is made according to the standards of equivalence stated in section XII of this regulation.

37. The insured who has received an indemnity for loss of yield in forage or cereal plants is eligible to receive an indemnity for replacement value.

38. The insured who wishes to receive the indemnity for replacement value must submit a report to the Board indicating the animal units (number, age, species) presently in his possession, and the quantity of forage or cereal plants which he had to buy to satisfy the feed requirements of such number of animal units.

39. Any report produced after July 1st of the following year is considered as unacceptable by the Board.

40. Should the operator fail to harvest on all the area declared or any part thereof, a deduction may be applied on the amount of the total indemnity payable, such deduction calculated as follows:

	Acres	*Arpents*
Hay	$ 6.00	$ 5.10
Cereals	8.00	6.80
Corn	12.00	10.20

Section XII

FINAL PROVISIONS

41. (*a*) Yield means the quantity of a crop or of a group of crops, expressed in weight or in volume.

(*b*) Average yield means the foreseeable yield, considering the normal temperature and climactic conditions, on land which has been seeded or is to be seeded, established according to the available data related to the operation, or according to any other data which the Board deems pertinent.

(*c*) Insured yield means a percentage of the average yield fixed by the Board thus establishing the limit of insurance.

(*d*) Actual yield means the total yield of the land declared, including the yield verified by the expert appraisal made by the Board for the part harvested as provided for, and the yield established by the Board for the part not harvested or used for a purpose different than that provided for.

42. The standards of equivalence for mixed farming land are as follows:

(A) *General equivalences:*

Forage and cereal plants per herbivorous animal unit: 3 tons of dry forage or the equivalent and 1500 pounds of cereals. Any substitution, to the minimum of 1 ton of dry forage per animal unit,

mum de 1 tonne de fourrage sec par unité animale, étant faite sur la base de 4/7 de tonne de céréales pour 1 tonne de fourrage sec.

céréales admises par unité animale non herbivore: 2.5 tonnes

3 tonnes d'ensilage ordinaire = 1 tonne de foin sec
1 tonne de foin sec = 2,000 livres
1 minot = 1.25 pi. cu.

B) *Unités animales* (nombre de têtes par unité animale)

Bovins adultes, 2 ans et plus = 1
Bovins, 1 à 2 ans = 2
Bovins, 6 mois à 1 an = 3
Bovins, moins de 6 mois = 4
Moutons = 7
Chevaux = 1
Porcs de marché = 10
Volailles (pondeuses) = 75

C) *Pâturage admis par unité animale herbivore*

Pâturage amélioré ou tournant = 1 acre

Pâturage dans la rotation de grande culture = 2 acres et plus
Pâturage naturel = 3 acres et plus
Pâturage d'appoint = 2 acres et plus

D) *Poids standard au minot*

Avoine	34 livres
Orge	48 livres
Grain mélangé	40 livres
Maïs-grain	56 livres
Blé	60 livres
Seigle	56 livres

43° Si l'action nuisible de l'un ou l'autre des éléments mentionnés aux articles 23 et 24 de la loi est causée par le fait d'un tiers, la Régie, en effectuant le paiement de l'indemnité, a droit à la cession des droits de recours de l'assuré contre le tiers et peut, en intentant une action au nom de l'assuré, invoquer ses droits.

44° Une terre cultivée de façon occasionnelle est celle à laquelle l'exploitant n'accorde pas l'attention et les soins que requiert normalement un tel type d'exploitation.

Québec, 19 février 1969. 28271-o

being made on the basis of 4/7 of a ton of cereals for 1 ton of dry forage.

cereals admissible per unit of non herbivorous animal:
2.5 tons
3 tons of ordinary crops for silage = 1 ton dry hay
1 ton dry hay = 2,000 pounds
1 bushel = 1.25 cubic ft.

(B) *Animal units* (number of heads per animal unit)

Adult bovines, 2 years and over = 1
Bovines, 1 to 2 years = 2
Bovines, 6 months to 1 year = 3
Bovines, less than 6 months = 4
Sheep = 7
Horses = 1
Hogs for marketing = 10
Laying hens = 75

(C) *Pastures admissible per herbivorous animal unit*

Improved pasture under special rotation = 1 acre
pastures in the regular rotation of mixed farming crops = 2 acres or more
rough pasture = 3 acres or more
supplementary = 2 acres or more

(D) *Standard weight per bushel*

Oats	34 pounds
Barley	48 pounds
Mixed grain	40 pounds
Grain-corn	56 pounds
Wheat	60 pounds
Rye	56 pounds

43. If the harmful effect of one or the other of the forces of nature mentioned in articles 23 and 24 of the Act is caused by a third party, the Board, in paying the indemnity, is entitled to obtain a transfer of the insured's rights for a recovery from the third party and may, in instituting proceedings in the name of the insured, invoke such rights.

44. Land cultivated in an occasional manner is land to which the operator does not give the attention and care normally required in such a type of operation.

Québec, February 19, 1969. 28271-o

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général, ANTONIO DUBÉ.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 249 de la Loi 17 Elizabeth II, chapitre 70, intitulée « Loi du Notariat », ladite loi entrera en vigueur à la date qu'il

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L .S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these presents shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ANTONIO DUBÉ, *Deputy Attorney General*

WHEREAS pursuant to section 249 of Act 17 Elizabeth II, chapter 70, entitled "Notarial Act", the said Act shall come into force on the date that

plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer au 1er mars 1969 la date de l'entrée en vigueur de cette loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 296, en date du 5 février 1969, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que l'entrée en vigueur de la Loi 17 Elizabeth II, chapitre 70, intitulée « Loi du notariat », soit fixée au 1er mars 1969.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-huitième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre-Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

28198-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu' Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général, ANTONIO DUBÉ.

ATTENDU que le conseil municipal de la paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska, a soumis, pour approbation, son règlement numéro 108, à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la ville de La Pocatière;

ATTENDU que le conseil municipal de la ville de La Pocatière, par son règlement numéro 1-69, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal de Sainte-Anne-de-la-Pocatière;

ATTENDU que, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24) le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 351, en date du 5 février 1969, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), et des articles 3 à

it shall please the Lieutenant-Governor in Council to fix by proclamation;

WHEREAS it is expedient that March 1, 1969 be fixed as the date for the coming into force of the said Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 296, dated the 5th day of February, 1969, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that the coming into force of Act 17 Elizabeth II, chapter 70, entitled "Notarial Act" be fixed for March 1, 1969.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighteenth day of February, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

28198

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ANTONIO DUBÉ, *Depty Attorney General.*

WHEREAS the municipal Council of the parish of Sainte-Anne-de-la-Pocatière, county of Kamouraska, submitted, for approval, its by-law number 108, for the purpose of submitting the territory of this municipality to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of La Pocatière;

WHEREAS the municipal Council of the town of La Pocatière, by its by-law number 1-69, agreed to the terms of the said by-law adopted by the municipal Council of Sainte-Anne-de-la-Pocatière;

WHEREAS, under the authority of section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), the Lieutenant-Governor in Council has given his approval to these by-laws.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 351, dated February 5, 1969, and pursuant to the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), and sections 3 to 7

7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière sera soumis à la juridiction de la Cour municipale de la ville de La Pocatière.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-huitième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

28198-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général, ANTONIO DUBÉ.

ATTENDU que le conseil municipal du village de Contrecoeur, comté de Verchères, a soumis, pour approbation, son règlement numéro 141, modifié par une résolution du 13 janvier 1969, à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Tracy;

ATTENDU que le conseil municipal de la ville de Tracy, par son règlement numéro 266, modifié par une résolution du 20 janvier 1969, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal du village de Contrecoeur;

ATTENDU que, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24) le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 350, en date du 5 février 1969, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), et des articles 3 à 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans

of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), We have decreed and do decree that from and after thirty-one days following the publication of the present proclamation in the *Québec Official Gazette*, the territory of the municipality of the parish of Sainte-Anne-de-la-Pocatière will be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of La Pocatière.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Québec, in Our Province of Québec, this eighteenth day of February in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

28198

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ANTONIO DUBÉ, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS the municipal Council of the Village of Contrecoeur, County of Verchères, submitted, for approval, its by-law Number 141, amended by a resolution dated January 13, 1969, for the purpose of submitting the territory of this municipality to the jurisdiction of the municipal Court of the Town of Tracy;

WHEREAS the municipal Council of the Town of Tracy, by its by-law Number 266, amended by a resolution dated January 20, 1969, agreed to the terms of the said by-law adopted by the municipal Council of the Village of Contrecoeur;

WHEREAS under the authority of section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), the Lieutenant-Governor in Council has given his approval to these by-laws.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing Number 350, dated February 5, 1969, and pursuant to the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), and sections 3 to 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), We have decreed and do decree that from and after thirty-one days following the publication of the present proclamation in the

la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la municipalité du village de Contrecoeur sera soumis à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Tracy.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-huitième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

28198-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général,
ANTONIO DUBÉ.

ATTENDU que le conseil municipal de la ville de Richelieu, comté de Rouville, a soumis, pour approbation, son règlement numéro FP-13, à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Marieville;

ATTENDU que le conseil municipal de la ville de Marieville, par son règlement numéro 379, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal de la ville de Richelieu;

ATTENDU que, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24) le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 349, en date du 5 février 1969, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), et des articles 3 à 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la municipalité de la ville de Richelieu sera soumis à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Marieville.

Québec Official Gazette, the territory of the municipality of the Village of Contrecoeur will be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court of the Town of Tracy.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighteenth day of February, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

28198

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ANTONIO DUBÉ,
Deputy Attorney General.

WHEREAS the municipal Council of the town of Richelieu, county of Rouville, submitted, for approval, its by-law number FP-13, for the purpose of submitting the territory of this municipality to the jurisdiction of the municipal Court of the town of Marieville;

WHEREAS the municipal Council of the town of Marieville, by its by-law number 379, agreed to the terms of the said by-law adopted by the municipal Council of the town of Richelieu;

WHEREAS, under the authority of section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), the Lieutenant-Governor in Council has given his approval to these by-laws.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 349, dated February 5, 1969, and pursuant to the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), and sections 3 to 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), We have decreed and do decree that from and after thirty-one days following the publication of the present proclamation in the *Québec Official Gazette*, the territory of the municipality of the town of Richelieu will be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Marieville.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-huitième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
28198-o RAYMOND DOUVILLE.

Canada,
Province de Québec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général, ANTONIO DUBÉ.

ATTENDU QUE les dispositions de l'article 15 de la Loi de l'office de planification du Québec (17 Elizabeth II, bill 52, sanctionné le 5 juillet 1968), stipulent que les articles 13 et 14 entreront en vigueur à compter de la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer l'entrée en vigueur de ces articles à compter du 9 octobre 1968;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3240, en date du 9 octobre 1968, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que l'entrée en vigueur des articles 13 et 15 de la Loi de l'office de planification du Québec (17 Elizabeth II, bill 52) soit fixée au 9 octobre 1968.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-huitième jour de février en

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Québec, in Our Province of Québec, this eighteenth day of February, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
28198 *Assistant Secretary of the Province.*

Canada,
Province of Québec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ANTONIO DUBÉ, *Deputy Attorney, General.*

WHEREAS the provisions of section 15 of the Planning Bureau Act (17 Elizabeth II, Bill 52, sanctioned on July 5, 1968) stipulate that sections 13 14 shall come into force from and after the day to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to fix the coming into force of these sections from and after October 9, 1968;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3240, dated October 9, 1968, We have decreed and ordered and hereby do decree and order that the coming into force of sections 13 and 14 of the Québec Planning Bureau Act (17) Elizabeth II, Bill 52) be fixed to October 9, 1968.

OF ALL OF WHICH Our living subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice, and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighteenth day of February in the year of

l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
28198-o RAYMOND DOUVILLE.

Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
28198 *Assistant Secretary of the Province.*

Demandes à la Législature

L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la Vie

Avis est par les présentes donné que «L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la Vie», s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Pour transformer la compagnie en compagnie mutuelle d'assurance sur la vie et l'autoriser à cette fin à acheter toutes ses actions émises et en cours au prix de $43 pour chaque action;

2° Pour prescrire toutes dispositions accessoires ou complémentaires relatives à la conversion de la compagnie en une compagnie mutuelle d'assurance sur la vie;

3° Pour édicter la charte qui régira la compagnie lorsque celle-ci sera devenue une compagnie mutuelle d'assurance sur la vie;

4° Et pour d'autres fins.

Sillery, 19 février 1969.

Le président,
28130-9-4-o S. E. BROCK.

Construction d'un édifice appartements gratte-ciel

Avis est donné que Monsieur Robert Sziklas, Ingénieur, domicilié à Côte St-Luc, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi permettant sur les parties 227-228-229-230 et 231 du lot 1654 du plan et livre de renvoi de la division d'enregistrement de St-Antoine, de la Cité de Montréal, la construction d'un édifice appartements gratte-ciel en conformité avec les règlements de la Cité de Montréal.

Québec, ce 18ième jour de février 1969.

Les procureurs des requérants,
LAZAROVITZ BERNATCHEZ MCNICOLL
28131-9-4-o & LEVASSEUR.

The Imperial Trust Company

Avis est par les présentes donné que «The Imperial Trust Company» s'adressera à la législature de la province de Québec lors de sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte de façon à ce qu'elle soit autorisée à augmenter son capital-actions jusqu'à un montant ne devant pas excéder $25,000,000.

Québec, le 19 février 1969.

Les procureurs de la pétionnaire,
FLYNN, RIVARD, JACQUES,
CIMON, LESSARD & LE MAY,
ET PHILLIPS, VINEBERG, GOODMAN,
28118-9-4-o PHILLIPS & ROTHMAN.

Applications to Legislature

Industrial Life Insurance Company

Notice is hereby given that "Industrial Life Insurance Company", will present a petition to the Legislature of the Province of Québec at its present Session to obtain the adoption of a law for the following purposes, namely:

1. To convert the company into a mutual life insurance company and for such purpose to authorize the purchase of its issued and outstanding shares at the price of $43 for each share;

2. To prescribe all accessory and supplementary provisions relating to the conversion of the company into a mutual life insurance company;

3. To enact the charter which will govern the company when it is converted into a mutual life insurance company;

4. And for other purposes.

Sillery, February 19, 1969.

S. E. BROCK,
28130-9-4-o *President.*

Construction of a "High-Rise" Apartment Building

Take notice that Mr. Robert Sziklas, Engineer, domiciled at Côte St. Luc, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its present session, for the passing of an acts permetting on parts 227-228-229-230 and 231 of lot 1654 on the official plan and book of reference of the St-Antoine Ward of the City of Montreal, the construction of a "high-rise" apartment building according to the by-laws of the City of Montreal.

Québec, the 18th day of February 1969.

LAZAROVITZ BERNATCHEZ MCNICOLL
& LEVASSEUR,
28131-9-4-o *Attorneys for the Petitioner.*

The Imperial Trust Company

Notice is hereby given that "The Imperial Trust Company", will apply to the Legislature of the Province of Québec during the next session for the adoption of an act amending its charter so as to be authorized to increase its capital-stock to an amount not exceeding $25,000,000.

Québec, February 19, 1969.

FLYNN, RIVARD, JACQUES,
CIMON, LESSARD & LE MAY
AND PHILLIPS, VINEBERG, GOODMAN,
PHILLIPS & ROTHMAN,
28118-9-4-o *Attorneys for the Petitioner.*

Artin Artinian

Avis est par les présentes donné que Artin Artinian, de la ville de Montréal, n'étant pas citoyen canadien, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa présente session, pour la passation d'une loi autorisant le Collège des Pharmaciens de la province de Québec à l'inscrire dans ses registres à l'exercice de la profession de phamacien à titre d'« assistant-pharmacien », aux conditions et avec les restrictions suivantes:

a) Qu'il ait satisfait ou dès qu'il aura satisfait aux règlements du Collège des Pharmaciens de la province de Québec relatifs au stage prévu pour le titre d'« assistant-pharmacien »;

b) Qu'il ne puisse être admis à l'exercice de la profession comme pharmacien que lorsqu'il aura obtenu sa citoyenneté canadienne.

Les procureurs du requérant,
28153-9-4-o LEMAY, PAQUIN & CORBEIL.

Artin Artinian

Notice is hereby given that Artin Artinian, of the city of Montreal, not being Canadian citizen, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its present session for the passing of an Act to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec to register him in its registers to the practice of the profession of pharmacist under the title of "assistant-pharmacist", under the following conditions and restrictions:

(*a*) That he has complied or as soon as he will have complied with the regulations of the College of Pharmacists of the Province of Québec concerning the probation required for the title of "assistant pharmacist";

(*b*) That he will not be admitted to the practice of the profession as pharmacist as long as he has not obtained his Canadian citizenship.

LEMAY, PAQUIN & CORBEIL,
28153-9-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Cité de Côte Saint-Luc

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la « Cité de Côte Saint-Luc » s'adressera à la Législature de Québec lors de la présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 15-16, George VI, chapitre 98, aux fins suivantes:

1° Permettre l'installation de fils sous et au-dessus du sol, avec leurs accessoires, qu'ils appartiennent ou non à la municipalité, sur une lisière de terrain ayant cinq pieds de largeur longeant l'arrière et les côtés des lots subdivisés de la Municipalité.

2° Statuer que les taxes municipales et scolaires doivent être payées au préalable avant l'approbation de tout plan de subdivision ou de revision ou de toute annulation dans le livre de renvoi.

3° Déclarer légaux, quant à la forme, les actes de cession, d'échange, de vente et de rétrocession relatifs aux rues et ruelles de la Cité.

4° Enlever le montant maximum de $1,500 que le Conseil municipal peut voter et payer pour l'encouragement des arts et des sciences, l'établissement de centres récréatifs et l'organisation de jeux et de sports.

5° Et pour toutes autres fins.

Cité de Côte Saint-Luc, province de Québec, le 21 février 1969.

Les procureurs de la requérante,
DUQUET, MACKAY, WELDON,
BRONSTETTER, WILLIS
28154-9-4-o & JOHNSTON.

City of Côte Saint-Luc

Public notice is hereby given that the Corporation of the "City of Côte Saint-Luc" will apply to the Québec Legislature, at its present session, for the adoption of an Act amending its Charter, Act 15-16, George VI, chapter 98, for the following purposes:

1. To permit the installation of overhead and underground wires with their accessories, whether they belong to the Municipality or to others, over and along a strip of land five feet wide along the side and rear lines of subdivided lots.

2. To provide that municipal and school taxes must first be paid before the approval of any subdivision or redivision plan or annulment in the book of reference.

3. To formally declare legal, deeds of cession, exchange, sale and retrocession in respect of City streets and lanes.

4. To remove the $1,500 maximum amount which Council may vote and pay out for the encouragement of arts and sciences, the establishment of recreational centres and the organization of games and sports.

5. And for all other purposes.

City of Côte Saint-Luc, Province of Québec, this February 21, 1969.

DUQUET, MACKAY, WELDON,
BRONSTETTER, WILLIS
& JOHNSTON.
28154-9-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Succession Alphonse Valiquette

Avis est, par les présentes, donné que Dames Andrée Valiquette-Humphrey, Simone Valiquette et messieurs Jules Valiquette et Maurice Valiquette s'adresseront à l'Assemblée Nationale du Québec, à sa prochaine session, pour faire adopter une loi décrétant que le surplus des revenus annuels, après que les obligations du testament auront été remplies, soit partagé entre les requérants ou leurs héritiers et que les exécuteurs testamentaires et fiduciaires soient autorisés à ce faire.

Montréal, le 6 février 1969.

Les procureurs des requérants,
MONETTE, FILION, CLERK, MICHAUD,
27972-7-4-o BARAKETT ET LEVESQUE.

Estate Alphonse Valiquette

Notice is hereby given that Dames Andrée Valiquette-Humphrey, Simone Valiquette and Messrs. Jules Valiquette and Maurice Valiquette will request the National Assembly of Québec, at its next session, to adopt an Act enacting that the surplus of the annual revenues, after the fulfilment of all the obligations mentioned in the will, be divided between the petitioners and their heirs and that the testamentary executors and fiduciaries be authorized so to do.

Montreal, February 6, 1969.

MONETTE, FILION, CLERK, MICHAUD,
BARAKETT and LEVESQUE,
27972-7-4-o *Attorneys for the Petitioners.*

La Société des Traducteurs du Québec Inc.
The Translators' Society of Québec Inc.

Avis est par les présentes donné que « La Société des Traducteurs du Québec Inc.— The Translators' Society of Québec Inc. », s'adressera à la Législature de la province de Québec pour demander l'adoption d'une loi pour les fins suivantes:

Convertir la compagnie en une corporation professionnelle;

Règlementer l'usage du titre de « traducteur agréé » ou de « certified translator » ou de leurs abréviations « T.A. » ou « C.T. »;

Décréter que la corporation succèdera aux droits et obligations du Cercle des Traducteurs Inc. et de la Corporation des Traducteurs Professionnels, et mettre fin à l'existence corporative de ces dernières;

Décréter que tous les membres en règle de la Société des Traducteurs du Québec Inc. à la date de la sanction de la loi deviendront sans formalité membres de la corporation.

Québec, le 26 février 1969.

Les procureurs de la pétitionnaire,
FLYNN, RIVARD, JACQUES,
28199-10-4-o CIMON, LESSARD & LE MAY.

The Translators' Society of Québec Inc.
La Société des Traducteurs du Québec Inc.

Notice is hereby given that "The Translators' Society of Québec Inc.— La Société des Traducteurs du Québec Inc." will apply to the Legislature of the province of Québec for the adoption of an act for the following purposes:

Converting the company into a professional corporation;

To regulate the use of the title of "certified translator" or "traducteur agréé" or the abbreviation thereof, to wit "C.T." or "T.A.";

To enact that the corporation will succeed to the rights and obligations of the Cercle des Traducteurs Inc. and of the Corporation des Traducteurs Professionnels, and to terminate their corporative existence;

To enact that all members in good standing of the Translators' Society of Québec Inc. at the time of the sanction of the Act will become members of the corporation without any formalities.

Québec, February 26, 1969.

FLYNN, RIVARD, JACQUES,
CIMON, LESSARD & LE MAY,
28199-10-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Cité de Sherbrooke

Avis est, par les présentes, donné que la « Cité de Sherbrooke » s'adressera à la Législature de Québec, lors de sa présente session, pour l'adoption d'une loi, amendant sa charte, la Loi I, Geo. VI, chap. 105, aux fins suivantes:

1° Amender l'article 169 du bill 285, sanctionné le 18 décembre 1968, pour prolonger jusqu'au 1er septembre 1971, le mandat du maire et des échevins qui ont été élus en 1967 et de ceux qui seront élus en 1969;

2° Amender l'article 6 de la Loi I, Geo. VI, chap. 105, pour réduire à quatre, le nombre de quartiers de la cité de Sherbrooke;

3° Amender l'article 7 de la Loi I, Geo. VI, chap. 105, pour assigner 3 conseillers à chacun des quartiers nord, ouest et est, et un (1) conseiller au quartier Centre.

Et autres demandes.

Sherbrooke, ce 26 février 1969.

Les procureurs de la cité,
28214-10-4-o RIVARD & BESRÉ.

City of Sherbrooke

Notice is hereby given that the "City of Sherbrooke" shall apply to the Québec Legislature, at its present Session, for the passing of an Act to amend its charter, Act I, Geo. VI, Chap. 105, and its amendments, for the purpose of:

1. Amending article 169 of Bill 285, assented on December 18, 1968, for extending until September 1, 1971, the mayor's term of office and the aldermen's having been elected in 1967, as well as of those to be elected in 1969;

2. Amending article 6 of Act I, Geo. VI, Chap. 105 in order to reduce to four the number of the wards for the city of Sherbrooke;

3. Amending article 7 of Act I, Geo. VI, Chap. 105, in order to assign three (3) aldermen to each of the north, east and west wards, and one (1) of the Center ward;

And other purposes.

Sherbrooke, February 26, 1969.

RIVARD & BESRÉ,
28214-10-4 *Attorneys for the Petitioner.*

L'Église Presbytérienne de Georgetown

Avis est donné que Robert Wylie McFarlane, John Stanley Peddie, William George McArthur and James B. Elliot, tous quatre du village d'Howick, agissant es qualité fidéicommissaires de « L'Église Presbytérienne de Georgetown », s'adresseront à l'Assemblée nationale du Québec à sa session actuelle pour demander l'adoption d'un projet de loi les donnant les pouvoirs de vendre valablement et d'aliener définitivement des parties du lot numéro quatre cent seize aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Très St-Sacrement nonobstant les termes de l'acte de donation à leur fidéicommissaires prédécesseurs par l'hon. John Richardson es qual. passé devant Me Ls. Demers et collègue, notaires, le 25 février, 1830.

Montréal, le 26 février, 1969.

Les procureurs des pétitionnaires,
MCDOUGALL, HEMENS, CAMPBELL,
28215-10-4-o HARRIS, THOMAS & MASON.

Georgetown Presbyterian Church

Notice is hereby given that Robert Wylie McFarlane, John Stanley Peddie, William George McArthur and James B. Elliot, all of the village of Howick, acting in their quality of trustees of "Georgetown Presbyterian Church" will apply to the National Assembly of Québec at its present session for the passing of an act to enable them to validly sell and definitively alienate certain parts of lot number four hundred and sixteen on the official plan and book of reference for the parish of Très St. Sacrement notwithstanding the terms of the deed of gift to their predecessor trustees by the Hon. John Richardson es-qual., passed before Me Ls. Demers and colleague, notaries, on February 25, 1830.

Montreal, February 26, 1969.

MCDOUGALL, HEMENS, CAMPBELL,
HARRIS, THOMAS & MASON,
28215-10-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Ville de Saint-Laurent

Avis public est par les présentes donné que la « ville de Saint-Laurent » s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi pour les fins suivantes:

1° Modifier l'année d'imposition des taxes scolaires;

2° Revenir aux dispositions de la Loi des Cités et Villes quant aux modifications à faire au rôle d'évaluation après son homologation;

3° Permettre que les inscriptions au rôle d'évaluation soient faites par l'estimateur;

4° Et pour d'autres fins.

Le procureur de la requérante,
28034-7-4-o PIERRE VIAU, avocat.

Town of Saint-Laurent

Public notice is hereby given that the "Town of Saint-Laurent" will apply to the National Assembly of Québec, at its next session, to request the passing of a law for the following purposes:

1. To change the school tax assessment year;

2. To return to the provisions of the Cities and Towns Act to amend the valuation roll after it is homologated;

3. To allow the inscriptions on the valuation roll to be made by an estimator;

4. And for other purposes.

PIERRE VIAU, advocate,
28034-7-2 *Attorney for the applicant.*

L'Association des Puisatiers de la Province de Québec

Avis est par les présentes donné que l'« Association des Puisatiers de la Province de Québec Inc. », corporation légalement constituée, ayant son siège social à Drummondville, s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, au cours de la prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi créant l'« Association des Puisatiers du Québec — Québec Well Drillers Association », aux fins de règlementer leur association et l'usage de certains titres afférant à l'exercice de leur métier.

Montmagny, ce 5 février 1969.

Les procureurs de la requérante,
27955-7-4-o PAUL DOLAN ET YVON MERCIER.

L'Association des Puisatiers de la Province de Québec

Notice is hereby given that "The Québec Well Drillers' Association Inc.", a body politic legally incorporated, having its head office in Drummondville, will apply to the National Assembly of Québec at its next session to request the adoption of an act creating "L'Association des Puisatiers du Québec — Québec Well Drillers Association", in order to regulate their association and the use of certain titles relating to the practice of their works.

Montmagny, on February 5, 1969.

PAUL DOLAN AND YVON MERCIER,
27955-7-2-o *Attorneys for the Petitioner.*

Avis divers

Succession Donat Gravel *et al*

Avis est par les présentes donné que Madame Louisa Tremblay-Gravel, Madame Juliette Gravel-Ménard, Madame Mariette Gravel-Villeneuve, Madame Jeannette Gravel-Girard, Madame Julianna Gravel-Bouchard, Mademoiselle Jenny Gravel, ainsi que Monsieur Gaston Leclerc, ès-qualité de tuteur à Line, Denis et Jean Gravel, ont accepté, sous bénéfice d'inventaire, les successions de Donat Gravel, de son épouse, Magali Tremblay, et de leurs enfants Sylvain, Hélène, Robert et Diane Gravel, tous décédés à Chambord le 21 septembre 1968, par acte signé devant Me Mandoza Côté, notaire à St-Félicien, le 12 février 1969, sous le numéro 4,597 de ses minutes, et enregistré au bureau d'enregistrement de Roberval le 19 février 1969, sous le numéro 118,018, et que Madame Augustin Gravel, ès-qualité de tutrice à son fils Alain Gravel, ainsi que Madame Brigitte Gravel-Bourdages, Madame Lucie Gravel-Girard, Madame Madeleine Gravel-Bergeron, Monsieur Réal Gravel et Mademoiselle Chantal Gravel, ont également accepté, sous bénéfice d'inventaire les mêmes successions par acte signé devant Me Bernard Samson, notaire à 970, Avenue Cartier, Québec, le 31 janvier 1969, sous le numéro 11,286 de ses minutes, et enregistré au bureau d'enregistrement de Roberval le 4 février 1969, sous le numéro 117,919.

Et j'ai signé à Québec, ce vingt-cinquième jour de février 1969.

Le notaire, pour les héritiers,
28203-o Signé: BERNARD SAMSON.

Miscellaneous Notices

Estate of Donat Gravel *et al*

Notice is hereby given that Mrs. Louise Tremblay-Gravel, Mrs. Juliette Gravel-Ménard, Mrs. Mariette Gravel-Villeneuve, Mrs. Jeannette Gravel-Girard, Mrs. Julianna Gravel-Bouchard, Miss Jenny Gravel, as well as Mr. Gaston Leclerc, in his capacity of tutor to Line, Denis and Jean Gravel, have accepted under benefit of inventory the estates of Donat Gravel, of his spouse, Magali Tremblay, and of their children Sylvain, Hélène, Robert and Diane Gravel, all deceased at Chambord on September 21, 1968, by deed passed before Me Mandoza Côté, notary at Saint-Félicien on February 12, 1969, under number 4,597 of his minutes, and registered at the Roberval registry office on February 19, 1969, under number 118,018, and that Mrs. Augustin Gravel, in her capacity as tutor to her son Alain Gravel, as well as Mrs. Brigitte Gravel-Bourdages, Mrs. Lucie Gravel-Girard, Mrs. Madeleine Gravel-Bergeron, Mr. Réal Gravel and Miss Chantal Gravel, have also accepted, under benefit of inventory the same estates by deed passed before Me Bernard Samson, notary at 970 Cartier Avenue, Québec, on January 31, 1969, under number 11,286 of his minutes, and registered at the Roberval registry office on February 4, 1969, under number 117,919.

And I have signed at Québec on this twenty-fifth day of February, 1969.

Signed: BERNARD SAMSON,
28203 *Notary, for the heirs.*

Conseil St-Martin No 5931 des Chevaliers de Colomb de Rivière-au-Renard inc.

Le conseil St-Martin No 5931 des Chevaliers de Colomb de Rivière-au-Renard inc., Rivière-au-Renard, comté de Gaspé-Sud, P.Q.,donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) à partir du 23 janvier 1969.

Rivière-au-Renard, 23 janvier 1969.

Le grand chevalier,
JACQUES PLOURDE.
Le secrétaire-archiviste,
28202-o OMER COTTON.

Succession Bertrand Grenier

Avis est par les présentes donné que conformément à l'article 676 du code civil, le soussigné, Florent Rancourt, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs de feu Bertrand Grenier et de feue Dame Simonne Rancourt-Grenier, a accepté sous bénéfice d'inventaire pour le compte des susdits enfants mineurs, la succession de feu Bertrand Grenier, suivant acte reçu devant Me Raymond Bergeron, notaire, 165, rue Marie de l'Incarnation, Québec 8, le trente août mil neuf cent soixante-huit et dont copie a été enregistrée à Québec le 6 septembre 1968, sous le numéro 634,219.

Québec, ce 19 février 1969.

Le tuteur,
28261-o FLORENT RANCOURT.

Council St-Martin No. 5931 of the Knights of Columbus of Rivière-au-Renard Inc.

The council St-Martin No. 5931 of the Knights of Columbus of Rivière-au-Renard Inc., Rivière-au-Renard, county of Gaspé-Sud, P.Q., hereby gives notice that its head office is located at the above-mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Colombus of the province of Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from January 23, 1969.

Rivière-au-Renard, January 23, 1969.

JACQUES PLOURDE,
Grand Knight.
OMER COTTON,
28202 *Recorder.*

Estate Bertrand Grenier

Notice is hereby given that according to article 676 of the Civil Code, the undersigned, Florent Rancourt, in his quality of tutor to the minor children of late Bertrand Grenier and of late Dame Simonne Rancourt-Grenier, has accepted under benefit of inventory on behalf of the aforesaid minor children, the estate of late Bertrand Grenier, pursuant to an act executed before Me Raymond Bergeron, notary, 165 Marie de l'Incarnation Street, Québec 8, on the thirtieth day of August, one thousand nine hundred and sixty-eight and of which a copy has been registered in Québec, on September 6, 1968, under number 634,219.

Québec, February 19, 1969.

FLORENT RANCOURT,
28261 *Tutor.*

Changement de nom — Loi du

Antony (Antoine) Mastromanolakon (Mastromanolakos)

Avis est donné que M. Antony (Antoine) Mastromanolakon (Mastromanolakos), agent, résidant à 5272, rue St-Urbain, en les ville et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Antoine Manolakos. Son épouse, née Zafiro Manolakaki et ses enfants mineurs, non émancipés: Georgian, (Georgia), Apostoles and Helen, tous de la même adresse devront aussi bénéficier dudit changement de nom.

Montréal, 28 février 1969.

Les procureurs du requérant,
RAPPAPORT, WHELAM,
28290-10-2 BESSNER & COHEN.

Mordecai Don Taubenblat

Avis est par les présentes donné que Mordecai Don Taubenblat, administrateur, domicilié au 184, Wexford Crescent, cité de Hampstead, district de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la Province pour demander le changement de son nom en celui de Morton Don Tauben. Ledit changement de nom s'appliquera également à son épouse Ita Julie Taubenblat (née Wajsfus), ménagère, et leurs enfants, Irwin Taubenblat, étudiant, et Stephen Eric David Taubenblat, étudiant, tous de la même adresse.

Le procureur du requérant,
28216-10-2 SEYMOUR LUTERMAN.

Change of name — Act

Antony (Antoine) Mastromanolakon (Mastromanolakos)

Notice is hereby given that Mr. Antony (Antoine) Mastromanolakon (Mastromanolakos), Steward, residing at 5272 St. Urbain Street, in the clty and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for the adoption of an order changing his name to that of Antoine Manolakos. His wife, née Zafiro Manolakaki and his unemancipated minor children, Georgian, (Georgia), Apostoles and Helen, all of the same address, will benefit from the said change of name.

Montreal, February 28, 1969.

RAPPAPORT, WHELAN,
BESSNER & COHEN,
28290-10-2-o *Attorneys for Applicant.*

Mordecai Don Taubenblat

Notice is hereby given that Mordecai Don Taubenblat, Executive, domiciled at 184 Wexford Crescent, City of Hampstead district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary to change his name to Morton Don Tauben and to benefit his wife Ita Julie Taubenblat (née Wajsfus), housewife and their children, Irwin Taubenblat, Student, and Stephen Eric David Taubenblat, Student, all domiciled at the same place.

SEYMOUR LUTERMAN,
28216-10-2-o *Attorney for Petitioner.*

William Morris

Avis est donné que, William Morris travailleur en construction, domicilié à 5727, rue Clark, en les ville et district de Montréal, province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret, lui permettant de changer son nom en celui de William Morrissey ».

Montréal, Québec, 3 mars 1969.

Le procureur du requérant,
28291-10-2 ALFRED M. WEST, C.R.

Marie, Claire, Jeannine Sauvé

Prenez avis que Marie, Claire, Jeannine Sauvé, épouse d'Éric Baudinet, résidant et domiciliée au 4129 ouest, boulevard de Maisonneuve, à Westmount, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin que le prénom « Catherine » soit ajouté à ses prénoms actuels, le tout en vertu de la Loi du changement de nom.

Montréal, ce 24 février 1969.

McCARTHY, MONET, JOHNSTON
28182-9-2-o & HEENAN.

Hyman Herscovitch *et al*

Avis est donné que Hyman Herscovitch, marchand, et son fils, Ernest Herscovitch, étudiant, tous deux domiciliés à 2284 rue Mantha, de la ville de St. Laurent, district de Montréal, s'adresseront au secrétaire de la province aux fins de changer leurs noms pour Hyman Hersey et Ernest Hersey, et aussi pour faire bénéficier aussi l'épouse de Hyman Herscovitch, Rose Cohen Herscovitch, de la même adresse.

Montréal, le 13 février 1969.

Les procureurs des requérants,
28152-9-2-o GARBER & GARBER.

Chaim Birnstok

Avis est donné que Chaim Birnstok, fabricant d'enseignes, domicilié et résidant au 2960 avenue Van Horne, app. 3, dans les cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour un décret changeant son nom de Chaim Birnstok à Haim Barr.

Montréal, le 17 février 1969.

Les procureurs du requérant,
MTRES. GREENBLATT, GINSBERG,
28105-9-2-o GARDNER & GLAZER, avocats.

Haim Czeladnicki

Avis est donné que Haim Czeladnicki, portier, résidant à 3080, avenue Linton, Montréal, et son fils, Eliezer Czeladnicki, étudiant de la même adresse, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret leur permettant de changer respectivement leur nom en Haim Felzenstein et Eliezer Felzenstein, ledit changement de nom devra aussi concerner l'épouse de Haim, Yenta Czeladnicki, de la même adresse.

Montréal, 12 février 1969.

Le procureur des requérants,
28132-9-2 JAN ZASCINSKI.

Rubin Novoselok

Avis est donné que Rubin Novoselok, travailleur à Jewish Community Council de Montréal, de 6732, rue Légaré, Montréal, Québec, présentera une requête au lieutenant-gouverneur

William Morris

Notice is hereby given that William Morris, Construction Worker, domiciled at 5727 Clark Street, in the city and district of Montreal, Province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an Order changing his name to William Morrissey.

Montreal, Québec, March 3, 1969.

ALFRED M. WEST, Q.C.,
28291-10-2-o *Attorney for petitioner.*

Marie, Claire, Jeannine Sauvé

Notice is hereby given that Marie, Claire, Jeannine Sauvé, wife of Éric Baudinet, residing and domiciled at 4129 West, de Maisonneuve Boulevard, in Westmount, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order adding the christian name "Catherine" to her actual christian names, the whole pursuant to the Change of Name Act.

Montreal, February 24, 1969.

McCARTHY, MONET, JOHNSTON
28182-9-2 & HEENAN.

Hyman Herscovitch *et al*

Notice is given that Hyman Herscovitch, merchant, and his son, Ernest Herscovitch, student, both residing at 2284 Mantha Street, in the city of St. Laurent, district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary to change their names to Hyman Hersey and Ernest Hersey, and also to benefit Hyman Herscovitch's wife, Rose Cohen Herscovitch of the same address.

Montreal, February 13, 1969.

GARBER & GARBER,
28152-9-2-o *Attorneys for Applicants.*

Chaim Birnstok

Notice is hereby given that Chaim Birnstok, sign maker, of the city and district of Montreal, therein domiciled and residing at 2960 Van Horne Avenue, apt. 3, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have his name changed from Chaim Birnstok to Haim Barr.

Montreal, February 17, 1969.

MTRES. GREENBLATT, GINSBERG,
GARDNER & GLAZER, advocates,
28105-9-2-o *Attorneys for the petitioner.*

Haim Czeladnicki

Notice is hereby given that Haim Czeladnicki, porter, residing at 3080 Linton Avenue, Montreal, and his son, Eliezer Czeladnicki, student, of the same address, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing their names to Haim Felzenstein and Eliezer Felzenstein respectively, said change to affect also Haim's wife, Yenta Czeladnicki, of the same address.

Montreal, February 12, 1969.

JAN ZASCINSKI,
28132-9-2-o *Attorney for the Petitioners.*

Rubin Novoselok

Notice is given that Rubin Novoselok, Jewish Community Council of Montreal Worker, of 6732 Légaré Street, Montreal, Québec, will petition the Lieutenant-Governor in Council

en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Robert Salit et celui de son épouse, Dame Chaja Pinn Novoselok de la même adresse, conformément à la Loi du changement de nom.

Montréal, 21 février 1969.

L'avocat,
SAUL HANDELMAN.

28133-9-2

for the change of his name to Robert Salit and that of his wife Dame Chaja Pinn Novoselok of the same address, pursuant to the change of Names Act.

Montreal, February 21, 1969.

SAUL HANDELMAN,
Advocate.

28133-9-2-o

Ministère de l'Éducation

Soulanges

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Noé, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, à la municipalité scolaire de Soulanges, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges.

Février 19, 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28113-9-2-o 760-03

Vachon

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Saint-Bernardin, Sainte-Christine, Saint-Léonard et Saint-Raymond, toutes dans le comté de Portneuf et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Vachon.

Février 19, 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28114-9-2-o 740-01

Shawinigan-Sud

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Mont-Carmel, dans le comté de St-Maurice, à la municipalité scolaire de Shawinigan-Sud dans le même comté.

Février 19, 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28112-9-2-o 510-05

Normandin

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Girardville, Normandin, Saint-Edmond les Plaines, Sainte-Lucie d'Albanel et Saint-Thomas-Didyme, toutes dans le comté de Roberval et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Normandin, dans le comté de Roberval.

19 février 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28107-9-2-o 495-03

Vaudreuil

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires du Village de Dorion, Hudson (cath.), Village de Pointe-Fortune, Rigaud, Saint-Joseph-de-Soulanges, Saint-Lazare, Sainte-Marthe, Très Saint-Rédempteur, et Vaudreuil, toutes dans le comté de Vaudreuil-Soulanges et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Vaudreuil, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges.

Février 19, 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28115-9-2-o 760-01

Department of Education

Soulanges

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Noé, in the county of Vaudreuil-Soulanges, to the school municipality of Soulanges, in the county of Vaudreuil-Soulanges.

February 19, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28113-9-2 760-03

Vachon

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of Saint-Bernardin, Sainte-Christine, Saint-Léonard and Saint-Raymond, all in the county of Portneuf and to erect it into a new school municipality under the name of Vachon.

February 19, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28114-9-2 740-01

Shawinigan-Sud

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Mont-Carmel, in the county of Saint-Maurice, to the school municipality of Shawinigan-Sud in the same county.

February 19, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28112-9-2 510-05

Normandin

Application is made to amalgate the present territory of the school municipalities of Girardville, Normandin, Saint-Edmond les Plaines, Sainte-Lucie d'Albanel and Saint-Thomas-Didyme, all in the county of Roberval and to erect it into a new school municipality under the name of Normandin, in the county of Roberval.

February 19, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28107-9-2 495-03

Vaudreuil

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of the Village of Dorion, of Hudson (Cath.), of the Village of Pointe-Fortune, of Rigaud, of Saint-Joseph-de-Soulanges, Saint-Lazare, Sainte-Marthe, Très Saint-Rédempteur and Vaudreuil, all in the county of Vaudreuil-Soulanges and to erect it into a new school municipality under the name of Vaudreuil, in the county of Vaudreuil-Soulanges.

February 19, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28115-9-2 760-01

Argenteuil (Prot.)

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Town of Lachute (Prot.), dans les comtés d'Argenteuil, Deux-Montagnes et Vaudreuil-Soulanges et Brownsburg (Prot.), dans le comté d'Argenteuil, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire, pour les protestants seulement, sous le nom de Argenteuil (Prot.), dans les comtés d'Argenteuil, Deux-Montagnes et Vaudreuil-Soulanges.

Québec, le 26 février 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

950-01

Cet avis remplace celui publié dans la volume 101, no 8, du 22 février 1969 à la page 1255, sous le titre « Lachute (Prot.) ».

28196-9-2-o

Princeville

Demande est fait d'annexer le territoire actuel des municipalités scolaires de Saint-Norbert-d'Arthabaska et de Saint-Louis-de-Blanford, dans le comté d'Arthabaska, à la municipalité scolaire de Princeville, dans le comté d'Arthabaska.

19 février 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28108-9-2-o 010-03

Normandie

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Mékinac, Saint-Adelphe, Saint-Roch-de-Mékinac, Saint-Séverin, Saint-Timothée et Saint-Tite, toutes dans le comté de Laviolette ainsi que des municipalités scolaires de Montauban-les-Mines, Notre-Dame-des-Anges-de-Montauban et Saint-Rémi-du-Lac-aux-Sables, toutes dans le comté de Portneuf et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Normandie, dans les comtés de Laviolette et Portneuf.

19 février 1969.

Le ministre de l'Éducation.
JEAN-GUY CARDINAL.

28106-9-2-o 510-02

Sainte-Brigide Diss.

Demande est faite d'annexer le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Sainte-Brigide, dans le comté d'Iberville à celui sous le contrôle des syndics d'écoles pour la municipalité de Farnham, dans le comté de Missisquoi.

Février 19, 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28109-9-2-o 900-01

Chaudière-Etchemin

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Charny, Ste-Hélène-de-Breakeyville, St-Henri-de-Lauzon, St-Lambert, St-Romuald-d'Etchemin et Très-St-Rédempteur, toutes dans le comté de Lévis, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de « Chaudière-Etchemin », dans le comté de Lévis.

Québec, le 3 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28272-10-2-o 750-04

Argenteuil (Prot.)

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of the Town of Lachute (Prot.), in the counties of Argenteuil, Two-Mountains and Vaudreuil-Soulanges and Brownsburg (Prot.) in the county of Argenteuil, and to erect it into a new school municipality, for Protestants only, under the name of Argenteuil (Prot.) in the counties of Argenteuil, Two-Mountains and Vaudreuil-Soulanges.

Québec, February 26, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

950-01

This notice replaces the one published in volume 101, No. 8, on February 22, 1969 on page 1255, under the heading of "Lachute (Prot.)".

28196-9-2

Princeville

Application is made to annex the present territory of the school municipalities of Saint-Norbert-d'Arthabaska and Saint-Louis-de-Blanford, in the county of Arthabaska, to the school municipality of Princeville, in the county of Arthabaska.

February 19, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28108-9-2 010-03

Normandie

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of Mékinac, Saint-Adelphe, Saint-Roch-de-Mékinac, Saint-Séverin, Saint-Timothée and Saint-Tite, all in the county of Laviolette as well as the school municipalities of Montauban-les-Mines, Notre-Dame-des-Anges-de-Montauban and Saint-Rémi-du-Lac-aux-Sables, all in the county of Portneuf and to erect it into a new school municipality under the name of Normandie, in the counties of Laviolette and Portneuf.

February 19, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28106-9-2 510-02

Sainte-Brigide Diss.

Application is made to annex the municipalities now under the jurisdiction of the school trustees for the municipalities of Sainte-Brigide, in the county of Iberville to that under the supervision of the school trustees for the municipality of Farnham, in the county of Missisquoi.

February 19, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28109-9-2 900-01

Chaudière-Etchemin

A request is made to amalgamate the actual territory of the school municipalities of Charny, Ste-Hélène-de-Breakeyville, St-Henri-de-Lauzon, St-Lambert, St-Romuald-d'Etchemin and Très-St-Rédempteur, all in the county of Lévis, and to erect it into a new school municipality under the name of "Chaudière-Etchemin".

Québec, March 3, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28272-10-2 750-04

Sainte-Martine

Demande est faite d'annexer, pour les catholiques seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de Très-Saint-Sacrement (cath), dans le comté de Châteauguay, à la municipalité scolaire de Sainte-Martine, dans le comté de Châteauguay.

Février 19, 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28110-9-2-o 780-03

Compton-Waterville (Prot.)

Demande est faite d'annexer, pour les protestants seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de Compton-Waterville (Prot.), dans le comté de Compton, à la municiaplité scolaire de Lennoxville, dans le comté de Sherbrooke.

Québec, le 28 février 1969.

Le ministre de l'Éducation,
28273-10-2-o JEAN-GUY CARDINAL.

St-Étienne-de-Chelsea

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Étienne-de-Chelsea, dans le comté de Gatineau, les lots 19 à 28 inclusivement du rang VII et les lots 22 à 28 inclusivement du rang VIII du cadastre officiel du canton de Hull, pour les annexer, pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire d'Aylmer-Rapides-des-Chênes, dans le comté de Gatineau.

Québec, le 26 février 1969.

Le ministre de l'Éducation,
28212-10-2-o JEAN-GUY CARDINAL.

Dolbeau

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de la ville de Dolbeau, Notre-Dame-de-Lorette, St-Eugène et St-Stanislas, dans le comté de Roberval, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de « Dolbeau », dans le comté de Roberval.

Québec, le 3 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28274-10-2-o 495-03

Hereford Diss.

Demande est faite d'annexer, pour les protestants seulement, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Hereford, dans le comté de Stanstead, à la municipalité scolaire de Stanstead County (Prot.), dans les comtés de Stanstead et Compton.

Québec, le 28 février 1969.

Le ministre de l'Éducation,
28275-10-2-o JEAN-GUY CARDINAL.

La Vallière

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Rivière-au-Doré, St-Félicien et St-Méthode, dans le comté de Roberval, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de « La Vallière », dans le comté de Roberval.

Québec, le 3 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28276-10-2-o 495-02

Sainte-Martine

Application is made to annex, for Catholics only, the present territory of the school municipality of Très-Saint-Sacrement (Cath.), in the county of Châteauguay, to the school municipality of Sainte-Martine, in the county of Châteauguay.

February 19, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28110-9-2 780-03

Compton-Waterville (Prot.)

A request is made to annex, for Protestants only, the actual territory of the school municipality of Compton-Waterville (Prot.), in the county of Compton, to the school municipality of Lennoxville, in the county of Sherbrooke.

Québec, February 28, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
28273-10-2 *Minister of Education.*

St-Étienne-de-Chelsea

Application is made to detach from the school municipality of St-Étienne-de-Chelsea, in the county of Gatineau, lots 19 to 28 inclusively on range VII and lots 22 to 28 inclusively on range VIII in the official cadastre of the townships of Hull, to annex them, for Catholics only, to the school municipality of Aylmer-Rapides-des-Chênes, in the county of Gatineau.

Québec, February 26, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
28212-10-2 *Minister of Education.*

Dolbeau

A request is made to amalgamate the actual territory of the school municipalities of the town of Dolbeau, Notre-Dame-de-Lorette, St-Eugène and St-Stanislas, in the county of Roberval, and to erect it into a new school municipality under the name of "Dolbeau", in the county of Roberval

Québec, March 3, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28274-10-2 495-03

Hereford Diss.

A request is made to annex, for Protestants only, the territory actually under the jurisdiction of school trustees for the municipality of Hereford, in the county of Stanstead, to the school municipality of Stanstead County (Prot.), in the counties of Stanstead and Compton.

Québec, February 28, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
28275-10-2 *Minister of Education.*

La Vallière

A request is made to amalgamate the actual territory of the school municipalities of Rivière-au-Doré, St-Félicien and St-Méthode, in the county of Roberval, and to erect it into a new school municipality under the name of "La Vallière", in the county of Roberval.

Québec, March 3, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28276-10-2 495-02

L'Érablière

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Notre-Dame-de-Lourdes, St-Béatrix, Ste-Élizabeth, Ste-Émélie-de-l'Énergie, St-Félix-de-Valois et St-Jean-de-Matha, dans le comté de Joliette, et St-Zénon, dans le comté de Berthier, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de « L'Érablière », dans les comtés de Berthier et Joliette.

Québec, le 28 février 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28277-10-2-o 340-07

Les Écureuils

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Les Écureuils, dans le comté de Portneuf, à la municipalité scolaire de Donnacona, dans le comté de Portneuf.

Québec, le 28 février 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28278-10-2-o 740-02

Montcalm

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Duberger et Les Saules, dans le comté de St-Sauveur, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de « Montcalm », dans le comté de St-Sauveur.

Québec, le 3 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28279-10-2 130-01

Ristigouche

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Cross-Point (cath.), L'Alverne, Patapédia, St-André-de-Ristigouche, St-Alexis-de-Matapédia, St-Fidèle-de-Ristigouche, St-François-d'Assise, St-Laurent-de-Matapéida et Shoolbred diss., toutes dans le comté de Bonaventure, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de « Ristigouche », dans le comté de Bonaventure.

Québec, le 3 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28280-10-2-o 004-01

Roberval

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Roberval et St-François-de-Sales, dans le comté de Roberval, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de « Roberval », dans le comté de Roberval.

Québec, le 3 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28281-10-2-o 495-01

Ste-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Ste-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, dans le comté de Missisquoi, pour celui de « Cowansville », dans le comté de Missisquoi.

Québec, le 3 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28282-10-2-o 580-01

L'Érablière

A request is made to amalgamate the actual territory of the school municipalities of Notre-Dame-de-Lourdes, Ste-Béatrix, Ste-Élizabeth, Ste-Émélie-de-l'Énergie, St-Félix-de-Valois and St-Jean-de-Matha, in the county of Joliette, and and St-Zénon, in the county of Berthier, and to erect it into a new school municipality under the name of "L'Érablière", in the counties of Berthier and Joliette.

Québec, February 28, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28277-10-2 340-07

Les Écureuils

A request is made to annex the actual territory of the school municipality of Les Écureuils, in the county of Portneuf, to the school municipality of Donnacona, in the county of Portneuf.

Québec, February 28, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28278-10-2 740-02

Montcalm

A request is made to amalgamate the actual territory of the school municipalities of Duberger and Les Saules, in the county of St-Sauveur, and to erect it into a new school municipality under the name of "Montcalm", in the county of St-Sauveur.

Québec, March 3, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28279-10-2 130-01

Ristigouche

A request is made to amalgamate the actual territory of the school municipalitites of Cross-Point (Cath.), L'Alverne, Patapédia, St-André-de-Ristigouche, St-Alexis-de-Matépédia, St-Fidèle-de-Ristigouche, St-François-d'Assise, St-Laurent-de-Matapédia and Shoolbred diss., all in the county of Bonaventure, and to erect it into a new municipality under the name of "Ristigouche", in the county of Bonaventure.

Québec, March 3, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28280-10-2 004-01

Roberval

A request is made to amalgamate the actual territory of the school municipalities of Roberval and St-François-de-Sales, in the county of Roberval, and to erect it into a new school municipality under the name of "Roberval", in the county of Roberval.

Québec, March 3, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28281-10-2 495-01

Ste-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus

A request is made to change the name of the school municipality of Ste-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, in the county of Missisquoi, for that of "Cowansville", in the county of Missisquoi.

Québec, March 3, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28282-10-2 580-01

Vallée-de-Mistassini

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Mistassini, Péribonka, Ste-Élisabeth-de-Proulx, Ste-Jeanne-d'Arc et St-Ludger-de-Milot, toutes dans le comté de Roberval et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de « Vallée-de-Mistassini », dans le comté de Roberval.

Québec, le 28 février 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28283-10-2-o 495-04

Perron, Diss.

Demande est faite d'abolir la corporation des syndics d'écoles pour la municipalité de Perron, dans le comté d'Abitibi-Est.

Québec, le 5 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
28289-10-3-o JEAN-GUY CARDINAL.

Chelsea (Prot.)

Demande est faite d'ériger, pour les protestants seulement, en une novelle municipalité scolaire sous le nom de « Chelsea (Prot.) », dans le comté de Gatineau, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Saint-Étienne-de-Chelsea, dans le comté de Gatineau.

Québec, le 4 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28292-10-2-o 970-01

Commission scolaire régionale de l'Outaouais

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 580, en date du 26 février 1969, d'admettre les commissions scolaires de Davidson, et Aldfield-Sud, comté de Pontiac, dans la commission scolaire régionale de l'Outaouais.

Pour les fins de la représentation, la commission scolaire de Davidson est ajoutée au groupe des commissions scolaires de Campbell's Bay, Ste-Marie-de-Quyon, Chapeau, Fort-Coulonge « cath. », Calumet, Bryson, Clapham, Portage-du-Fort et Vinton; la commission scolaire de Aldfield-Sud est ajoutée au groupe des commissions scolaires de La Pèche, Limbour « cath. », St-Pierre-de-Wakefield, St-Étienne-de-Chelsea, Cantley et Farrellton.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1969.

Québec, le 4 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28293-o 610-05 et 610/06.

Commission scolaire régionale Meilleur

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 580, en date du 26 février 1969, d'admettre la commission scolaire de St-Joachim, comté de Shefford, dans la commission scolaire régionale Meilleur.

Pour les fins de la représentation, la commission scolaire de St-Joachim est ajoutée au groupe des commissions scolaires parmi lesquelles deux commissaires sont choisies.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1969.

Québec, le 4 mars 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

28293-o 520-02

Vallée-de-Mistassini

A request is made to amalgamate the actual territory of the school municipalities of Mistassini, Péribonka, Ste-Élisabeth-de-Proulx, Ste-Jeanne-d'Arc and St-Ludger-de-Milot, all in the county of Roberval and to erect it into a new school municipality under the name of "Vallée-de-Mistassini", in the county of Roberval.

Québec, February 28, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28283-10-2 495-04

Perron, Diss.

Application is made to abolish the corporation of school trustees for the municipality of Perron, in the county of Abitibi-East.

Québec, March 5, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL.
28289-10-3 *Minister of Education.*

Chelsea (Prot.)

Application is made to erect, for Protestants only, into a new school municipality under the name of "Chelsea (Prot.)", in the county of Gatineau, the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Saint-Étienne-de-Chelsea, in the county of Gatineau.

Québec, March 4, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28292-10-2 970-01

Commission scolaire régionale de l'Outaouais

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 580 dated February 26, 1969, to admit the school commissions of Davidson and Aldfield-South, in the county of Pontiac into the Outaouais.

For purposes of representation, the school commission of Davidson is added to the group of the school commissions of Campbell's Bay, Sainte-Marie-de-Quyon, Chapeau, Fort-Coulonge "cath.", Calumet, Bryson, Clapham, Portage-du-Fort and Vinton; the school commission of Aldfield-South is added to the group of school commissions of La Pèche, Limbour "cath.", Saint-Pierre-de-Wakefield, Saint-Étienne-de-Chelsea, Cantley and Farrellton.

This change shall take effect on July first, 1969.

Québec, March 4, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28293 610-05 and 610/06

Commission scolaire régionale Meilleur

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 580 dated February 26, 1969 to admit the school commission of Saint-Joachim, county of Shefford, into the Meilleur Regional School Board.

For purposes of representation, the school commission of Saint-Joachim is added to the group of school commissions amongst which two commissioners have been chosen.

This change shall take effect from and after July first, 1969.

Québec, March 4, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

28293 520-02

Lettres patentes

Office Municipal d'Habitation de Longueuil
Longueuil Municipal Housing Bureau

Avis est donné qu'en vertu de l'article 55 de la loi de la Société d'habitation du Québec (1966-1967, chapitre 55), le lieutenant-gouverneur a délivré, sous le grand sceau de la province, des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1969, constituant en corporation sans but lucratif: Marcel Robidas, économiste, 80, rue Marie Victorin, Longueuil, Jean-Jacques Lemieux, économiste, 80, rue Lareault, Longueuil, Jean-Pierre Renaud, employé civil, 86, rue Ste-Catherine, Longueuil, Jacques Bouchard, homme d'affaires, 224, boulevard Lafayette, Longueuil, L.-Paul Gagnon, gérant, 240, rue Victoria, Longueuil, Jean-G. Curzi, ingénieur et assistant-gérant, 386, boulevard de Normandie, Longueuil, et Réal Bélanger, greffier, 389, rue St-Jean, Longueuil, pour les fins suivantes:

Acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitations à loyer modique pour personnes à faible revenu.

Le siège social de la corporation est à Longueuil, district judiciaire de Longueuil.

Le sous-ministre des affaires municipales,
28213-o RICHARD BEAULIEU.

Office Municipal d'Habitation de Montréal
Montreal Municipal Housing Bureau

Avis est donné qu'en vertu de l'article 55 de la loi de la Société d'habitation du Québec (1966-1967, chapitre 55), le lieutenant-gouverneur a délivré, sous le grand sceau de la province, des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1969, constituant en corporation sans but lucratif: Guy-R. Legault, architecte, 1585, rue Bernard, Montréal, Jacques Filion, estimateur, 145, rue Brixton, St-Lambert et Roger Bélanger, comptable, 10,535, rue Tanguay, Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitations à loyer modique pour personnes à faible revenu.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des affaires municipales,
28213-o RICHARD BEAULIEU.

All Saints Mission

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des évêques catholiques romains, Statuts refondus, 1964, chapitre 304, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 21 janvier 1969, constituant en corporation « All Saints Mission ».

Le siège social de la corporation est situé à Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
28294 2-69 — 1467/17

Oeuvre Sacerdotale de Rimouski

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des évêques catholiques romains, Statuts refondus, 1964, chapitre 304, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 17 janvier 1969, constituant en corporation « Oeuvre Sacerdotale de Rimouski ».

Le siège social de la corporation est situé en la cité de Rimouski.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
28295-o 1-60 — 1467/30

Letters Patent

Office Municipal d'Habitation de Longueuil
Longueuil Municipal Housing Bureau

Notice is given that under Article 55 of the Québec Housing Corporation Act (1966-1967, chapter 55), the Lieutenant-Governor has issued letters patent under the Great Seal of the Province, bearing date the 6th, day of February 1969, incorporating as a non-profit corporation: Marcel Robidas, economist, 80 Marie Victorin Street, Longueuil, Jean-Jacques Lemieux, economist, 80 Lareault Street, Longueuil, Jean-Pierre Renaud, public servant, 86 Ste-Catherine Street, Longueuil, Jacques Bouchard, businessman, 224 Lafayette Boulevard, Longueuil, L.-Paul Gagnon, manager, 240 Victoria Street, Longueuil, Jean-G. Curzi, engineer and assistant manager, 386 de Normandie Boulevard, Longueuil and Réal Bélanger, city clerk, 389 St-Jean Street, Longueuil, for the following purposes:

To acquire, to construct and to administer low rental lodging buildings for persons of low income.

The head office of the corporation his at Longueuil, judicial district of Longueuil.

Deputy Minister of Municipal Affairs,
28213-o RICHARD BEAULIEU.

Office Municipal d'Habitation de Montréal
Montreal Municipal Housing Bureau

Notice is given that under Article 55 of the Québec Housing Corporation Act (1966-1967, chapter 55), the Lieutenant-Governor has issued letters patent under the Great Seal of the Province, bearing date the 6th, day of February 1969, incorporating as a non-profit corporation: Guy-R. Legault, architect, 1585 Bernard Street, Montreal, Jacques Filion, valuer, 145 Brixton Street, St-Lambert and Roger Bélanger, accountant, 10,535 Tanguay Street, Montreal, for the following purposes:

To acquire, to construct and to administer low rental lodging buildings for persons of low income.

The head office of the corporation his at Montreal, judicial district of Montreal.

Deputy Minister of Municipal Affairs,
28213-o RICHARD BEAULIEU.

All Saints Mission

Notice is given that, in virtue of Section 19 of the Roman Catholic Bishops Act, Revised Statutes, 1964, chapter 304, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: "All Saints Mission".

The head office of the corporation is situated at Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
28294-o 2-69 — 1467/17

Oeuvre Sacerdotale de Rimouski

Notice is given that, in virtue of section 19 of the Roman Catholic Bishops Act, Revised Statutes, 1964, chapter 304, letters patent, bearing date the 17th day of January 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province incorporating "Oeuvre Sacerdotale de Rimouski".

The head office of the corporation is situated at Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
28295 1-69 — 1467/30

Compagnies autorisées à faire des affaires

Acres Western Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Acres Western Limited », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. J.G.S. Thomson, 1860, édifice « Sun Life », Carré Dominion, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 1860, édifice « Sun Life », Carré Dominion, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 6-69 — 1465/34

Exxon Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Exxon Corporation », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. André Desjardins, 81, rue St-Pierre, suite 42, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 42, 81, rue St-Pierre, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 62-68 — 1465/42

Iberia Lineas Aereas de Espana, Sociedad Anonima

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Iberia Lineas Aereas de Espana, Sociedad Anonima », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Peter A. Van Westvenen, 1400 ouest, avenue des Pins, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28198 44-68 — 1465/46

Companies Licensed to do Business

Acres Western Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Acres Western Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. J.G.S. Thomson, 1860 Sun Life Building, Dominion Square, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 1860 Sun Life Building, Dominion Square, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 6-69 — 1465/34

Exxon Corporation

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Exxon Corporation", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. André Desjardins, 81 rue St-Pierre, Room 42, Québec.

The principal office of the company in the Province is at Room 42, 81 rue St-Pierre, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 62-68 — 1465/42

Iberia Lineas Aereas de Espana, Sociedad Anonima

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Iberia Lineas Aereas de Espana, Sociedad Anonima", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Peter A. Van Westvenen, 1400 Pine Avenue West, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28198-o 44-68 — 1465/46

Chartes — demandes d'abandon de

Hôtel Dorchester inc.

Avis est donné que « Hôtel Dorchester inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 5e jour de février 1969.

Le secrétaire,
RAPHAEL A. FLEMING.

28208

Charters — Application for Surrender of

Hôtel Dorchester inc.

Notice is hereby given that "Hôtel Dorchester inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 5th day of February, 1969.

RAPHAEL A. FLEMING,
Secretary.

28208-o

Achille Paquin inc.

Avis est donné que « Achille Paquin inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Val d'Or, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Val d'Or, ce 21ième jour de février 1969.

Le procureur de la compagnie,
28209-o ARMAND GILBERT, Notaire.

Pulp Associates Inc.

Avis est donné que « Pulp Associates Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Lachine, dans le district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 21e jour de février 1969.

Le secrétaire,
28210 GERALD JOSEPHSON.

A. & R. Investment Corp.

Avis est donné que « A. & R. Investment Corp. », une compagnie constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 25e jour de février 1969.

Les procureurs de la compagnie,
KAUFMAN, HOFFMAN, RESPITZ &
28204 SEDEROFF.

Atlas Plumbing & Heating Ltd.

Avis est donné que « Atlas Plumbing & Heating Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et cooperatives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce douzième jour du mois de février 1969.

Le procureur de la compagnie,
28205-o Me GUY FORTIER.

Italartigian Corporation

Prenez avis que la compagnie « Italartigian Corporation », corporation incorporée sous le Loi des Compagnies, et ayant son principal siège d'affaires dans la cité et le district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 25e jour de février 1969.

Le secrétaire,
28219-o JOSEPH DI CLEMENTI.

Achille Paquin inc.

Notice is hereby given that "Achille Paquin inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Val d'Or, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Val d'Or, this 21st day of February 1969.

ARMAND GILBERT, Notary,
28209-o *Attorney for the company.*

Pulp Associates Inc.

Notice is hereby given that "Pulp Associates Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office at the city of Lachine, in the District of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 21st day of February, 1969.

GERALD JOSEPHSON,
28210-o *Secretary.*

A. & R. Investment Corp.

Take notice that "A. & R. Investment Corp." a company incorporated under the Companies' Act and having its head office at the city and district of Montreal, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 25th day of February, 1969.

KAUFMAN, HOFFMAN, RESPITZ &
SEDEROFF,
28204-o *Attorneys for the Company.*

Atlas Plumbing & Heating Ltd.

Notice is hereby given that "Atlas Plumbing & Heating Ltd.", a corporation constituted under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Companies Act.

Dated in Montreal, this twelfth day of February, 1969.

Me GUY FORTIER,
28205 *Attorney for the Company.*

Italartigian Corporation

Notice is hereby given that "Italartigian Corporation", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 25th day of February, 1969.

JOSEPH DI CLEMENTI,
28219-o *Secretary.*

The Rifles Football Club Inc.
Le Club de Football Rifles inc.

La compagnie « The Rifles Football Club Inc.— Le Club de Football Rifles inc. », donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir l'abandon de sa charte.

Montréal, 6 février 1969.

Le secrétaire,
28206 ISADORE COHEN.

Les Travaux de Précision Delta ltée
Delta Prevision Works Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Les Travaux de Précision Delta ltée — Delta Precision Works Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de St-Léonard, district de Montréal, province de Québec, s'adressera au ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à St-Léonard, district de Montréal, ce 22 janvier 1969.

(Sceau) *Le président,*
28207-o GIOVANNI MOLINA.

Italcan Investment Corporation

Prenez avis que la compagnie « Italcan Investment Corporation », corporation incorporée sous la Loi des Compagnies, et ayant son principal siège s'affaires dans la cité et le district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 25e jour de février, 1969.

Le secrétaire,
28220-o JOSEPH DI CLEMENTI.

Ostigny & Julien inc.

Avis est donné que la compagnie « Ostiguy & Julien inc. », une corporation constituée en vertu de la loi des compagnies et ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Lesage dans le district de Terrebonne, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Saint-Jérôme, ce 10ième jour de février 1969.

Le procureur de la requérante,
28222-o Me RAYMOND LEGAULT, Notaire.

Riverview Gardens Inc.

Avis est donné que « Riverview Gardens Inc. », une compagnie constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Ville La Salle, district de Montréal, Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 25e jour de février 1969.

Les procureurs de la compagnie,
KAUFMAN, HOFFMAN, RESPITZ &
28224 SEDEROFF.

The Rifles Football Club Inc.
Le Club de Football Rifles inc.

"The Rifles Football Club Inc.— Le Club de Football Rifles inc.", hereby gives notice that it will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Provincie of Québec, for acceptance of the surrender of its charter.

Montreal, February 6, 1969.

ISADORE COHEN,
28206-o *Secretary.*

Les Travaux de Précision Delta ltée
Delta Precision Works Ltd.

Notice is hereby given that "Les Travaux de Précision Delta ltée — Delta Precision Works Ltd.", a corporation constituted under the first part of the Companies Act, and having its head office in the city of St. Léonard, district of Montreal, province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Dated at St. Léonard, district of Montreal, this January 22, 1969.

(Seal) GIOVANNI MOLINA,
28207 *President.*

Italcan Investment Corporation

Notice is hereby given that "Italcan Investment Corporation", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated in Montreal, this 25th day of February, 1969.

JOSEPH DI CLEMENTI,
28220-o *Secretary.*

Ostigny & Julien inc.

Notice is hereby given that "Ostiguy & Julien inc.", a corporation constituted under the Companies Act and having its head office and principal place of business in the Municipality of Lesage, in the district of Terrebonne, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at St. Jérôme, this 10th day of February 1969.

Me RAYMOND LEGAULT, Notary,
28222 *Attorney for Applicant.*

Riverview Gardens Inc.

Take notice that "Riverview Gardens Inc.", a company incorporated under the Companies' Act and having its head office at ville La Salle, district of Montreal, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 25th day of February, 1969.

KAUFMAN, HOFFMAN, RESPITZ &
SEDEROFF,
28224-o *Attorneys for the Company.*

Les Immeubles Elzéar Fortier limitée

Avis est donné que « Les Immeubles Elzéar Fortier limitée », corporation ayant son siège social en la cité de Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandon de sa charte.

Le procureur de la compagnie,
28221-o Me FRANÇOIS RAINVILLE, Notaire.

Queenlee Frocks Inc.

Avis est donné que « Queenlee Frocks Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte et l'annulation d'icelle à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Le président,
28223 FRED PACKER.

Rollon Co. Ltd.
Rollon Cie ltée

Avis est par les présentes donné que « Rollon Co. Ltd.— Rollon Cie ltée », dont le bureau principal est situé dans la municipalité de Hampstead, district de Montréal, province de Québec, fera une demande au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, Québec, ce 24e jour de février, 1969.

Le secrétaire-trésorier,
28225-o MAURICE WECHSLER.

Romacon (Québec) Inc.

Prenez avis que la compagnie « Romacon (Québec) Inc. », corporation incorporée sous la Loi des compagnies, et ayant son principal siège d'affaires dans la cité et le district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 25e jour de février, 1969.

Le secrétaire,
28226-o JOSEPH DI CLEMENTI.

Strand Mfg. Ltd.

Avis est donné que « Strand Mfg. Ltd. », s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 25 février 1969.

(Sceau) *Le secrétaire,*
28227 MORRIS BLOOMFIELD.

Payette & Payette Rotalith Inc.

Prenez avis que la compagnie « Payette & Payette Rotalith Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

St-Jean le 26 février 1969.

Les procureurs de la compagnie,
RANCOURT, ROY,
28263-o RENÉ & GRENIER.

Les Immeubles Elzéar Fortier limitée

Notice is hereby given that "Les Immeubles Elzéar Fortier limitée", corporation having its head office in the City of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Me FRANÇOIS RAINVILLE, Notary,
28221-o *Attorney for the Company.*

Queenlee Frocks Inc.

Notice is hereby given that "Queenlee Frocks Inc.", a corporation constituted under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

FRED PACKER,
28223-o *President.*

Rollon Co. Ltd.
Rollon Cie ltée

Notice is hereby given that "Rollon Co. Ltd.— Rollon Cie ltée", which has its head office in the town of Hampstead, district of Montreal, Province of Québec, will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Companies Act.

Montreal, Québec, this 24th day of February, 1969.

MAURICE WECHSLER,
28225-o *Secretary Treasurer.*

Romacon (Québec) Inc.

Notice is hereby given that "Romacon (Québec) Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated in Montreal, this 25th day of February, 1969.

JOSEPH DI CLEMENTI,
28226-o *Secretary.*

Strand Mfg. Ltd.

Notice is given that "Strand Mfg. Ltd.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, February 25, 1969.

(Seal) MORRIS BLOOMFIELD,
28227-o *Secretary.*

Payette & Payette Rotalith Inc.

Notice is hereby given that "Payette & Payette Rotalith Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

St-Jean, February 26, 1969.

RANCOURT, ROY,
RENÉ & GRENIER,
28263 *Attorneys for the Company.*

Interior Design Products Inc.

Avis est donné que « Interior Design Products Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 28e jour de février 1969.

Le procureur de la compagnie,
S. J. SMILEY.

28262

Interior Design Products Inc.

Notice is hereby given that "Interior Design Products Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office at the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 28th day of February 1969.

S. J. SMILEY,
Solicitor for the Company.

28262-o

Ricton Investments Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Ricton Investments Ltd. », ayant son bureau chef dans la cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 3e jour de février 1969.

Le secrétaire,
S. YAFFE.

28264-o

Ricton Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Ricton Investments Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 3rd day of February 1969.

S. YAFFE,
Secretary.

28264-o

960 Victoria Square Inc.

Avis est donné que « 960 Victoria Square Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 25e jour de février 1969.

Les procureurs de la requérante,
CHAIT, ARONOVITCH, SALOMON,
GELBER, REIS & BRONSTEIN.
Par E. DASWON.

28265

960 Victoria Square Inc.

Notice is hereby given that "960 Victoria Square Inc.", a corporation constituted under the Companies Act and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 25th day of February, 1969.

CHAIT, ARONOVITCH, SALOMON,
GELBER, REIS & BRONSTEIN,
Attorneys for applicants.
Per: E. DASWON.

28265-o

Divers
Compagnies

L'Association des Abattoirs Avicoles du Québec inc.

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 20 juin 1968, approuvé le règlement numéro 4 de « L'Association des Abattoirs Avicoles du Québec inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28233-o 5769-65

Chartered Fund Incorporated

Avis est donné que « Chartered Fund Incorporated » a changé le nombre de ses administrateurs, de 4 à 5.

Le secrétaire,
NAHUM GELBER.

28236 14029-61

Miscellaneous
Companies

L'Association des Abattoirs Avicoles du Québec inc.

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on June 20, 1968, approved by-law number 4 of "L'Association des Abattoirs Avicoles du Québec inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28233 5769-65

Chartered Fund Incorporated

Notice is given that "Chartered Fund Incorporated" has changed the number of its directors from 4 to 5.

NAHUM GELBER,
Secretary.

28236-o 14029-61

Besco Beauty Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 14 février 1969 le règlement numéro 26 de la compagnie « Beauty Equipment & Supply Co. Ltd. », changeant son nom en celui de « Besco Beauty Corp. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28234-o 1035-36

Besco Beauty Corp.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on February 14, 1969, approved the by-law No. 26 of the company "Beauty Equipment & Supply Co. Ltd.", changing its name into that of "Besco Beauty Corp.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28234 1035-36

Les Carrières et Excavations Bonneau, ltée

Avis est donné que la compagnie « Les Carrières et Excavations Bonneau, ltée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
GUY JOYAL.

28235-o 13107-54

Les Carrières et Excavations Bonneau, ltée

Notice is hereby given that "Les Carrières et Excavations Bonneau, ltée", has changed the number of its directors, from 3 to 5.

GUY JOYAL,
Secretary.

28235 13107-54

La Corporation de l'Hôpital d'Youville de Sherbrooke

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 3 février 1969, approuvé les règlements généraux de « La Corporation de l'Hôpital d'Youville de Sherbrooke », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28237-o 3580-68

La Corporation de l'Hôpital d'Youville de Sherbrooke

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, on February 3, 1969, approved the general by-laws of "La Corporation de l'Hôpital d'Youville de Sherbrooke", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28237 3580-68

Cosmos Productions Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 11 février 1969 le règlement seize de la compagnie « Hellas Production Ltd. », changeant son nom en celui de « Cosmos Productions Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28238-o 3569-66

Cosmos Productions Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on February 11, 1969, approved the by-law sixteen of the company "Hellas Production Ltd.", changing its name into that of "Cosmos Productions Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28238-o 3569-66

Fred's Service Station Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 17 février 1969 le règlement Spécial « C » de la compagnie « Fred's B. A. Service Station Inc. », changeant son nom en celui de « Fred's Service Station Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28239 11644-62

Fred's Service Station Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on February 17, 1969, approved the Special by-law "C" of the company "Fred's B. A. Service Station Inc.", changing its name into that of "Fred's Service Station Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

28239-o 11644-62

Ideal Bedspread Company

Avis est donné que « Ideal Bedspread Company », a changé le nombre de ses administrateurs, de 3 à 5.

Le secrétaire,
HARVEY KATZ.

28240 7019-41

Ideal Bedspread Company

Notice is given that "Ideal Bedspread Company", has changed the number of its directors from 3 to 5.

HARVEY KATZ,
Secretary.

28240-o 7019-41

Lake Copper Ltd. (No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie « Lake Copper Ltd. » (No Personal Liability) a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
MIRIAM ULLMAN.

28242-o 1451-68

Lake Copper Ltd. (No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Lake Copper Ltd." (No Personal Liability) has changed the number of its directors, from 5 to 3.

MIRIAM ULLMAN,
Secretary.

28242 1451-68

Maison Alepin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 14 février 1969 le règlement numéro 4 de la compagnie « La Maison Alepin inc. », changeant son nom en celui de « Maison Alepin inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28244 3834-68

Merix Stores Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 18 février 1969 le règlement numéro C de la compagnie « Medix Stores Inc. », changeant son nom en celui de « Merix Stores Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28245 2541-68

Musée des Beaux-Arts de Montréal
The Montreal Museum of Fine Arts

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 12 février 1969 le règlement spécial « T » de la corporation « The Montreal Museum of Fine Arts », changeant son nom en celui de « Musée des Beaux-Arts de Montréal — The Montreal Museum of Fine Arts ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28246 510-69

Samson, Bélair Riddell Stead Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 20 février 1969 le règlement spécial « A » de la compagnie « Samson, Bélair, Simpson, Riddell Inc. », changeant son nom en celui de « Samson, Bélair Riddell Stead Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28247-o 3580-66

Villa Notre-Dame de l'Érablière

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 12 février 1969, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de la corporation « Villa Notre-Dame de l'Érablière », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28248-o 2744-68

Centre de Psycho-Éducation du Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 20 février 1969 le règlement numéro 3 (1968) de la corporation « Centre de Formation d'Éducateurs Spécialisés », changeant son nom en celui de « Centre de Psycho-Éducation du Québec ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

28296-o 14110-62

Maison Alepin inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on February 14, 1969, approved the by-law No. 4 of the company "La Maison Alepin inc.", changing its name into that of "Maison Alepin inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28244-o 3834-68

Merix Stores Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on February 18, 1969, approved the by-law No. C of the company "Medix Stores Inc.", changing its name into that of "Merix Stores Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28245-o 2541-68

Musée des Beaux-Arts de Montréal
The Montreal Museum of Fine Arts

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on February 12, 1969, approved the Special by-law "T" of the corporation "The Montreal Museum of Fine Arts", changing its name into that of "Musée des Beaux-Arts de Montréal — The Montreal Museum of Fine Arts".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28246-o 510-69

Samson, Bélair Riddell Stead Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on February 20, 1969, approved the Special by-law "A" of the company "Samson, Bélair, Simpson, Riddell Inc.", changing its name into that of "Samson, Bélair Riddell Stead Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28247-o 3580-66

Villa Notre-Dame de l'Érablière

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on February 12, 1969, approved by-law number 1, (general by-laws) of the corporation "Villa Notre-Dame de l'Érablière", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28248 2744-68

Centre de Psycho-Éducation du Québec

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on February 20, 1969, approved the by-law No. 3 (1968) of the corporation "Centre de Formation d'Éducateurs Spécialisés", changing its name into that of "Centre de Psycho-Éducation du Québec".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

28296-o 14110-62

Kaycee Industries Ltd.

Avis est donné que « Kaycee Industries Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
L. SEGAL.

28241 3384-44

Kaycee Industries Ltd.

Notice is given that "Kaycee Industries Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

L. SEGAL,
Secretary.

28241-o 3384-44

Sièges sociaux

L'Association des Abattoirs Avicoles du Québec inc.

Avis est donné que « L'Association des Abattoirs Avicoles du Québec inc. » a changé son siège social du numéro 1273, rue Chambly, Ste-Foy, au numéro 10819, rue St-Denis, Montréal.

Le secrétaire-trésorier,
LOUIS J. MALTAIS.

28233-o 5769-65

Les Carrières et Excavations Bonneau, ltée

Avis est donné que la compagnie « Les Carrières et Excavations Bonneau, ltée » a changé son siège social de St-Lambert, à Montréal.

Le secrétaire,
GUY JOYAL.

28235-o 13107-54

B. R. C. E. inc.

Avis est donné que la compagnie « B. R. C. E. inc. » a changé son siège social de Saint-Laurent, au numéro 676, avenue Outremont, Outremont.

Le secrétaire,
JACQUES VALLÉE.

28249-o 2831-68

Barden Limited

Avis est donné que la compagnie « Barden Limited » a changé son siège social du numéro 800, carré Victoria, Montréal, au numéro 525, Lakeshore Road, Beaconsfield.

Le président,
WILLIAM E. BARNES.

28250-o 12200-62

Microwave Instruments & Components Inc.

Avis est donné que la compagnie « Microwave Instruments & Components Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 janvier 1969 et ayant son siège social à St-Léonard, a établi son bureau au 6600, rue Bombardier, St-Léonard, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 29 janvier 1969.

Le président,
ROGER GENTNER.

28251-o 5730-68

Univers Sport inc.

Avis est donné que la compagnie « Univers Sport inc. » a changé son siège social de Montréal, au numéro 5901, Trans-Canada, Pointe-Claire.

Le secrétaire,
YVES AUBRY.

28252-o 12452-62

Head Offices

L'Association des Abattoirs Avicoles du Québec inc.

Notice is hereby given that "L'Association des Abattoirs Avicoles du Québec inc.", has changed its head office from 1273 Chambly Street, Ste-Foy, to 10819 St-Denis Street, Montreal.

LOUIS J. MALTAIS,
Secretary Treasurer.

28233 5769-65

Les Carrières et Excavations Bonneau, ltée

Notice is hereby given that "Les Carrières et Excavations Bonneau, ltée" has changed its head office, from St-Lambert to Montreal.

GUY JOYAL,
Secretary.

28235 13107-54

B. R. C. E. inc.

Notice is hereby given that "B. R. C. E. inc." has changed its head office from Saint-Laurent to number 676 Outremont Ave., Outremont.

JACQUES VALLÉE,
Secretary.

28249 2831-68

Barden Limited

Notice is given that "Barden Limited" has transferred its head office from 800 Victoria Square, Montreal to 525 Lakeshore Road, Beaconsfield.

WILLIAM E. BARNES,
President.

28250-o 12200-62

Microwave Instruments & Components Inc.

Notice is hereby given that "Microwave Instruments & Components Inc.", incorporated by letters patent dated January 15, 1969, and having its head office at St-Léonard, has established its office at 6600 Bombardier Street, St-Léonard, district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, January 29, 1969.

ROGER GENTNER,
President.

28251 5730-68

Univers Sport inc.

Notice is hereby given that "Univers Sport inc." has changed its head office from Montreal, to number 5901 Trans-Canada, Pointe-Claire.

YVES AUBRY,
Secretary.

28252 12452-62

Associations coopératives

Association Coopérative d'Établissement Saguenay-Lac St-Jean

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Association Coopérative d'Établissement Saguenay-Lac St-Jean ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Chicoutimi, Québec, dans le district électoral de Chicoutimi.

Québec, le 24 février 969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

28217-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Association Coopérative Étudiante du Collège Athuntsic

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement spécial, adopté le 29 août 1968, de l'association coopérative « Association Coopérative Étudiante du Collège Saint-Ignace », changeant son nom en celui de « Association Coopérative Étudiante du Collège Ahuntsic ».

Québec, le 25 février 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

28218-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

L'Association Coopérative Régionale Co-Op-Habitat Centre du Québec

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « L'Association Coopérative Régionale Co-Op Habitat Centre du Québec ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Victoriaville, Québec, dans le district électoral d'Arthabaska.

Québec, le 27 février 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

28243-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Cooperative Associations

Association Coopérative d'Établissement Saguenay-Lac St-Jean

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "Association Coopérative d'Établissement Saguenay-Lac St-Jean".

The head office of this cooperative association is situated at Chicoutimi, Québec, in the electoral district of Chicoutimi.

Québec, February 24, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
28217 *Companies and Cooperatives.*

Association Coopérative Étudiante du Collège Athunsic

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law adopted on August 29, 1968, of the "Association Coopérative Étudiante du Collège Saint-Ignace", changing its name into that of "Association Coopérative Étudiante du Collège Ahuntsic".

Québec, February 25, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
28218 *Companies and Cooperatives.*

L'Association Coopérative Régionale Co-Op-Habitat Centre du Québec

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the Cooperative Association "L'Association Coopérative Régionale Co-Op-Habitat Centre du Québec".

The head office of this cooperative association is situated in Victoriaville, Québec, in the electoral district of Arthabaska.

Québec, February 27, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
28243 *Companies and Cooperatives.*

Ventes d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Railway Company

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le dernier jour de novembre 1967, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par Fraser Brother (Canada) Limited, 4950 de la Savane, Montréal, à DIX heures de l'avant-midi, LUNDI, le TRENTE ET UNIÈME (31ième) jour de MARS 1969, conformément à la loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 24 janvier 1969.

Canadian Pacific Railway Company,

Par le gérant du Service des Postes et Bagages,

27786-5-6-o W. G. WRIGHT.

Sales of Unclaimed Baggage

Canadian Pacific Railway Company

Notice is hereby given that all baggage received prior to the thirtieth day of November 1967, and still remaining unclaimed in the offices of Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Fraser Brothers (Canada) Limited, auctioneers, at 4950 de la Savane, Montreal, at TEN o'clock in the forenoon, on MONDAY, the THIRTY-FIRST (31st) day of MARCH 1969, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 24, 1969.

Canadian Pacific Railway Company.

Per: W. G. WRIGHT,
Manager, Mail and Baggage Traffic.

27786-5-6-o

Ministère des Richesses naturelles

Department of Natural Resources

Avis de revocation de concessions minières

Avis est présentement donné, conformément aux articles 202, 204 et 205 de la Loi des mines (chapitre 34 des lois de 1965, deuxième session, modifiée par le chapitre 36 des lois de 1968) permettant au ministre des Richesses naturelles de révoquer toute concession minière pour défaut de paiement de la taxe annuelle de $1 l'acre prévue à l'article 119 de ladite loi, que les concessions minières ci-dessous décrites seront révoquées en faveur de la couronne si, quatre-vingt-dix (90) jours après la dernière publication du présent avis, la taxe due et les frais de publication n'ont pas été payés:

Notice of Revocation of Mining Concessions

Notice is hereby given, pursuant to sections 202, 204 and 205 of the Mining Act (chapter 34 of the Statutes of 1965, second Session, amended by chapter 36 of the Statutes of 1968) enabling the Minister of Natural Resources to revoke any mining concession for failure to pay the annual tax of $1 per acre provided for in section 119 of the said Act, that the hereunder mining concessions will be revoked in favor of the Crown if, ninety (90) days after the last publication of the present notice, the tax due and the cost of publication have not been paid:

District électoral Electoral District	Canton ou paroisse Township or Parish	Numéro de la conc. Conc. number	Lot ou bloc Lot or Block	Sup. acres. Area in acres	Date de la conc. Date of conc.	Date lettres patentes Date of letters Patent
Abitibi-Est-East	Bourlamaque	209	Bloc-Block 15	49	20/4/1927	29/3/1938
Abitibi-Est-East	Bourlamaque	300	Blocs-Blocks 49, 50 et-and 51	100	27/5/1938	22/11/1941
Abitibi-Est-East	Joutel	485	Bloc-Block 1	925	13/4/1962	.....
Abitibi-Est-East	Tiblemont	282	Blocs-Blocks 1 à-to 17	943	17/11/1936	23/6/1937
Beauharnois	Par.-de-of St-Clément	509	Lots 305-8 et-and 307-1	12	5/3/1964	.....
Dubuc	Bourget	129	Demie sud des lots 44 et 45, rang I.— South half of lots 44 and 45, Range I	125	13/11/1919	2/12/1926
Frontenac	Risborough	455	Demie nord-est du lot de cadastre No 8-B correspondant à la demie sud-est de la demie nord-est du lot 8 primitif.— Northeast half of cadastral lot No 8-B corresponding to southeast half of the northeast half of primitive lot 8	52	30/7/1959	25/10/1961
Gatineau	Wakefield	328	Quart sud-ouest du lot 25, 50 rang V.— Southwest quarter of lot 25, Range V	50	29/1/1943	.....
Kamouraska	Par. de St- Germain	111	Un bloc de terrain faisant 64 partie de la grève du fleuve St-Laurent situé en front des lots 54 à 59 de la paroisse de St-Louis de Kamouraska, maintenant St-Germain de Kamouraska.— A parcel of land being part of the St. Lawrence Beach located in front of lots 54 to 59 of the parish of St. Louis of Kamouraska	64	1/8/1918	31/7/1920
Labelle	Joly	259	Lots 15, 16 r. J	186	22/3/1932	22/7/1943
Labelle	Joly	470	Demie est-east du lot 20, r. N	44	3/11/1960	10/6/1963
Labelle	Lynch	396	Lot 27, r. IV	105	22/3/1952	4/5/1957
Papineau	Derry	303	Demie nord du lot 1, rang V.— North half of lot 1, Range V	43	8/8/1938	17/5/1940
Portneuf	Par. de-of Deschambault	480	Lots 291-1, 291-2, 291-3, 292-1, 292-2, 293-1, 293-2, 293-3 et and partie-part des-of lots 523 et-and 524 chemin de fer-railway	49	31/7/1961	7/10/1963
Rouyn-Noranda	Beauchastel	256	Blocs-Blocks 153, 154, 155 et-and 156	599	15/11/1931	25/5/1944
Rouyn-Noranda	Beauchastel	P. 261	Partie est du bloc 157, blocs H, J, partie nord du bloc M, partie sud-est du bloc O et les bocks U et V.— East part of block 157, blocks H, J, north part of block M, southeast part of block O and blocks U and V	686	11/7/1932	18/8/1932
Rouyn-Noranda	Beauchastel	P. de-of 271	Blocs-Blocks S, R et-and partie-part sud-south du-of block M	321	26/11/1934	19/3/1935
Rouyn-Noranda	Beauchastel	P. de-of 293	Partie sud des blocs 18 et 19-South part of blocks 18 and 19	153	29/10/1937	16/8/1938
Rouyn-Noranda	Dasserat	154	Bl. E	44	29/8/1924	19/9/1925
Rouyn-Noranda	Dufresnoy	192	Bls. 64 et-and 65	56	18/12/1926	.....
Rouyn-Noranda	Rouyn	279	Bl. 197	194	27/11/1935	22/6/1937
Témiscamingue	Gaboury	511	Lots 49, 50 et-and 51 r. III	300	8/6/1964	.....

Les terrains qui auront été révoqués pourront ensuite faire l'objet de permis spéciaux ou encore être rouverts au jalonnement.

Québec, le 25 février 1969.

Le sous-ministre,
P. E. AUGER.

28200-10-2-o

The lands that will be revoked will then be available for the issuance of special licences or be reopened to staking.

Québec, February 25, 1969.

P. E. AUGER,
Deputy Minister.

28200-10-2-o

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Paroisse de Charlesbourg

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, municipalité de la ville de Notre-Dame des Laurentides, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 40-17-3 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 février 1969.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

28284-o

Partie du canton de Devlin

Cadastre officiel d'une partie du canton de Devlin, division d'enregistrement de Témiscamingue.

Avis est par la présente donné que le Bloc « A » est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 avril 1968.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

28284-o

Paroisse du Sault-au-Récollet

Cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, municipalité de la cité de Montréal-Nord, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 8-24, 8-25, 8-55, 8-56, 8-57, 8-63, 8-64, 8-65 et la partie restante des lots 8-28 et 8-87 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 février 1969.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

28284-o

Paroisse de Ste-Julie

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Julie, municipalité de la paroisse de Ste-Julie, division d'enregistrement de Verchères.

Avis est par la présente donné que les lots 319-22 et 319-23 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 février 1969.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

28284-o

Canton de Tremblay

Cadastre officiel du canton de Tremblay, municipalité du village de St-Honoré, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 75-1, 75-2, 75-11 à 75-15, 76-65 à 76-69 du rang VIII sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er février 1969.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

28284-o

Department of Lands and Forests
Cadastre

Parish of Charlesbourg

Official cadastre of the parish of Charlesbourg, municipality of the town of Notre-Dame des Laurentides, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lot 40-17-3 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, February 12, 1969.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

28284-o

Part of Township of Devlin

Official cadastre of one part of township of Devlin, registration division of Témiscamingue.

Notice is hereby given that Block "A" is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 3, 1968.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

28284-o

Parish of Sault-au-Récollet

Official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet, municipality of the city of Montréal-Nord, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 8-24, 8-25, 8-55, 8-56, 8-57, 8-63, 8-64, 8-65 and the remaining part of lots 8-28 and 8-87 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, February 5, 1969.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

28284-o

Parish of Ste-Julie

Official cadastre of the parish of Ste-Julie, municipality of the parish of Ste-Julie, registration division of Verchères.

Notice is hereby given that lots 319-22 and 319-23 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, February 24, 1969.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

28284-o

Township of Tremblay

Official cadastre of township of Tremblay, municipality of village of St-Honoré, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 75-1, 75-2, 75-11 to 75-15, 76-65 to 76-69 range VIII are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, February 1, 1969.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

28284-o

Nominations

Présidents d'élection

Il a plû à son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, par commission sous le grand sceau, de faire, pour remplir la charge de présidents d'élection, les nominations suivantes:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile
Abitibi-est	Bédard, J.-Eugène (1)	Marchand—Merchant	Val d'Or.
Roberval	Tremblay, Ludger (2)	Agent d'immeubles— Real Estate Agent	Roberval.

(1) En remplacement de monsieur Clément Fontaine, démissionnaire.—In place of Mr. Clément Fontaine, resigner.
(2) En remplacement de monsieur Gérard Riverin, démissionnaire.—In place of Mr. Gérard Riverin, resigner.

Québec, le 28 février 1969.
Le président général des élections,
28260-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 129, en date du 15 janvier 1969, M. Roch Lefebvre, de la ville de Québec, éditeur officiel du Québec, à compter du 1er janvier 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
28198-o 3100-3

Appointments

Returning-Officers

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officers, the persons whose name follows:

Québec, February 28th, 1969.
FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
28260 *Chief Returning-Officer.*

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to appoint, by Order in Council number 129, dated January 15, 1969, Mr. Roch Lefebvre, of the city of Québec, Québec Official Publisher, from and after January 1, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
28198 3100-3

Syndicats professionnels

Association Professionnelle des Garagistes Spécialisés de la Mauricie

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association Professionnelle des Garagistes Spécialisés de la Mauricie », a été autorisée par le secrétaire de la province le 5 février 1969.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Québec, le 6 février 1969.
Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
28253-o 85-68

Le Syndicat National des Employés de la Compagnie Électrique du Saguenay

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 12 février 1969, décrété la fin de l'existence corporative de « Le Syndicat National des Employés de la Compagnie Électrique du Saguenay », dont la constitution a été autorisée le 7 février 1957, et dont le siège social est situé à Chicoutimi, et ce, en vertu de l'article 25 de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 14 février 1969.
Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
28258-o 157-57

Professional Syndicates

Association Professionnelle des Garagistes Spécialisés de la Mauricie

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association Professionnelle des Garagistes Spécialisés de la Mauricie", has been authorized by the Provincial Secretary on February 5, 1969.

The head office of the said professional syndicate is situated at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Québec, February 6, 1969.
RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
28253 85-68

Le Syndicat National des Employés de la Compagnie Électrique du Saguenay

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on February 12, 1969, enacted the termination of the corporate existence of "Le Syndicat National des Employés de la Compagnie Électrique du Saguenay", the incorporation of which was authorized on February 7, 1957, and the head office of which is situated in Chicoutimi, and such, pursuant to section 25 of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Québec, February 14, 1969.
RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
28258 157-57

La Fédération de L'U. C. C. du Diocèse d'Amos

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 12 février 1969, décrété la fin de l'existence corporative de « La Fédération de L'U.C.C. du Diocèse d'Amos », dont la constitution a été autorisée le 9 août 1946, et dont le siège social est situé à Amos, et ce, en vertu de l'article 25 de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Conformément au paragraphe *d*) de l'article 24 de la Loi des syndicats professionnels, le solde de l'actif est affecté à la fédération de l'U.C.C. du nord-ouest.

Québec, le 14 février 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

28254-o 2664-46

La Fédération de L'U. C. C. de Témiscamingue

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 11 février 1969, décrété la fin de l'existence corporative de « La Fédération de L'U.C.C. de Témiscamingue », dont la constitution a été autorisée le 18 octobre 1946, et dont le siège social est situé à Guigues, et ce, en vertu de l'article 25 de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Conformément au paragraphe *d*) de l'article 24 de la Loi des syndicats professionnels, le solde de l'actif est affecté à la fédération de l'U.C.C. du nord-ouest.

Québec, le 17 février 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

28255-o 3480-46

La Fédération des Instituteurs Catholiques du Diocèse de Montréal

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 10 février 1969, décrété la fin de l'existence corporative de « La Fédération des Instituteurs Catholiques du Diocèse de Montréal », dont la constitution a été autorisée le 19 novembre 1952, et dont le siège social est situé à Montréal, et ce, en vertu de l'article 25 de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Conformément au paragraph *d*) de l'article 24 de la Loi des syndicats professionnels, le solde de l'actif est affecté aux oeuvres similaires que constituent la fédération des enseignants de Laval soit 20% et la fédération des enseignants de l'Ile de Montréal soit 80%.

Québec, le 17 février 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

28256-o 2644-52

Syndicat Catholique et National des Employés Municipaux de la Cité de Joliette

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 10 février 1969, décrété la fin de l'existence corporative du « Syndicat Catholique et National des Employés Municipaux de la Cité de Joliette », dont la constitution, a été autorisée le 9 septembre 1946, et dont le siège social est situé à Joliette, et ce, en vertu de l'article 25 de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

La Fédération de L'U. C. C. du Diocèse d'Amos

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on February 12, 1969, enacted the termination of the corporate existence of "La Fédération de L'U.C.C. du Diocèse d'Amos", the incorporation of which was authorized on August 9, 1946, and the head office of which is situated in Amos, and such, pursuant to section 25 of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Pursuant to paragraph (*d*) of section 24 of the Professional Syndicates Act, the balance of the assets is transferred to "La Fédération de l'U.C.C. du nord-ouest".

Québec, February 14, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

28254 2664-46

La Fédération de L'U. C. C. de Témiscamingue

Notice is given that the Provincial Secretary enacted, on February 11, 1969, the termination of the corporate existence of "La Fédération de L'U.C.C. de Témiscamingue" whose incorporation was authorized on October 18, 1946, and whose head office is situated at Guigues, and such, pursuant to section 25 of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

In accordance with Paragraph (*d*) of section 24 of the Professional Syndicates Act, the remaining assets must be devoted to La fédération de l'U.C.C. du nord-ouest.

Québec, February 17, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

28255 3480-46

La Fédération des Instituteurs Catholiques du Diocèse de Montréal

Notice is given that the Provincial Secretary has enacted, on February 10, 1969, the termination of the corporate existence of "La Fédération des Instituteurs Catholiques du Diocèse de Montréal", whose incorporation was authorized on November 19, 1952, and whose head office is situated at Montreal, and such, pursuant to section 25 of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

In accordance with paragraph (*d*) of section 24 of the Professional Syndicates Act, the remaining assets must be devoted to similar undertakings as are La fédération des enseignants de Laval, that is 20%, and La fédération des enseignants de l'Ile de Montréal, that is 80%.

Québec, February 17, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

28256 2644-52

Syndicat Catholique et National des Employés Municipaux de la Cité de Joliette

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 10, 1969, decreed the end of the corporate existence of "Syndicat Catholique et National des Employés Municipaux de la Cité de Joliette", the incorporation of which was authorized on September 9, 1946, and the head office of which is situated in Joliette, and, such, pursuant to section 25 of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, Chapter 146.

Conformément au paragraphe *d*) de l'article 24 de la Loi des syndicats professionnels, le solde de l'actif est affecté au Syndicat Canadien de la Fonction Publique, section locale 1152.

Québec, le 18 février 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

28257-o 3043-46

Pursuant to paragraph (*d*) of section 24 of the Professional Syndicates Act, the remaining of the assets are devoted to "Syndicat Canadien de la Fonction Publique, section local 1152.

Québec, February 18, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

28257 3034-46

Ministère de la Voirie

Avis

Les chemins ci-après désignés ne seront plus, à l'avenir, entretenus par le ministère de la Voirie.

Dans la municipalité de Saint-Jean-de-Brébeuf, comté de Mégantic, l'ancien chemin du onzième rang situé vis-à-vis des lots 654 et 654A du rang XII, sur une longueur de 1,010 pieds.

Dans la paroisse de Saint-Esprit, comté de Montcalm, l'ancienne route no 41, à partir de la nouvelle route 41 jusqu'à l'intersection du Chemin des Continuations, sur une longeur de 6,069 pieds.

Dans le comté de Nicolet:

1° Dans la municipalité de Saint-Wenceslas, deux parties de l'ancien chemin Saint-Sylvère: une partie vis-à-vis des lots P-108, 109, 110, P-121 et 127, sur une longueur de 1,160 pieds; une autre partie vis-à-vis des lots 111 et P-121, sur une longueur de 288 pieds.

2° Dans la ville de Bécancour, l'ancien chemin de Daveluyville vis-à-vis des lots P-474 et P-475, sur une longueur de 820 pieds; aussi l'ancienne route de la Station, vis-à-vis des lots 82, P-82 et P-83, sur une longueur de 320 pieds.

3° Dans la paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults, l'ancien chemin de Sainte-Perpétue vis-à-vis des lots 29 et P-30, sur une longueur de 950 pieds.

4° Dans la paroisse de Sainte-Sophie-de-Lévrard, une partie de l'ancienne route No 49 vis-à-vis des lots P-637 et 638, sur une longueur de 395 pieds.

5° Dans la municipalité de Saint-Célestin, l'ancienne route de la Grande Ligne vis-à-vis des lots 66 et 67, sur une longeur de 1,870 pieds; l'ancien chemin Pays-Brûlé Est, vis-à-vis des lots P-74 et P-70, sur une longueur de 350 pieds; l'ancien chemin du 2e rang, vis-à-vis des lots 32, 33, 34, 65 et 66, sur une longueur de 1,440 pieds.

Dans la paroisse de Saint-Mathieu, comté de Rimouski, l'ancienne route Saint-Simon — Saint-Mathieu, vis-à-vis du lot 74, sur une longueur de 3,400 pieds.

Dans la paroisse de Saint-Simon, comté de Rimouski, l'ancienne route Saint-Simon — Saint-Mathieu, vis-à-vis des lots 324, 326 et 328, sur une longueur de 2,878 pieds.

Dans la ville de Beloeil, comté de Verchères, l'ancienne route No 47, vis-à-vis des lots 40, 39-6, 39-3 et P-41, sur une longueur de 676 pieds.

Québec, le 20 février 1969.

Le ministre de la Voirie,
FERNAND J. LAFONTAINE.

28287-o

Department of Roads

Notice

The roads hereinafter designated will no longer be maintained by the Department of Roads;

In the municipality of Saint-Jean-de-Brébeuf, county of Mégantic, former range Eleven Road, facing lots 654 and 654A in range XII, to a length of 1,010 feet.

In the parish of Saint-Esprit, county of Montcalm, former Route No. 41, starting from the new Route 41 as far as the crossing of Chemin des Continuations, to a length of 6,069 feet.

In the county of Nicolet:

1. In the municipality of Saint-Wenceslas, two parts of the former Saint-Sylvère Road; one part facing lots P-108, 109, 110, P-121 and 127, to a length of 1,160 feet, another part facing lots 111 and P-121, to a length of 288 feet.

2. In the town of Bécancour, the former Develuyville Road, facing lots P-474 and P-475, to a length of 820 feet; also the former Station Road, facing lots 82, P-82, and P-83, to a length of 320 feet.

3. In the parish of Sainte-Brigitte-des-Saults, the former Sainte-Perpétue Road facing lots 29 and P-30, to a length of 950 feet.

4. In the parish of Sainte-Sophie-de-Lévrard, part of the former Route No. 49 facing lots P-637 and 638, to a length of 395 feet.

5. In the municipality of Saint-Célestin, the former Grande-Ligne Route facing lots 66 and 67, to a length of 1,870 feet; the former Pays-Brûlé East Road, facing lots P-74 and P-70, to a length of 350 feet; the former Second Range Road, facing lots 32, 33, 34, 65 and 66, to a length of 1,440 feet.

In the parish of Saint-Mathieu, county of Rimouski, the former Saint-Simon — Saint-Mathieu Road, facing lot 74, to a length of 3,400 feet.

In the parish of Saint-Simon, county of Rimouski, the former Saint-Simon — Saint-Mathieu Road, facing lots 324, 326 and 328, to a length of 2,878 feet.

In the town of Beloeil, county of Verchères, the former Route No. 47, facing lots 40, 39-6, 39-3 and P-41, to a length of 676 feet.

Québec, February 20, 1969.

FERNAND J. LAFONTAINE,
Minister of Roads.

28287

Avis

Les chemins ci-après désignés ne seront plus, à l'avenir, entretenus par le ministère de la Voirie.

Dans la municipalité de Saint-Gabriel-de-Brandon, paroisse, comté de Berthier: Une section de l'ancien chemin de ligne du 6e rang,

Notice

The roads hereinafter designated will no longer be maintained by the Department of Roads:

In the municipality of Saint-Gabriel-de-Brandon, parish, county of Berthier: a section of the former boundary road of Range 6, facing

vis-à-vis du lot P-22, sur une longueur de 120 pieds; une autre section de l'ancien chemin du 6e rang, vis-à-vis des lots P-630, 610, 611 et 612, sur une longueur de 2,120 pieds.

Dans la paroisse de Saint-Michel-des-Saints, comté de Berthier:

1° Quatre parties de l'ancienne route No 43, vis-à-vis des lots P-5, P-6, P-17, P-47, 48, 48A, P-48B, 49A, 49B et P-50, sur une longueur de 5,655 pieds;

2° l'ancien chemin Saint-Donat, vis-à-vis du lot P-37, rang B, sur une longueur de 500 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Charles-de-Mandeville, comté de Berthier, l'ancien chemin du lac Hénault, vis-à-vis des lots P-24B et P-25, sur une longueur de 1,200 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Damien, paroisse, comté de Berthier, l'ancien chemin du 12e rang, vis-à-vis des lots P-302, 303, P-306, 307, 308, P-309 et 310, sur une longueur de 4,600 pieds.

Dans la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Berthier, comté de Berthier, l'ancien chemin du Petit Bois d'Autray, vis-à-vis des lots P-115, 116, 117, P-118, 119, 120, P-121, 141 et 142, sur une longueur de 3,460 pieds.

Dans la paroisse de Saint-Zénon, comté de Berthier, l'ancienne route No 43, vis-à-vis des lots P-28, 29A, 30A, P-31, et P-41, sur une longueur de 3,470 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Côme, paroisse, comté de Joliette, l'ancien chemin de la Ferme et le rang Versailles, vis-à-vis des lots P-25B, P-25C et P-26B, sur une longueur de 1,150 pieds.

Dans la paroisse de Saint-Thomas, comté de Joliette:

1° L'ancien chemin de la Station, vis-à-vis des lots P-260 et P-261, sur une longueur de 640 pieds;

2° l'ancienne route No 41, vis-à-vis du lot P-633, sur une longueur de 550 pieds.

Dans la paroisse de Sainte-Mélanie, comté de Joliette:

1° Le Petit Rang 1, vis-à-vis des lots P-36 et P-38, sur une longueur de 600 pieds;

2° deux parties de l'ancienne route Grignon, vis-à-vis des lots P-36 et P-39, sur une longueur de 850 pieds;

3° l'ancien chemin du Petit Rang II, vis-à-vis des lots P-39, P-109 et 110, sur une longueur de 500 pieds.

Dans la cité de Joliette, comté de Joliette, l'ancienne route No 41, vis-à-vis du lot P-64, sur une longueur de 800 pieds.

Dans la municipalité de Notre-Dame-des-Prairies, paroisse, comté de Joliette, la rue Bruneau, vis-à-vis du lot P-95, sur une longueur de 510 pieds.

Québec, le 19 février 1969.

Le ministre de la Voirie,
FERNAND-J. LAFONTAINE.

28287-o

In the parish of Saint-Michel-des-Saints, county of Berthier:

1. Four parts of former Route No. 43, facing lots P-5, P-6, P-17, P-47, 48, 48A, P-48B, 49A, 49B and P-50, to a length of 5,655 feet;

2. the former Saint-Donat Road, facing lot P-37, range B, to a length of 500 feet.

In the municipality of Saint-Charles-de-Mandeville, county of Berthier, the former Lac Hénault Road, facing lots P-24B and P-25, to a length of 1,200 feet.

In the municipality of Saint-Damien, parish, county of Berthier, the former Range 12 Road, facing lots P-302, 303, P-306, 307, 308, P-309 and 310, to a length of 4,600 feet.

In the parish of Sainte-Geneviève-de-Berthier, county of Berthier, the former road of Petit Bois d'Autray, facing lots P-115, 116, 117, P-118, 119, 120, P-121, 141 and 142, to a length of 3,460 feet.

In the parish of Saint-Zénon, county of Berthier, former Route No. 43, facing lots P-28, 29A, 30A, P-31, and P-41, to a length of 3,470 feet.

In the municipality of Saint-Côme, parish, county of Joliette, the former road de la Ferme and Versailles Range, facing lots P-25B, P-25C and P-26B, to a length of 1,150 feet.

In the parish of Saint-Thomas, county of Joliette:

1. The former Station Road, facing lots P-260 and P-261, to a length of 640 feet;

2. former Route No. 41, facing lot P-633, to a length of 550 feet.

In the parish of Sainte-Mélanie, county of Joliette:

1. Petit Rang 1, facing lots P-36 and P-38, to a length of 600 feet;

2. two parts of the former Grignon Route, facing lots P-36 and P-39, to a length of 850 feet;

3. former Petit Rang II Road, facing lots P-39, P-109 and 110, to a length of 500 feet.

In the city of Joliette, county of Joliette, former Route No. 41, facing lot P-64, to a length of 800 feet.

In the municipality of Notre-Dame-des-Prairies, parish, county of Joliette, Bruneau street, facing lot P-95, to a length of 510 feet.

Québec, February 19, 1969.

FERNAND-J. LAFONTAINE,
Minister of Roads.

28287

Soumissions

Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Comté de Richelieu

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Charles-E. Aussant, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 700, rue Montcalm, St-Joseph-de-Sorel, comté de Richelieu, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mardi, le 25 mars 1969, pour l'achat de $360,000 d'obligations de la ville

Tenders

Town of Saint-Joseph-de-Sorel
County of Richelieu

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Charles-E. Aussant, Secretary-Treasurer, Town Hall, 700 Montcalm St., St-Joseph-de-Sorel, county of Richelieu, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Tuesday, March 25, 1969, for the purchase of an issue of $360,000 of bonds for the town of St-Joseph-de-Sorel,

de St-Joseph-de-Sorel, comté de Richelieu, datées du 1er avril 1969 et remboursables par séries du 1er avril 1970 au 1er avril 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlement No: 76 — $360,000 — construction d'un aréna.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera sera calculé à compter du 1er avril 1969.

Tableau d'amortissement — $360,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1970	$ 4,000
1er avril 1971	4,000
1er avril 1972	4,000
1er avril 1973	5,000
1er avril 1974	5,000
1er avril 1975	5,000
1er avril 1976	6,000
1er avril 1977	6,000
1er avril 1978	7,000
1er avril 1979	7,000
1er avril 1980	7,000
1er avril 1981	8,000
1er avril 1982	9,000
1er avril 1983	9,000
1er avril 1984	10,000
1er avril 1985	10,000
1er avril 1986	11,000
1er avril 1987	12,000
1er avril 1988	13,000
1er avril 1989	218,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $27,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1989 au montant de $218,000 comprend un solde de $204,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er avril 1990	$15,000
1er avril 1991	16,000
1er avril 1992	17,000
1er avril 1993	18,000
1er avril 1994	19,000
1er avril 1995	21,000
1er avril 1996	22,000
1er avril 1997	24,000
1er avril 1998	25,000
1er avril 1999	27,000

county of Richelieu, dated April 1, 1969, and redeemable serially from April 1, 1970 to April 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

By-law No. 76 — $360,000 — construction of an arena.

For adjudication only, interest will be calculated as from April 1, 1969.

Table of redemption — $360,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1970	$ 4,000
April 1, 1971	4,000
April 1, 1972	4,000
April 1, 1973	5,000
April 1, 1974	5,000
April 1, 1975	5,000
April 1, 1976	6,000
April 1, 1977	6,000
April 1, 1978	7,000
April 1, 1979	7,000
April 1, 1980	7,000
April 1, 1981	8,000
April 1, 1982	9,000
April 1, 1983	9,000
April 1, 1984	10,000
April 1, 1985	10,000
April 1, 1986	11,000
April 1, 1987	12,000
April 1, 1988	13,000
April 1, 1989	218,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for ten-year serial bonds, with the balance being partly for ten-year short-term and partly for twenty-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $27,000, and, if higher than this latter amount, this part must include only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities of the issue appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The April 1, 1989 maturity in the amount of $218,000, comprises a balance of $204,000, renewable for an additional ten-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
April 1, 1990	$15,000
April 1, 1991	16,000
April 1, 1992	17,000
April 1, 1993	18,000
April 1, 1994	19,000
April 1, 1995	21,000
April 1, 1996	22,000
April 1, 1997	24,000
April 1, 1998	25,000
April 1, 1999	27,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Tracy.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $218,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $218,000 les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 25 mars 1969, à 8.30 heures du soir, Hôtel de ville, 700, rue Montcalm, St-Joseph-de-Sorel, comté de Richelieu, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Joseph-de-Sorel, (Comté de Richelieu), ce 25 février 1969.

Le secrétaire-trésorier,
CHARLES-E. AUSSANT.

Hôtel de ville, 700, rue Montcalm,
St-Joseph-de-Sorel (Richelieu), P.Q.
Téléphone: 742-8263, code 514. 28228-o

La Commission des écoles catholiques de la cité de Jacques-Cartier
Comté de Taillon

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Paul Bélanger, secrétaire-trésorier-adjoint, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, au Bureau de la commission, 1877, rue Bréboeuf, Jacques-Cartier, comté de Taillon, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, à l'École Jean de Bréboeuf, 1863, rue Bréboeuf, Jacques-Cartier, comté de Taillon, P.Q., mercredi, le 26 mars 1969, pour l'achat de $1,472,500 d'obligations de la commission des écoles catholiques de la cité de Jacques-Cartier, comté de Taillon, datées du 1er avril 1969 et remboursables par séries du 1er avril 1970 au 1er avril 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7% ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Résolutions datées des: 10 juin 1958 — $309,000 — renouvellement d'emprunt; 18 février 1959 — $121,000 — renouvellement d'emprunt; 14 février 1968 — $145,000 — ameublement et outillage; 24 avril 1968 — $15,400 — ameublement; 4 décembre 1968 — $845,100 — construction de l'école Georges-Étienne Cartier; 18 décembre 1968 — $37,000 — achat de machine-comptable.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Tracy.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for twenty-year fixed-term for an amount equal to or less than $218,000. However, if they are issued partly for twenty-year fixed-term for an amount greater than $218,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, March 25, 1969, at 8:30 o'clock p.m, in the Town Hall, 700 Montcalm St., St-Joseph-de-Sorel, county of Richelieu, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Joseph-de-Sorel (County of Richelieu), February 25, 1969.

CHARLES-E. AUSSANT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 700 Montcalm St.,
St-Joseph-de-Sorel, (Richelieu), P.Q.
Telephone: 742-8263, code 514. 28228

The Catholic School Commission of the city of Jacques-Cartier
County of Taillon

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned Jean-Paul Bélanger, Associate Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock, p.m., at the Office of the Commission, 1877 Bréboeuf Street, Jacques-Cartier, county of Taillon, P.Q., and thereafter untill 8:00 o'clock p.m., at Jean-Bréboeuf school, 1863 Bréboeuf St., Jacques-Cartier, county of Taillon, P.Q., Wednesday, March 26, 1969, for the purchase of an issue of $1,472,500 of bonds for the Catholic School Commission of the City of Jacques-Cartier, county of Taillon, dated April 1, 1969 and redeemable serially from April 1, 1970 to April 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

Resolutions dated: June 10, 1958 — $309,000 — renewal of a loan; February 18, 1959 — $121,000 — renewal of a loan; February 14, 1968 — $145,000 — furniture and tools; April 24, 1968 — $15,400 — furniture; December 4, 1968 — $845,100 — construction of Georges-Étienne Cartier School; December 18, 1968 — $37,000 — purchasing of an accounting machine.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1969.

Tableau d'amortissement — $1,472,500 — 20 ans

Année		Capital
1er avril 1970	x	$104,000
1er avril 1971	x	111,500
1er avril 1972	x	119,500
1er avril 1973	x	128,000
1er avril 1974	x	138,000
1er avril 1975	x	147,500
1er avril 1976		68,500
1er avril 1977		72,500
1er avril 1978		78,000
1er avril 1979		83,000
1er avril 1980		29,000
1er avril 1981		32,500
1er avril 1982		34,000
1er avril 1983		36,500
1er avril 1984		39,500
1er avril 1985		42,500
1er avril 1986		46,500
1er avril 1987		49,500
1er avril 1988		54,000
1er avril 1989		58,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'une subvention de construction de $540,000, accordée par le gouvernement provincial et payable en 6 versements de $90,000 chacun, de 1970 à 1975 inclusivement, seront appliqués au service de cet emprunt. Les versements effectués à même cette subvention seront déposés durant les années précitées entre les mains du ministre des Finances en vue de compléter les sommes nécessaires pour acquitter en totalité le service de la dette sur cette émission conformément aux dispositions du Bill 64.

La commission des écoles catholiques de Jacques-Cartier, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (17 Eliz. II, Bill 64, sanctionné le 5 juillet 1968), a demandé au ministre de l'Éducation d'effectuer, à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire (y compris celles indiquées ci-haut), le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $58,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Jacques-Cartier.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1969.

Table of redemption — $1,472,500 — 20 years

Year		Capital
April 1, 1970	x	$104,000
April 1, 1971	x	111,500
April 1, 1972	x	119,500
April 1, 1973	x	128,000
April 1, 1974	x	138,000
April 1, 1975	x	147,500
April 1, 1976		68,500
April 1, 1977		72,500
April 1, 1978		78,000
April 1, 1979		83,000
April 1, 1980		29,000
April 1, 1981		32,500
April 1, 1982		34,000
April 1, 1983		36,500
April 1, 1984		39,500
April 1, 1985		42,500
April 1, 1986		46,500
April 1, 1987		49,500
April 1, 1988		54,000
April 1, 1989		58,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments for a construction grant of $540,000, granted by the Provincial Government and payable in 6 instalments of $90,000 each, from 1970 to 1975 inclusively, will be applied to the service of this loan. The instalments made together with this grant will be deposited during the aforesaid years into the hands of the Minister of Finance in order to complete the sums necessary to acquit totally the service of the debt on this issue in conformity with the provisions of Bill 64.

The Catholic School Commission of Jacques-Cartier, availing itself of section I of the Act to amend the School Boards Grants Act (17 Eliz. II, Bill 64), assented to on July 5, 1968), has requested the Minister of Education to effect, from the grants to be paid annually by him to the said school board (including those indicated above), the deposit in trust, in the hands of the Minister of Finance, of sums sufficient to pay entirely the principal and the interest of the present bond issue and of any renewal thereof if required.

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered as 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered as 10-year serial bonds with the balance being partly 10-year short-term and partly 20-year fixed-term bonds, provided however that the latter part be for an amount not less than $58,000, and if higher than the latter amount, this part should include only one or several entire annual amortizations, bearing in mind the maturity tables appearing in this notice, beginning by the last years of maturity. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Jacques-Cartier.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $58,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $58,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mercredi, le 26 mars 1969, à 8 heures du soir, à l'École Jean de Bréboeuf, 1863, rue Bréboeuf, Jacques-Cartier, comté de Taillon, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Jacques-Cartier (Comté de Taillon), ce 27 février 1969.

Le secrétaire-trésorier-adjoint,
JEAN-PAUL BÉLANGER.

Bureau de la commission, 1877, rue Bréboeuf,
Jacques-Cartier, (Taillon), P.Q.
Téléphone: 677-8911, code 514. 28303-o

Village de Saint-Raphaël
Comté de Bellechasse

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Armand Picard, secrétaire-trésorier, Bureau de la Corporation, Case postale 74, Saint-Raphaël, comté de Bellechasse, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 25 mars 1969, pour l'achat de $102,500 d'obligations du village de Saint-Raphaël, comté de Bellechasse, datées du 1er avril 1969 et remboursables par séries du 1er avril 1970 au 1er avril 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements nos: 72 — $29,000 — aqueduc, égouts; 74 — $73,500 — aqueduc, égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1969.

Tableau d'amortissement — $102,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1970	$ 1,000
1er avril 1971	1,000
1er avril 1972	1,000
1er avril 1973	1,000
1er avril 1974	1,000
1er avril 1975	1,000
1er avril 1976	1,000
1er avril 1977	1,000
1er avril 1978	1,000

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation, if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term, for an amount equal to $58,000. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $58,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, March 26, 1969, at 8:00 o'clock, p.m., at Jean de Bréboeuf School, 1863 Bréboeuf Street, Jacques-Cartier, county of Taillon, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Jacques-Cartier (County of Taillon), February 27, 1969.

JEAN-PAUL BÉLANGER,
Associate Secretary Treasurer.

Office of the Commission, 1877 Bréboeuf Street,
Jacques-Cartier, (Taillon), P.Q.
Telephone: 677-8911, code 514. 28303

Village of Saint-Raphaël
County of Bellechasse

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Armand Picard, Secretary Treasurer, Office of the Corporation, Post Office Box 74, Saint-Raphaël, county of Bellechasse, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, March 25, 1969, for the purchase of an issue of $102,500 of bonds for the village of Saint-Raphaël, county of Bellechasse, dated April 1, 1969, and redeemable serially from April 1, 1970 to April 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

By-laws Nos: 72 — $29,000 — aqueduct, sewers; 74 — $73,500 — aqueduct, sewers.

For adjudication only, interest will be calculated as from April 1, 1969.

Table of redemption — $102,500 — 20 years.

Year	*Capital*
April 1, 1970	$ 1,000
April 1, 1971	1,000
April 1, 1972	1,000
April 1, 1973	1,000
April 1, 1974	1,000
April 1, 1975	1,000
April 1, 1976	1,000
April 1, 1977	1,000
April 1, 1978	1,000

1er avril 1979	$ 1,000
1er avril 1980	1,500
1er avril 1981	1,500
1er avril 1982	1,500
1er avril 1983	1,500
1er avril 1984	1,500
1er avril 1985	1,500
1er avril 1986	1,500
1er avril 1987	1,500
1er avril 1988	2,000
1er avril 1989	78,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $5,500, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1989 au montant de $78,500 comprend un solde de $76,500 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er avril 1990	$2,000
1er avril 1991	2,000
1er avril 1992	3,000
1er avril 1993	3,000
1er avril 1994	3,000
1er avril 1995	3,000
1er avril 1996	3,000
1er avril 1997	3,500
1er avril 1998	3,500
1er avril 1999	3,500
1er avril 2000	4,000
1er avril 2001	4,000
1er avril 2002	4,000
1er avril 2003	4,500
1er avril 2004	4,500
1er avril 2005	5,000
1er avril 2006	5,000
1er avril 2007	5,000
1er avril 2008	5,500
1er avril 2009	5,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Raphaël.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $78,500. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $78,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant

April 1, 1979	$ 1,000
April 1, 1980	1,500
April 1, 1981	1,500
April 1, 1982	1,500
April 1, 1983	1,500
April 1, 1984	1,500
April 1, 1985	1,500
April 1, 1986	1,500
April 1, 1987	1,500
April 1, 1988	2,000
April 1, 1989	78,500

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for ten-year serial bonds, with the balance being partly for ten-year short-term and partly for twenty-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $5,500, and, if higher than this latter amount, this part must include only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The April 1, 1989 maturity, in the amount of $78,500, comprises a balance of $76,500 renewable for an additional twenty-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
April 1, 1990	$2,000
April 1, 1991	2,000
April 1, 1992	3,000
April 1, 1993	3,000
April 1, 1994	3,000
April 1, 1995	3,000
April 1, 1996	3,000
April 1, 1997	3,500
April 1, 1998	3,500
April 1, 1999	3,500
April 1, 2000	4,000
April 1, 2001	4,000
April 1, 2002	4,000
April 1, 2003	4,500
April 1, 2004	4,500
April 1, 2005	5,000
April 1, 2006	5,000
April 1, 2007	5,000
April 1, 2008	5,500
April 1, 2009	5,500

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Raphaël.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for twenty-year fixed-term for an amount equal to or less than $78,500. However, if they are issued partly for twenty-year fixed-term for an amount greater than $78,500, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount

annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 25 mars 1969, à 8 heures du soir, Bureau de la Corporation, Case postale 74, comté de Bellechasse, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Raphaël (Comté de Bellechasse), ce 27 février 1969.

Le secrétaire-trésorier,
ARMAND PICARD.

Bureau de la Corporation, Saint-Raphaël,
Case postale 74, comté de Bellechasse, P.Q.,
Téléphone: 243-2853 maison privée,
243-2002, code 418, travail. 28229-o

required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 25, 1969, at 8:00 o'clock p.m., in the Office of the Corporation, Post Office Box 74, county of Bellechasse, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Raphaël (County of Bellechasse), February 27, 1969.

ARMAND PICARD,
Secretary Treasurer.

Office of the Corporation, Saint-Raphaël,
Post Office Box 74, county of Bellechasse, P.Q.,
Telephone: 243-2853 home,
243-2002, code 418 office. 28229

Ville de Bécancour
Comté de Nicolet

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me André Villeneuve, greffier, jusqu'à 5 heures du soir, Hôtel de ville, route rurale #3, Bécancour, comté de Nicolet, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle paroissiale, Bécancour, comté de Nicolet, P.Q., lundi, le 24 mars 1969, pour l'achat de $290,000 d'obligations de la ville de Bécancour, comté de Nicolet, datées du 1er avril 1969 et remboursables par séries du 1er avril 1970 au 1er avril 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlement No 37 — $290,000 — voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1969.

Tableau d'amortissement — $290,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1970	$ 7,000
1er avril 1971	7,000
1er avril 1972	8,000
1er avril 1973	8,000
1er avril 1974	8,000
1er avril 1975	9,000
1er avril 1976	10,000
1er avril 1977	11,000
1er avril 1978	12,000
1er avril 1979	13,000
1er avril 1980	14,000
1er avril 1981	15,000
1er avril 1982	16,000
1er avril 1983	17,000
1er avril 1984	19,000
1er avril 1985	20,000
1er avril 1986	21,000
1er avril 1987	23,000
1er avril 1988	25,000
1er avril 1989	27,000

Town of Bécancour
County of Nicolet

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned Me André Villeneuve, Clerk, until 5:00 o'clock, p.m., at the Town Hall, Rural Route #3, Bécancour, county of Nicolet, P.Q., and after until 8:00 o'clock, at the Parish Hall, Bécancour, county of Nicolet, P.Q., Monday, March 24, 1969, for the purchase of an issue of $290,000 of bonds for the town of Bécancour, county of Nicolet, dated April 1, 1969 and redeemable serially from April 1, 1970 to April 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

By-law No. 37 — $290,000 — roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1969.

Table of redemption — $290,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1970	$ 7,000
April 1, 1971	7,000
April 1, 1972	8,000
April 1, 1973	8,000
April 1, 1974	8,000
April 1, 1975	9,000
April 1, 1976	10,000
April 1, 1977	11,000
April 1, 1978	12,000
April 1, 1979	13,000
April 1, 1980	14,000
April 1, 1981	15,000
April 1, 1982	16,000
April 1, 1983	17,000
April 1, 1984	19,000
April 1, 1985	20,000
April 1, 1986	21,000
April 1, 1987	23,000
April 1, 1988	25,000
April 1, 1989	27,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $27,000 et si, supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Bécancour.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $27,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $27,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 24 mars 1969, à 8 heures du soir, Salle paroissiale, Bécancour, comté de Nicolet, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bécancour (Comté de Nicolet), ce 28 février 1969.

Le greffier,
ME ANDRÉ VILLENEUVE.

Hôtel de ville, Route rurale #3,
Bécancour, comté de Nicolet, P.Q.,
Téléphone: 294-9911, code 819. 28297-o

Moreover, tenders may be sent and shall be considered as 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds, with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $27,000, and, if higher than this latter amount, this part must include only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Bécancour.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to $27,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than $27,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 24, 1969, at 8:00 o'clock, p.m., at the Parish Hall, Bécancour, county of Nicolet, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bécancour (County of Nicolet), February 28, 1969.

ME ANDRÉ VILLENEUVE,
Clerk.

Town Hall, Rural Route #3,
Bécancour, county of Nicolet, P.Q.,
Telephone: 294-9911, code 819. 28297

Municipalité de Val-Morin
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. B. Vanier, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures du soir, Bureau de la Corporation, 135, rue Morin, Val-Morin, comté de Terrebonne, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle de l'école de Val-Morin, Val-Morin, comté de Terrebonne, P.Q., lundi, le 24 mars 1969, pour l'achat de $185,500 d'obligations de la municipalité de Val-Morin, comté de Terrebonne, datées du 1er avril 1969 et remboursables par séries du 1er avril 1970 au 1er avril 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les

Municipality of Val-Morin
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J. B. Vanier, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock p.m., Corporation Office, 135 Morin Street, Val-Morin, county of Terrebonne, P.Q., and afterwards until 8:00 o'clock p.m., Hall of Val-Morin School, Val-Morin, county of Terrebonne, P.Q., Monday, March 24, 1969, for the purchase of an issue of $185,500 of bonds for the municipality of Val-Morin, county of Terrebonne, dated April 1, 1969, and redeemable serially from April 1, 1970 to April, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each

1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlement No 42 — $185,500 — renouvellement d'emprunt.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1969.

Tableau d'amortissement — $185,500 — 14 ans

Année	*Capital*
1er avril 1970	$ 9,500
1er avril 1971	10,000
1er avril 1972	10,500
1er avril 1973	11,000
1er avril 1974	11,500
1er avril 1975	12,000
1er avril 1976	12,500
1er avril 1977	13,000
1er avril 1978	13,500
1er avril 1979	14,500
1er avril 1980	15,000
1er avril 1981	16,500
1er avril 1982	17,500
1er avril 1983	18,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des deux termes ci-haut mentionnés. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sainte-Agathe-des-Monts.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 24 mars 1969, à 8 heures du soir, Salle de l'école de Val-Morin, Val-Morin, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Val-Morin (Comté de Terrebonne), ce 24 février 1969. *Le secrétaire-trésorier,*
J. B. VANIER.

135, rue Morin, Val-Morin,
Comté de Terrebonne, P.Q.
Téléphone: 322-2143, code 819. 28300-o

Canton de Chicoutimi
Comté de Chicoutimi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Ls-Philippe Turgeon, secrétaire-trésorier, Bureau de la Corporation, 2636, boulevard Saint-Jean-Baptiste, Chicoutimi, paroisse, comté de Chicoutimi, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 26 mars 1969, pour l'achat de $169,000 d'obligations du Canton de Chicoutimi, comté de Chicoutimi, datées du 1er avril 1969

year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

By-law No. 42 — $185,500 — loan renewal.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1969.

Table of redemption — $185,500 — 14 years

Year	*Capital*
April 1, 1970	$ 9,500
April 1, 1971	10,000
April 1, 1972	10,500
April 1, 1973	11,000
April 1, 1974	11,500
April 1, 1975	12,000
April 1, 1976	12,500
April 1, 1977	13,000
April 1, 1978	13,500
April 1, 1979	14,500
April 1, 1980	15,000
April 1, 1981	16,500
April 1, 1982	17,500
April 1, 1983	18,500

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered as 10-year short-term serial bonds. However, tenders shall be considered for one of the two terms hereinabove mentioned. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sainte-Agathe-des-Monts.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds at the date of their delivery is included or in the price of the tender.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Monday, March 24, 1969, at 8:00 o'clock p.m. Hall of Val-Morin School, Val Morin, county of Terrebonne, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Val-Morin (County of Terrebonne), February 24, 1969. J. B. VANIER,
Secretary-Treasurer.

135 Morin Street, Val Morin,
County of Terrebonne, P.Q.
Telephone: 322-2143, code 819. 28300

Township of Chicoutimi
County of Chicoutimi

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Ls-Philippe Turgeon, Secretary-Treasurer, Office of the Corporation, 2636 Saint-Jean-Baptiste Boulevard, Chicoutimi, parish, county of Chicoutimi, Québec, until 8:00 o'clock in the evening, Wednesday, March 26, 1969, for the purchase of an issue of $169,000, of bonds of the Township of Chicoutimi, county of Chicoutimi, dated April 1, 1969

et remboursables par séries du 1er avril 1970 au 1er avril 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 148 — $8,000 — aqueduc, égouts; 153 — $161,000 — aqueduc, égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1969.

Tableau d'amortissement — $169,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1970	$ 1,500
1er avril 1971	1,500
1er avril 1972	1,500
1er avril 1973	1,500
1er avril 1974	1,500
1er avril 1975	3,000
1er avril 1976	3,000
1er avril 1977	3,000
1er avril 1978	3,000
1er avril 1979	3,000
1er avril 1980	4,500
1er avril 1981	4,500
1er avril 1982	4,500
1er avril 1983	4,500
1er avril 1984	5,000
1er avril 1985	6,500
1er avril 1986	6,500
1er avril 1987	6,500
1er avril 1988	7,000
1er avril 1989	97,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $10,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1989 au montant de $97,000 comprend un solde de $90,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er avril 1990	$ 8,000
1er avril 1991	8,000
1er avril 1992	8,000
1er avril 1993	8,000
1er avril 1994	8,000
1er avril 1995	10,000
1er avril 1996	10,000
1er avril 1997	10,000
1er avril 1998	10,000
1er avril 1999	10,000

and redeemable serially from April 1, 1970 to April 1, 1989 inclusively, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount so issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, such as shown on the tables of redemption of the present notice.

By-laws numbers Nos.: 148 — $8,000 — aqueduct, sewers; 153 — $161,000 — aqueduct, sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1969.

Table of redemption — $169,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1970	$ 1,500
April 1, 1971	1,500
April 1, 1972	1,500
April 1, 1973	1,500
April 1, 1974	1,500
April 1, 1975	3,000
April 1, 1976	3,000
April 1, 1977	3,000
April 1, 1978	3,000
April 1, 1979	3,000
April 1, 1980	4,500
April 1, 1981	4,500
April 1, 1982	4,500
April 1, 1983	4,500
April 1, 1984	5,000
April 1, 1985	6,500
April 1, 1986	6,500
April 1, 1987	6,500
April 1, 1988	7,000
April 1, 1989	97,000

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also tenders will be received and considered for ten-year serial bonds with the balance being ten-year short-term for one part and twenty-year fixed-term bonds for the other part, provided however that the latter part be for an amount of not less than $10,000, and if greater than the latter amount, said part should include one or several entire annual amortizations only, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, beginning with the last years of maturity of the renewable part hereafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall include only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of April 1, 1989 in the amount of $97,000 comprises a balance of $90,000 renewable for an additional twenty-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
April 1, 1990	$ 8,000
April 1, 1991	8,000
April 1, 1992	8,000
April 1, 1993	8,000
April 1, 1994	8,000
April 1, 1995	10,000
April 1, 1996	10,000
April 1, 1997	10,000
April 1, 1998	10,000
April 1, 1999	10,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $97,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $97,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 26 mars 1969, à 8 heures du soir, Bureau de la Corporation, 2636, boulevard Saint-Jean-Baptiste, Chicoutimi paroisse, comté de Chicoutimi, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chicoutimi (Comté de Chicoutimi), ce 28 février 1969.

Le secrétaire-trésorier,
LS-PHILIPPE TURGEON.

Bureau de la Corporation,
2636, boulevard Saint-Jean-Baptiste,
Chicoutimi (paroisse),
Comté de Chicoutimi, P.Q.
Téléphone: 549-4712, code 418. 28298-o

Ville de Saint-Bruno-de-Montarville
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roland Coulombe, greffier, Hôtel de ville, 1585, rue Montarville, St-Bruno, comté de Chambly, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 24 mars 1969, pour l'achat de $645,000 d'obligations de la ville de St-Bruno-de-Montarville, comté de Chambly, datées du 1er avril 1969 et remboursables par séries du 1er avril 1970 au 1er avril 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements nos: 349 — $700 — voirie; 353 — $18,300 — aqueduc, égouts et voirie; 404 — $2,900 — achat de terrain; 407 (431) — $17,900— voirie; 418 — $8,900 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 421 — $300 — aqueduc, égouts, et voirie; 423 — $2,800 — aqueduc, égouts et voirie; 435 — $8,900 — voirie; 440 —$ 2,200 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 450 — $500 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 461 — $5,200 — voirie; 466 — $700 — voirie; 474 — $900 — aqueduc, égouts, voirie et éclairage; 482 — $19,300 — aqueduc,

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation when issued serially, or serially and as twenty-year fixed-term bonds, for an amount equal to or less than $97,000. However, should they be issued partly as twenty-year fixed-term bonds for an amount greater than $97,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturity of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bond at the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Tenders will be opened and considered at a a meeting of the council to be held on Wednesday, March 26, 1969, at 8:00 o'clock in the evening, Office of the Corporation, 2636 Saint-Jean-Baptiste Boulevard, Chicoutimi Parish, county of Chicoutimi, Québec.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Chicoutimi (County of Chicoutimi), February 28, 1969.

LS-PHILIPPE TURGEON,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation,
2636 Saint-Jean-Baptiste Boulevard,
Chicoutimi (parish),
County of Chicoutimi, P. Q.
Telephone: 549-4712, code 418. 28298

Town of Saint-Bruno-de-Montarville
County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roland Coulombe, clerk, Town Hall, 1585 Montarville Street, St-Bruno, county of Chambly, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., Monday, March 24, 1969, for the purchase of an issue of $645,000 of bonds for the town of St-Bruno-de-Montarville, county of Chambly, dated April 1, 1969 and redeemable serially from April 1, 1970 to April 1, 1989 inclusively with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown in the tables of redemption in the present notice.

By-law Nos: 349 — $700 — roads; 353 — $18,300 — aqueduct, sewers and roads; 404 — $2,900 — purchasing of land; 407 (431) — $17,900 — roads; 418 — $8,900 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 421 — $300 — aqueduct, sewers and roads; 423 — $2,800 — aqueduct, sewers and roads; 435 — $8,900 — roads; 440 — $2,200 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 450 — $500 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 461 — $5,200 — roads; 466 — $700 — roads; 474 — $900 — aqueduct, sewers, roads and lighting;

égouts, voirie et éclairage; 486 — $87,900 — aqueduc, égouts, voirie et éclairage; 493 — $114,500 — aqueduc, égouts et voirie; 501 — $20,000 — aqueduc, égouts, voirie et éclairage; 505 — $37,800 — aqueduc, égouts, voirie et éclairage; 508 — $74,600 — aqueduc et égouts; 518 — $10,000 — aqueduc et égouts; 521 — $64,800 — aqueduc et égouts; 523 — $5,400 — aqueduc et égouts; 526 — $10,100 — aqueduc et égouts; 531 — $9,600 — aqueduc, égouts et voirie; 532 — $6,500 — voirie; 534 — $5,000 — aqueduc, égouts et voirie; 535 — $4,600 — voirie; 536 — $3,800 — aqueduc et égouts; 537 — $2,500 — aqueduc et égouts; 541 — $900 — aqueduc et égouts; 542 — $20,400 — aqueduc et égouts; 555 — $3,900 — éclairage, etc.; 557 — $19,700 — services récréatifs et communautaires, etc.; 558 — $4,600 — éclairage, etc.; 566 — $13,900 — services récréatifs et communautaires; 567 — $30,000 — bâtisses et terrains; 524 — $2,000 — aqueduc, égouts et voirie; 525 — $3,000 — aqueduc, égouts et voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1969.

Tableau d'amortissement — $645,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1970	$ 18,000
1er avril 1971	19,000
1er avril 1972	19,000
1er avril 1973	20,000
1er avril 1974	20,000
1er avril 1975	21,000
1er avril 1976	24,000
1er avril 1977	26,000
1er avril 1978	28,000
1er avril 1979	29,000
1er avril 1980	27,000
1er avril 1981	29,000
1er avril 1982	29,000
1er avril 1983	30,000
1er avril 1984	34,000
1er avril 1985	36,000
1er avril 1986	39,000
1er avril 1987	40,000
1er avril 1988	43,000
1er avril 1989	114,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $67,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1989 au montant de $114,000 comprend un solde de $67,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

482 — $19,300 — aqueduct, sewers, roads and lighting; 486 — $87,900 — aqueduct, sewers, roads and lighting; 493 — $114,500 — aqueduct, sewers and roads; 501 — $20,000 — aqueduct, sewers, roads and lighting; 505 — $37,800 — aqueduct, sewers, roads and lighting; 508 — $74,600 — aqueduct and sewers; 518 — $10,000 — aqueduct and sewers; 521 — $64,800 — aqueduct and sewers; 523 — $5,400 — aqueduct and sewers; 526 — $10,100 — aqueduct and sewers; 531 — $9,600 — aqueduct, sewers and roads; 532 — $6,500 — roads; 534 — $5,000 — aqueduct, sewers and roads; 535 — $4,600 — roads; 536 — $3,800 — aqueduct and sewers; 537 — $2,500 — aqueduct and sewers; 541 — $900 — aqueduct and sewers; 542 — $20,400 — aqueduct and sewers; 555 — $3,900 — lighting, etc.; 557 — $19,700 — recreational and community services, etc.; 558 — $4,600 — lighting, etc.; 566 — $13,900 — recreational and community services; 567 — $30,000 — buildings and land; 524 — $2,000 — aqueduct, sewers and roads; 525 — $3,000 — aqueduct, sewers and roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1969.

Table of reyemption — $645,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1970	$ 18,000
April 1, 1971	19,000
April 1, 1972	19,000
April 1, 1973	20,000
April 1, 1974	20,000
April 1, 1975	21,000
April 1, 1976	24,000
April 1, 1977	26,000
April 1, 1978	28,000
April 1, 1979	29,000
April 1, 1980	27,000
April 1, 1981	29,000
April 1, 1982	29,000
April 1, 1983	30,000
April 1, 1984	34,000
April 1, 1985	36,000
April 1, 1986	39,000
April 1, 1987	40,000
April 1, 1988	43,000
April 1, 1989	114,000

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance being 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part, provided however that the latter part be for an amount not less than $67,000, and if greater than the latter amount, the said part should include one or several entire annual amortizations only, taking into account the maturity tables appearing in this notice, beginning with the last years of maturity of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall include one of the terms only, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of April 1, 1989 in the amount of $114,000 includes a balance of $67,000, renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Année	*Capital*
1er avril 1990	$3,000
1er avril 1991	4,000
1er avril 1992	4,000
1er avril 1993	5,000
1er avril 1994	5,000
1er avril 1995	5,000
1er avril 1996	5,000
1er avril 1997	6,000
1er avril 1998	7,000
1er avril 1999	7,000
1er avril 2000	1,000
1er avril 2001	1,000
1er avril 2002	1,000
1er avril 2003	1,000
1er avril 2004	2,000
1er avril 2005	2,000
1er avril 2006	2,000
1er avril 2007	2,000
1er avril 2008	2,000
1er avril 2009	2,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Bruno, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de la dite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $114,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $114,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 24 mars 1969, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 1585, rue Montarville, St-Bruno, comté de Chambly, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Bruno-de-Montarville, (Comté de Chambly), ce 3 mars 1969. *Le greffier*,
ROLAND COULOMBE.

Hôtel de ville, 1585, rue Montarville,
St-Bruno, (Chambly), P.Q.
Téléphone: 653-2443, code 514. 28299-o

Year	*Capital*
April 1, 1990	$3,000
April 1, 1991	4,000
April 1, 1992	4,000
April 1, 1993	5,000
April 1, 1994	5,000
April 1, 1995	5,000
April 1, 1996	5,000
April 1, 1997	6,000
April 1, 1998	7,000
April 1, 1999	7,000
April 1, 2000	1,000
April 1, 2001	1,000
April 1, 2002	1,000
April 1, 2003	1,000
April 1, 2004	2,000
April 1, 2005	2,000
April 1, 2006	2,000
April 1, 2007	2,000
April 1, 2008	2,000
April 1, 2009	2,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Bruno, county of Chambly.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation when issued serially, or serially and as 20-year fixed-term bonds, for an amount equal to or less than $114,000. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term bonds bonds for an amount greater than $114,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds at the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 24, 1969, at 8:00 o'clock, p.m., at the Town Hall, 1585 Montarville Street, St-Bruno, county of Chambly, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Bruno-de-Montarville, (County of Chambly), March 3, 1969. ROLAND COULOMBE,
Clerk.

Town Hall, 1585 Montarville Street,
St-Bruno, (Chambly), P.Q.
Telephone: 653-2443, code 514. 28299

Arrêtés en Conseil

Erratum

Dans l'arrêté en conseil numéro 228 du 29 janvier 1969, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 8 février 1969, les mots « Mécanicienne, machine à ongler » apparaissant à la page 982, doivent se lire « Mécanicienne, machine à onglet » et le taux de salaire du mécanicien de guillotine, apparaissant à la page 983, première colonne, doit se lire « $1.80 ».
28286-o

Orders in Council

Erratum

The following corrections are to be made to Order in Council number 228, dated January 29, 1969, which was published in the *Québec Official Gazette* of February 8, 1969: on page 982, the words *Mécanicienne, machine à ongler* should read *Mécanicienne, machine à onglet;* on page 983, the wage rate for cutters on knife should read "$1.80" in the first column of hourly rates.
28286-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 501

Québec, 26 février 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements relatifs à la célébration du mariage civil.

ATTENDU QUE conformément à l'article 134 *a*) du code civil (17 Elizabeth II, 1968, chapitre 82, article 13), le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter certaines règles concernant la célébration du mariage civil.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre de la Justice:

QUE soient adoptés les règlements ci-annexés relatifs à la célébration du mariage civil, et que ceux-ci entrent en vigueur le 1er avril 1969.

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

CÉLÉBRATION DU MARIAGE CIVIL

Règlements

a) Fonctionnaires compétents:

1° Le protonotaire qui nomme un ou des adjoints comme fonctionnaires compétents à célébrer le mariage, le fait suivant la formule No 1; l'original de cette formule est déposé au greffe et un exemplaire doit en être transmis immédiatement au ministre de la Justice.

2° Le protonotaire choisit parmi les employés du greffe, une personne qui agit comme greffier lors de la célébration du mariage.

3° Le greffier assiste le protonotaire ou son adjoint lors de la célébration du mariage et prend, en particulier, les dispositions pour que la cérémonie se déroule dans l'ordre.

b) Vêtements:

4° Le protonotaire ou son adjoint et le greffier portent la toge, la chemise blanche, la cravate foncée et le pantalon sombre.

c) Lieu:

5° Le mariage doit être célébré dans une salle d'audience du Palais de Justice ou de tout autre immeuble connu et considéré comme étant un Palais de Justice temporaire. S'il n'existe aucun Palais de Justice dans un rayon de cinquante milles du domicile de l'épouse, le mariage peut être célébré à l'Hôtel de Ville le plus rapproché, dans la sallé de délibérations du conseil ou dans tout autre endroit convenable dudit Hôtel de Ville.

6° Le drapeau du Québec doit être hissé à l'endroit où le mariage est célébré.

d) Jour et heure de la célébration:

7° Le mariage civil doit être célébré le jour, sauf le dimanche, entre la neuvième et la dix-septième heure. Le protonotaire doit s'assurer qu'un délai de vingt jours s'est écoulé depuis le dernier affichage de la publication du mariage.

e) Cahier:

8° Le protonotaire doit tenir un cahier dans lequel il inscrit toutes les procédures faites à l'occasion du mariage soit:

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 501

Québec, February 26, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulations respecting the solemnization of civil marriage.

WHEREAS in accordance with article 134 (*a*) of the Civil Code (17 Elizabeth II, 1968, chapter 82, section 13), the Lieutenant-Governor in Council may adopt certain rules respecting the solemnization of civil marriage.

THEREFORE, it is ordered upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT the regulations annexed hereto respecting the solemnization of civil marriage be adopted, and that they shall come into force on the 1st day of April 1969.

True copy,

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

SOLEMNIZATION OF CIVIL MARRIAGE

Regulations

(*a*) Competent officers:

1. The prothonotary who appoints one or more assistants as officers competent to marriage, shall do so in accordance with form No. 1; the original of such form shall be deposited in the office of the court and a copy shall be sent forthwith to the Minister of Justice.

2. The prothonotary shall choose from among the employees of the office, a person who shall act as clerk at the solemnization of marriages.

3. The clerk shall assist the prothonotary or his assistant at the solemnization of marriage and shall, in particular, take steps to ensure that the ceremony proceeds in an orderly manner.

(*b*) Clothing:

4. The prothonotary or his assistant shall wear a gown, a white shirt, a dark necktie and dark trousers.

(*c*) Place:

5. The marriage shall be solemnized in a courtroom in the Court House or in any other building known and recognized as a temporary Court House. If there is no Court House within a radius of fifty miles from the wife's residence, the marriage may be solemnized at the nearest Town Hall, in the council chamber or any other suitable place in the said Town Hall.

6. The Québec flag shall be displayed at the place where the marriage is solemnized.

(*d*) Day and hour of solemnization:

7. Civil marriages shall be solemnized during the day, Sunday excepted, between nine o'clock in the morning and five o'clock in the afternoon. Care must be taken to ensure that a delay of twenty days has elapsed since the last posting of the notice of the marriage.

(*e*) Record book:

8. The prothonotary shall keep a record book in which he shall enter all the proceedings taken at the marriage; namely:

a) La date où les parties ont formulé leur demande.

b) La date de la publication et de l'affichage.

c) La date de la réception des documents requis soit le certificat de naissance ou de décès s'il y a lieu, le consentement écrit, la copie du jugement final de divorce.

d) La mention du paiement des frais.

e) La date de la célébration et la date d'émission du certificat de mariage.

f) La mention du régime matrimonial adopté par les parties avec indication du notaire instrumentant et du numéro de sa minute.

9° Ce cahier doit avoir un index alphabétique. Chaque inscription de mariage porte un numéro spécial qui correspond à un dossier où sont déposés tous les documents relatifs audit mariage.

f) Affichage:

10° Toute publication de mariage doit être affichée sur un tableau au greffe de la Cour Supérieure et à l'Hôtel de Ville, le cas échéant, à un endroit bien en vue du public.

11° Si l'acte de publication de mariage doit être affiché dans plusieurs districts, le protonotaire transmet sans délai aux protonotaires des autres districts impliqués, une copie certifiée de cet acte. Ces derniers doivent attester qu'ils ont reçu une copie de l'acte de publication de mariage et mentionner la date et l'heure de l'affichage à leur greffe.

g) Devoirs du protonotaire:

12° Avant la publication du mariage par affichage, le protonotaire doit:

a) S'assurer de l'identité des futurs époux.

b) Vérifier si les futurs époux sont majeurs ou légalement autorisés et s'ils peuvent contracter mariage.

c) Obtenir de chacun des futurs époux leur extrait des registres de naissances.

d) Obtenir le consentement écrit au mariage des parents du futur époux mineur ou du tuteur ou du tuteur *ad hoc* selon le cas. Ce document doit être en la forme authentique s'il s'élève des doutes sur l'authenticité de la signature des personnes dont le consentement paraît avoir été donné.

e) Obtenir une copie conforme du jugement final lorsqu'une des parties est divorcée.

f) Obtenir de chacun des futurs époux et de deux témoins majeurs, une déclaration appuyée du serment ou de l'affirmation solennelle, à l'appui de la déclaration apparaissant dans l'acte de publication du mariage.

g) Recevoir des parties contractantes le paiement des frais exigibles.

h) Célébration du mariage:

13° Avant de commencer la cérémonie du mariage, le protonotaire vérifie l'identité des parties contractantes et s'assure que toutes les formalités ont été remplies et que toutes les pièces sont versées au dossier.

14° Le protonotaire donne d'abord lecture de l'acte de publication de mariage et fait mention de tous les autres documents déposés au dossier, puis il s'adresse aux futurs époux dans les termes de la formule 3.

15° Cette lecture est faite en français ou en anglais selon la langue des parties contractantes. Si l'une des parties contractantes ne comprend pas

(*a*) The date when the parties made their application.

(*b*) The date of publication and posting.

(*c*) The date of receipt of the requisite documents, namely the birth or death certificate if need be, the written consent, the copy of the final judgment of divorce.

(*d*) Mention of payment of the costs.

(*e*) The date of the solemnization and the date of the issue of the marriage certificate.

f) Mention of the matrimonial régime adopted by the parties, indicating the officiating notary and of the number of his minute.

9. Such record-book shall have an alphabetical index. Each entry of marriage shall bear a special number corresponding to a file wherein all the documents respecting such marriage shall be placed.

(*f*) Posting:

10. Every publication of marriage shall be posted up on a notice-board in the office of the Superior Court, and in the Town Hall, where one exists, in a place in full public view.

11. If the instrument of publication of marriage must be posted in several districts, the prothonotary shall transmit a certified copy of such instrument to the prothonotaries of the other districts involved without delay. Such latter prothonotaries shall attest their receipt of a copy of the instrument of publication of marriage with mention of the date and time of posting in their office.

(*g*) Duties of the prothonotary:

12. Before publication of a marriage by posting, the prothonotary shall:

(*a*) Assure himself of the identity of the parties to be married.

(*b*) Ascertain if the parties to be married are of major age or are legally authorized and if they can contract marriage.

(*c*) Obtain from each of the parties to be married a copy of his act of birth.

(*d*) Obtain the written consent to marry of the parents of any party of minor age who is to be married, or of his tutor or tutor *ad hoc* as the case may be. Such document must be in authentic form if any doubt arises respecting the authenticity of the signatures of the persons whose consent appears to have been given.

(*e*) Obtain a true copy of the final judgment when one of the parties has been divorced.

(*f*) Obtain from each of the parties to be married and from two witnesses of major age, a declaration under oath or solemn affirmation, in support of the declaration appearing in the instrument of publication of the marriage.

(*g*) Receive from the contracting parties the payment of the exigible fees.

(*h*) Solemnization of marriage:

13. Before beginning the marriage ceremony, the prothonotary shall verify the identity of the contracting parties and shall assure himself that all the formalities have been fulfilled and that all the documents have been placed in the file.

14. The prothonotary shall first read the instrument of publication of marriage and shall make mention of all the other documents deposited in the file, and he shall then address the parties to be married in the words of form 3.

15. Such reading shall be done in English or in French according to the language of the contracting parties. If one of the contracting

l'une ou l'autre de ces langues, l'officier célébrant peut requérir les services d'un interprète et mention doit en être faite dans le cahier visé à l'article 8.

16° L'officier célébrant interpelle subséquemment les futurs époux suivant la formule 4.

17° Le protonotaire procède ensuite à l'inscription de l'acte de mariage dans les registres de l'état civil en présence des parties contractantes et des témoins à qui il en donne lecture. Le protonotaire doit apposer sa signature à la suite des parties et des témoins.

i) Divers:

18° Les mariages collectifs sont permis et dans ce cas, l'officier célébrant ne lit qu'une fois les articles mentionnés dans la formule 3.

19° L'usage de boissons alcooliques est prohibé à l'occasion de la célébration du mariage dans l'immeuble où il a lieu.

j) Tarif:

20° Les frais de célébration du mariage sont les suivants:

a) Tout mariage célébré les jours non fériés, $75.

b) Tout mariage célébré le samedi ou un jour férié, $100.

21° Lorsque le protonotaire et son greffier doivent se déplacer pour célébrer le mariage, il doit être ajouté aux taux mentionnés ci-dessus:

a) Les frais de déplacement;

b) Les dépenses de séjour.

parties does not understand either of such languages, the officer solemnizing the marriage may require the services of an interpreter, and mention of such fact shall be made in the record book contemplated in section 8.

16. The officer solemnizing the marriage shall then address the parties to be married according to form 4.

17. The prothonotary shall next proceed to enter the act of marriage in the civil registers in the presence of the contracting parties and the witnesses, and shall read it to them. The prothonotary shall affix his signature after the parties and witnesses.

(*i*) Miscellaneous:

18. Multiple marriages are permitted and in such case the officer solemnizing the marriages shall read once only the articles mentioned in form 3.

19. The use of alcoholic beverages is prohibited on the occasion of the solemnizing of marriage in the building where it takes place.

(*j*) Tariff:

20. The fees for the solemnizing of marriage shall be as follows:

(*a*) Any marriage solemnized on a working day, $75.

(*b*) Any marriage solemnized on Saturday or on a legal holiday, $100.

21. When the prothonotary and his clerk are obliged to travel in order to solemnize a marriage, the following shall be added to the abovementioned fees:

(*a*) The cost of travel;

(*b*) The cost of the stay-over.

Formule 1-A

Je soussigné,.....protonotaire de la Cour Supérieure dans le district judiciaire de.....nomme et désigne Monsieur ....., protonotaire adjoint, comme fonctionnaire compétent à célébrer le mariage civil dans le district judiciaire de.....

Monsieur.....exercera ses fonctions pour la période du....(jour).....(mois)au..(jour).....(mois).

Form 1-A

I, the undersigned....., prothonotary of the Superior Court in the judicial district of....., appoint and designate Mr....., deputy prothonotary, as an officer competent to solemnize civil marriage in the judicial district of.....

Mr..... shall perform his duties from the.....(day) of.....(month) to the.....(day) of.....(month).

Formule 1-B

Je soussigné,.....protonotaire de la Cour Supérieure dans le district judiciaire de.....nomme et désigne Monsieur..... .....protonotaire adjoint, comme fonctionnaire compétent à célébrer le mariage civil de Monsieur..... et Mademoiselle..... à..... le ..... (jour) ..... (mois).

Form 1-B

I, the undersigned....., prothonotary of the Superior Court in the judicial district of....., appoint and designate Mr..... deputy prothonotary, as an officer competent to solemnize the civil marriage of Mr..... and Miss..... at..... on the..... (day) of ..... (month).

Publication du mariage devant être célébré par le protonotaire au Palais de Justice de....., chef-lieu du district judiciaire de....., le ....., entre.....

(date)

..... et

(prénoms, nom, profession, domicile du futur époux, d'une part)

.....

(prénoms, nom, profession, domicile de la future épouse, d'autre part)

Le présent acte de publication est affiché ce.....jour de..... en l'an 19.... par moi..... ...., protonotaire de la Cour supérieure du district de....., à l'endroit destiné aux avis dans le greffe de ladite Cour supérieure.

Déclaration des futurs époux

No.

Époux		Épouse
	Nom et prénoms	
	Profession	
	Domicile et résidence	
	Majeur(e) ou mineur(e)	
	Célibataire, veuf(ve) ou divorcé(e) de	
	Nom du père	
	Profession	
	Domicile et résidence	
	Nom de fille et prénoms de la mère	
	Occupation	
	Domicile et résidence	

Nous, lesdits futurs époux, affirmons solennellement que les informations ci-dessus sont vraies et faisons cette déclaration solennelle la croyant consciencieusement vraie et sachant qu'elle a la même force et le même effet qu'un serment.

Époux:.....
Épouse:.....

Déclaré devant moi à.....
ce.....

.....
(protonotaire)

Nous, soussignés, témoins, déclarons que nous sommes majeurs, que nous avons pris connaissance des informations précitées, et nous affirmons solennellement que ces informations sont conformes à la vérité. Nous faisons cette déclaration solennelle sachant qu'elle a la même force et le même effet qu'un serment.

Témoin:.....
Adresse:.....
.....
Témoin:.....
Adresse:.....
.....
Déclaré devant moi à.....
ce.....

.....
(protonotaire)

Certificat de publication

Je, soussigné, protonotaire de la Cour supérieure pour le district de..... à ....., certifie par les présentes que l'acte de publication du mariage susdit a bien été affiché à un endroit en vue au greffe de la Cour supérieure du district de..... à ....., le ....., et que cette affiche est restée apposée pendant une période de vingt jours. Je certifie en outre qu'aucune opposition n'a été faite à date à la célébration du mariage projeté.

Le..... de ..... 19 ....
.....
(protonotaire)

Publication of the marriage to be solemnized by the prothonotary at the court house of.....
....., chief place of the judicial district of....., on the.....,
(date)
between.....
(given names, surname, occupation, domicile of the future husband (of the one part)
and.....
(given names, surname, occupation, domicile of future wife, (of the other part)

This act of publication was posted up, this....day of.....in the year 19.... by me, ..., prothonotary of the Superior Court of the district of....., at the place set aside for notices in the office of the said Superior Court.

Statement of parties to be married

No.

Husband		Wife
	Name and given names	
	Occupation	
	Domicile and residence	
	Major or minor	
	Bachelor, spinster, widow(er) or divorced from	
	Father's name	
	Occupation	
	Domicile and residence	
	Mother's maiden name	
	Occupation	
	Domicile and residence	

We, the said parties to be married, solemnly affirm that the above information is true and we make this solemn declaration, conscientiously believing it to be true and knowing that it has the same force and effect as an oath.

Husband:.....
Wife:.....
Declared before me at....., this.....

.....
(prothonotary)

We, the undersigned witnesses, declare that we are of major age, have taken cognizance of the above information and solemnly affirm that such information is true. We make this solemn declaration knowing that it has the same force and effect as an oath.

Witness:.....
Address:.....
Witness:.....
Address:.....

Declared before me at....., this.....

.....
(prothonotary)

Certificate of Publication

I, the undersigned prothonotary of the Superior Court for the district of..... at....., hereby certify that the act of publication of the above marriage has been posted up in a conspicuous place at the office of the Superior Court of the district of..... at....., on.....and remained so posted up for a period of twenty days. I also certify that to this date no opposition has been made to the solemnization of the proposed marriage.

The..... of ..... 19....

.....
(prothonotary)

Formule 3

(Nom de l'épouse.....(Nom de l'époux)..... avant de vous unir par les liens du mariage, je dois vous faire lecture de certains textes de loi qui vous exposent les obligations civiles que vous allez contracter ».

Article 173. Les époux se doivent mutuellement fidélité, secours et assistance.

Article 174. La femme concourt avec le mari à assurer la direction morale et matérielle de la famille, à pourvoir à son entretien, à élever les enfants et à préparer leur établissement.

Form 3

(Name of wife).....(Name of husband)..... .....before uniting you in the bonds of matrimony, I am required to read to you certain texts of law which set out the civil obligations that you are about to contract."

Article 173. Husband and wife mutually owe each other fidelity, succor and assistance.

Article 174. The wife participates with the husband in ensuring the moral and material control of the family, in providing for its maintenance, in bringing up the children and preparing their establishment in life.

La femme exerce seule ces fonctions lorsque le mari est hors d'état de manifester sa volonté en raison de son incapacité, de son absence, de son éloignement ou de toute autre cause.

Article 175. La femme est obligée d'habiter avec le mari, qu'elle doit suivre pour demeurer partout où il fixe la résidence de la famille. Le mari est tenu de l'y recevoir.

Lorsque la résidence choisie par le mari présente pour la famille des dangers d'ordre physique ou d'ordre moral, la femme peut, par exception, être autorisée à avoir pour elle et ses enfants une autre résidence fixée par le juge.

Cette autorisation peut être accordée sur requête présentée à un juge de la Cour Supérieure, après signification au mari.

Article 176. Le mari est obligé de fournir à sa femme tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie selon ses facultés et son état.

The wife exercises these functions alone when the husband is unable to make his will known by reason of his incapacity, absence, remoteness, or other cause.

Article 175. A wife is obliged to live with her husband, and must follow him and reside wherever he fixes the residence of the family. The husband is bound to receive her there.

When the residence chosen by the husband exposes the family to dangers of a physical or moral nature, the wife may, by exception, be authorized to take up for herself and her children another residence fixed by the judge.

Such authorization may be given upon a petition to a judge of the Superior Court, after service upon the husband.

Article 176. A husband is obliged to supply his wife with all the necessities of life according to his means and condition.

Formule 4

(Nom de l'époux).....voulez-vous prendre (nom de l'épouse)..... qui est ici présente, pour votre légitime épouse ?

Répondez: « Oui, je le veux. »

(Nom de l'épouse).....voulez-vous prendre (nom de l'époux)..... qui est ici présent, pour votre légitime époux ?

Répondez: « Oui, je le veux. »

(Les époux se donnent alors la main et l'officier célébrant prononce les paroles qui suivent:)

« En vertu des pouvoirs qui me sont conférés par la loi, vous (nom de l'époux) et vous (nom de l'épouse) je vous déclare maintenant unis par les liens du mariage. »

(L'époux présente alors l'anneau conjugal et le passe lui-même à l'annulaire de son épouse. L'officier célébrant peut ensuite s'adresser en ces termes aux nouveaux époux:)

« Vous voilà donc mariés suivant la loi. Je vous offre, monsieur et madame, au nom de toutes les personnes présentes et en mon nom personnel, tous nos meilleurs voeux de bonheur. »

Form 4

(Name of husband).....do you take (name of wife)..... here present for your lawful wedded wife ?

Answer: "I do."

(Name of wife).....do you take (name of husband)..... here present for your lawful wedded husband ?

Answer: "I do."

(The parties take each other by the hand and the officer solemnizing the marriage pronounces the following words:)

"By virtue of the powers vested in me by law, I now declare that you (name of husband) and you (name of wife) are now united in the bonds of marriage."

(The husband then produces the wedding ring and places it on the ring-finger of his wife. The officer solemnizing the marriage may then address the newly married couple as follows:)

"You are now legally married. Permit me, for myself and on behalf of all those present, to offer you our best wishes for your happiness."

Formule 5

Acte de mariage

Ce.....jour de.....mil neuf cent soixante.....

....., ..., de.....
(nom du marié) (son occupation) (résidence)

fils majeur (ou mineur avec consentement de ses parents ou tuteurs et donner le nom et l'adresse)

(ou veuf de.....) de ....., ...,
(nom du père) (son occupation)

de..... et de..... de.....
(résidence) (nom de la mère) (résidence)

d'une part; et....., ...,
(nom de la mariée) (son occupation)

de.....fille majeure (ou mineure avec consentement de ses
(résidence)

parents ou tuteurs et donner le nom et l'adresse) (ou veuve de.....)

de....., ..., de .....
(nom du père) (son occupation) (résidence)

et de....., de .....,d'autre part;
(nom de la mère) (résidence)

après l'affichage régulier de l'acte de publication de mariage, sans empêchement ni opposition, ont

été mariés par moi....., protonotaire (adjoint) dûment autorisé, à.....
(endroit)

au Palais de Justice du district de..... ou à.....
(endroit dûment autorisé

en présence de....., et.....,
(témoin, nom et adresse) (parent ou ami de l'époux) (témoin, nom et adresse)
....., qui ont signé. Les parties ont déclaré avoir signé un
(parent ou ami de l'épouse)
contrat de mariage devant le Notaire..... de .....
(nom) (cité ou ville)
(ou ont déclaré ne pas avoir signé de contrat de mariage).
Lecture faite.

Parties: .....
(époux)
.....,.....
(épouse)

Témoins: .....
.....

.....
Protonotaire ou Protonotaire adjoint
dûment autorisé

x Écrire les noms en lettres moulées.

Form 5

Marriage certificate

On the.....day of.....nineteen hundred and sixty.....

....., ..., of.....,
(name of husband) (his occupation) residence)
son of full age (or minor with the consent of his parents or tutors- and give name and address) (or

widower of.....) of....., ..., of.....,
(name of the father) (his occupation) (residence)
and of....., of....., of the first part; and.....,
(name of mother) (residence) (name of the bride)
....., of....., daughter of full age (or under age with the consent
(her occupation) (residence)
of her parents or tutors- and give name and address) (or widow of.....) of.....

....., ..., of....., and of.....,
(name of father) (his occupation) (residence) (name of mothers)
of....., of the second part; after due posting of the marriage publication notice,
(residence)
without impediment or opposition, were married by me....., (deputy-) prothonotary

duly authorized, at....., in the Court House of the district of.....,
(place)
(or at.....), in the presence of....., ...
(duly authorized place) (witness, name and address) (relative or friend of husband)
and....., ..., who have signed. The parties declared that they
(witness, name and address) (relative or friend of the wife)
signed a marriage contract before....., notary, of..... (or
(name) (city or town)
declared that they have not signed a marriage contract).
After due reading.

Parties: .....
(husband)
.....
(wife)

Witnesses: .....
.....

.....
Prothonotary or deputy-prothonotary
duly authorized

x Write the names in block letters.

Formule 6

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
Certificat de mariage

Je, soussigné,..... fonctionnaire compétent à célébrer le mariage conformément aux prescriptions des lois du

Form 6

GOVERNMENT OF THE PROVINCE OF QUÉBEC
Marriage Certificate

I, the undersigned,..... an officer competent to solemnize marriage in conformity with the requirements of the laws of

Québec, certifie par la présente que ce..... jour de.....19.... j'ai marié monsieur..... fils de....., d'une part, et..... fille de....., d'autre part, au Palais de Justice de..... district judiciaire de.....

Donné à.....
ce.....jour de.....19....

Protonotaire dûment autorisé.

28285-o

the Province of Québec, hereby certify that on this..... day of..... 19....., I, married Mr..... son of....., of the first part, and....., daughter of....., of the second part, at the court house of....., judicial district of.....,

Given at
this ..... day of ..... 19...

Prothonotary duly authorized.

28285-o

Bill — Assemblée législative

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Québec, 27 février 1969.

Aujourd'hui, à cinq heures de l'après-midi, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de sanctionner le bill suivant:

2 Loi concernant la ville de Québec.

La sanction royale est prononcée sur ce bill par le secrétaire de la chancellerie, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ce bill. »

28260-o

Bill — Legislative Assembly

OFFICE OF THE LIEUTENANT-GOVERNOR

Québec, 27th of February 1969.

This day, at five o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to sanction the following bill:

2 An Act respecting the city of Québec.

To this bill the Royal assent was pronounced by the Secretary of the Crown in Chancery in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to this bill."

28260-o

Ventes par licitation

Licitation forcée
District de Richelieu

Cour Supérieure, No 19-423. { DAME MARIE JEANNE HINS, domiciliée à 27*a*, rue Robitaille, St-David, dans le comté de Lévis, P.Q., épouse commune en biens de Marcel Dion, demanderesse, et ledit MARCEL DION, entrepreneur, domicilié au même endroit, pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes, mis-en-cause, *vs* Dame GEORGIANNA DANVILLE, veuve de Ernest Hins, domiciliée à 1061, avenue de la Loire, en la cité de Ste-Foy, district de Québec, défenderesse, Dame ERNESTINE HINS, domiciliée à 45, rue Tessier, à Rimouski, épouse commune de biens de Eugène Martin, EUGÈNE MARTIN, ALBERT HINS, Dame GILBERTE HINS, GÉRARD LAVOIE, Dame GERTRUDE HINS, ARTHUR DUBÉ, HECTOR HINS, Soeur HÉLÈNE HINS, Demoiselle CÉCILE HINS et ALPHONSE HINS, défendeurs,

suivant jugement rendu en cette cause le 11 novembre 1968.

« Un terrain sis en la ville de Tracy, sur le côté Sud de Boulevard Cournoyer, connu et désigné au cadastre de la paroisse de St-Pierre de Sorel comme étant le lot numéro cent soixante-dix-sept de la subdivision du lot originaire numéro trente-six, mesurant cinquante (50′.0) pieds de largeur sur cent (100.0′) pieds de profondeur, mesures anglaises et plus ou moins; avec les bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 2306 du Boulevard Cournoyer à Tracy, circonstances et dépendances. »

Sales by Licitation

Forced licitation
District of Richelieu

Superior Court, No. 19-423. { MRS. MARIE JEANNE HINS, residing at 27*a*, Robitaille Street, St-David, in the county of Lévis, P.Q., wife common as to property of Marcel Dion, plaintiff, and the said MARCEL DION, contractor, residing at the same place, to authorize and assist his wife for the presents, mis-en-cause, *vs* Mrs. GEORGIANNA DANVILLE, widow of Ernest Hins, residing at 1061 de la Loire Avenue, in the city of Ste-Foy, district of Québec, defendant, Mrs. ERNESTINE HINS, residing at 45 Tessier Street, at Rimouski, wife common as to property of Eugène Martin, EUGÈNE MARTIN, ALBERT HINS, Mrs. GILBERTE HINS, GÉRARD LAVOIE, Mrs. GERTRUDE HINS, ARTHUR DUBÉ, HECTOR HINS, Sister HÉLÈNE HINS, Miss CÉCILE HINS and ALPHONSE HINS, defendants,

following judgment rendered in this case on November 11, 1968.

"A piece of land situated in the town of Tracy, on the south side of Cournoyer Boulevard, known and designated on the cadastre of the parish of St-Pierre de Sorel as being lot number one hundred and seventy-seven of the subdivision of original lot number thirty-six, measuring fifty (50.0′) feet in width by one hundred (100.0′) feet in depth, English measure and more or less; with buildings erected thereon bearing civic number 2306 Cournoyer Boulevard, at Tracy, circumstances and dependencies."

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Richelieu, situé à Sorel le QUATORZIÈME jour d'AVRIL 1969, à DIX heures TRENTE de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,
Bureau du shérif, FRANÇOIS GÉLINAS.
Sorel, le 17 décembre 1968. 27389-o

To be sold at the Registry Office of the county of Richelieu, situated at Sorel, on the FOURTEENTH day of APRIL, 1969, at TEN THIRTY in the afternoon.

FRANÇOIS GÉLINAS,
Sheriff's Office, *Interim Sheriff.*
Sorel, December 17, 1968. 28230

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

De Bonis et de Terris
District de Beauharnois

Cour Provinciale, No 3922. { LA CORPORATION MUNICIPALE DE LA PAROISSE DE ST-TIMOTHÉE DE BEAUHARNOIS, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la paroisse de St-Timothée, district de Beauharnois, demanderesse, *vs* W. J. BUSHNELL, domicilié et résidant à 8 Elderwood Drive, en la ville de Toronto, province d'Ontario, défendeur.

« Un emplacement connu et désigné sous le numéro trois de la subdivision du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Timothée, sous le numéro cent soixante-dix-huit (No 178-3) avec bâtisses ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Beauharnois, à Beauharnois, MERCREDI, le NEUVIÈME jour d'AVRIL 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Salaberry de Valleyfield, ERNEST LEBLANC.
le 24 février 1969. 28266-o

BEAUHARNOIS

De Bonis et de Terris
District of Beauharnois

Provincial Court, No. 3922. { LA CORPORATION MUNICIPALE DE LA PAROISSE DE ST-TIMOTHÉE DE BEAUHARNOIS, a body politic and incorporated, having its principal place of business in the parish of St-Timothée, district of Beauharnois, plaintiff, *vs* W. J. BUSHNELL, domiciled and residing at 8 Elderwood Drive, in the town of Toronto, province of Ontario, defendant.

"An emplacement known and designated under number three of the subdivision of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference for the parish of St-Timothée, under number one hundred and seventy-eight (No. 178-3) with buildings."

To be sold at the Registry Office of Beauharnois division, in Beauharnois, WEDNESDAY, the NINTH day of APRIL, 1969, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST LEBLANC,
Salaberry de Valleyfield, *Sheriff.*
February 24, 1969. 28266

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, No. 19,640. { ALPHONSE MARIER, commerçant, faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de « Sablière St-Félix Enrg. », domicilié en la municipalité de St-Félix de Valois, district de Joliette, demandeur, *vs* DAME THÉRÈSE CORRIVEAU, épouse de Yoland Beausoleil demeurant à St-Charles de Mandeville, district de Joliette et YOLAND BEAUSOLEIL, des mêmes lieux, aux fins d'autoriser et d'assister son épouse en autant que besoin est, défendeurs et ROLAND DOUCET, en sa qualité de régistrateur du comté de Berthier, mis-en-cause.

« A) Un lopin de terre situé en la paroisse de St-Charles de Mandeville, à Mascouche rang B, Peterborough, connu et désigné comme étant une partie du lot 25 du cadastre de la paroisse de St-Didace dont St-Charles de Mandeville est un démenbrement, de la contenance d'environ 1,300 pieds de largeur sur une profondeur de 4½ arpents, plus ou moins, borné au sud-est

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis de Terris
Canada — Province of Québec
District of Joliette

Superior Court, No. 19,640. { ALPHONSE MARIER, trader, carrying on business alone under name and style of "Sablière St-Félix Enrg.", domiciled in the municipality of St-Félix de Valois, district of Joliette, plaintiff, *vs* DAME THÉRESE CORRIVEAU, wife of Yoland Beausoleil, residing at St-Charles de Mandeville, district of Joliette and YOLAND BEAUSOLEIL, of the same place, for the purposes of authorizing and assisting his wife, as required defendants, and ROLAND DOUCET, in his quality of Registrar for the county of Berthier, mis-en-cause.

"(A) A piece of land situated in the parish of St-Charles de Mandeville, in Mascouche, range B, Peterborough, known and designated as forming part of lot 25 of the cadastre for the parish of St-Didace of which St-Charles de Mandeville is a former part, of the countenance of about 1,300 feet in width by a depth of 4½ arpents, more or less, bounded on the south-east

par le lot 24b, au nord-ouest par le chemin public qui traverse le lopin de terre vers le Lac Hénault, au sud-ouest par Simon Charbonneau, avec toutes les constructions y érigées ainsi que les étangs et les lacs construits sur cette terre;

B) Un autre lopin de terre situé aux mêmes lieux, au nord-est du chemin public conduisant au Lac Hénault, et dont il est fait mention ci-dessus, à environ 400 pieds de ce chemin, de la contenance de 100 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, plus ou moins, et faisant aussi partie dudit lot 25 ci-dessus, cadastre St-Didace, borné en front au sud-est par le chemin public du club, au nord-ouest par Zénon Beausoleil de même que de chaque côté avec les constructions y érigées. »

Pour être vendus à la division d'enregistrement de Berthier, à Berthierville, comté de Berthier, district de Joliette, MARDI, le QUINZIÈME jour d'AVRIL 1969 à ONZE heures et QUINZE minutes de l'avant-midi.

Le shérif,
CHARLES ÉLÉMENT.

Bureau du shérif,
Joliette, ce 25 février 1969. 28267-o

by lot 24b, on the northwest, by the public road crossing the piece of land towards Hénault lake, on the southwest by Simon Charbonneau, with all the buildings thereon erected, and the ponds and lakes thereon.

(B) Another piece of land situated on the same place, on the northeast of the public road leading to Hénault Lake, and of which mention is made hereinabove, at about 400 feet from this road, of the countenance of 100 feet in width by 100 feet in depth, more or less, and also forming part of the hereinabove lot 25, St-Didace cadastre, bounded in front on the southeast by the club public road, on the northwest by Zénon Beausoleil as well as on each side, with the buildings thereon erected."

To be sold at the Registry Division of Berthier, in Berthierville, county of Berthier, district of Joliette, TUESDAY, the FIFTEENTH day of APRIL, 1969, at ELEVEN o'clock FIFTEEN in the forenoon.

CHARLES ÉLÉMENT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, February 25, 1969. 28267

Fieri Facias de Bonis de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, No 19,879. JEAN MARIER, contracteur général, de la municipalité de St-Gabriel de Brandon, district de Joliette, demandeur, *vs* DAME THÉRESE CORRIVEAU, épouse de Yoland Beausoleil, demeurant à St-Charles de Mandeville, district de Joliette et ledit YOLAND BEAUSOLEIL, des mêmes lieux, aux fins d'assister et d'autoriser son épouse en autant que besoin est, défendeurs, et ROLAND DOUCET, en sa qualité de régistrateur de la division d'enregistrement du comté de Berthier, mis-en-cause.

« A) Un lopin de terre situé dans la paroisse de St-Charles de Mandeville, à Mastigouche, rang B, Peterborough, connu et désigné comme étant une partie du lot vingt-cinq (Ptie no 25) au cadastre de la paroisse de St-Didace, dont St-Charles est un démembrement, de la contenance d'environ mille trois cents pieds de largeur sur une profondeur de quatre arpents et demi, plus ou moins, borné au sud-est par le lot 24B, au nord-ouest par le lot 26, au nord-est par le chemin public, ce dernier, traversant la terre, au sud-ouest par Simon Charbonneau. Avec les constructions y érigées.

B) Un autre lopin de terre situé dans le même rang au nord-est du chemin public du Lac Hénault, dont il est fait mention ci-dessus, à environ quatre cents pieds de ce chemin, de la contenance de cent pieds de largeur sur cent de profondeur, faisant partie dudit lot numéro vingt-cinq (Ptie no 25) dudit cadastre borné en front au sud-est par le chemin public menant au club à la profondeur, au nord-ouest par Zénon Beausoleil de même que de chaque côté. Avec chalet y érigé. »

Pour être vendus à la division d'enregistrement de Berthier, à Berthierville, comté de Berthier, district de Joliette, MARDI, le QUINZIÈME jour d'AVRIL 1969, à DIX heures TRENTE minutes de l'avant-midi.

Le shérif,
CHARLES ÉLÉMENT.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 25 février 1969. 28268-o

Fieri Facias de Bonis de Terris
Canada — Province of Québec
District of Joliette

Superior Court, No. 19,879. JEAN MARIER, general contractor, of the municipality of St-Gabriel de Brandon, district of Joliette, plaintiff, *vs* DAME THÉRÈSE CORRIVEAU, wife of Yoland Beausoleil, residing at St-Charles de Mandeville, district of Joliette and the said YOLAND BEAUSOLEIL, of the same place, for the purposes of assisting and authorizing his wife as required, defendants, et ROLAND DOUCET, in his quality of registrar for the registry division of the county of Berthier, mis-en-cause.

"(A) A piece of land situated in the parish of St-Charles de Mandeville, at Mastigouche, range B, Peterborough, known and designated as forming part of lot twenty-five (Pt No. 25) on the cadastre for the parish of St-Didace, of which St-Charles is a former part, of the countenance of about one thousand three hundred feet in width by a depth of four arpents and a half, more or less, bounded on the southeast by lot 24B, on the northwest by lot 26, on the northeast by the public road, the latter crossing the farm, on the southwest by Simon Charbonneau. With the buildings thereon erected.

(B) Another piece of land situated in the same range on the northeast of the public road of Hénault Lake, of which mention is made hereinabove, at about four hundred feet from this road, of the countenance of one hundred feet in width by one hundred feet in depth, forming part of said lot number twenty-five (Pt No. 25) of said cadastre, bounded in front on the southeast by the public road leading to the club at the depth, on the northwest by Zénon Beausoleil as well as on each side. With chalet thereon erected."

To be sold at the registry division of Berthier, in Berthierville, county of Berthier, district of Joliette, TUESDAY, the FIFTEENTH day of APRIL, 1969, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLÉMENT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, February 25, 1969. 28268

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Provinciale, No 11-393. { CONRAD GOSSELIN et RENÉ HENAULT, faisant affaire ensemble à St-Joseph-du-Lac, district de Terrebonne, sous la raison sociale de Henault et Gosselin Aluminium Enr., demandeurs, *vs* Dame GILBERTE CHOUINARD, domiciliée à Ste-Perpétue, comté de L'Islet, district de Montmagny, défenderesse.

« Le lot No 12-B 7 du rang A, canton Garneau, division d'enregistrement St-Jean-Port-Joli, avec toutes les bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de St-Jean-Port-Joli, le LUNDI, QUATORZIÈME jour d'AVRIL 1969 à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
JEAN-PAUL TREMBLAY.

Bureau du shérif,
Montmagny, P.Q. 28269-o

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District of Montmagny

Provincial Court, No. 11-393. { CONRAD GOSSELIN and RENÉ HENAULT, carrying on business together in St-Joseph du Lac, district of Terrebonne, under the name and style of Henault and Gosselin Aluminium Enr., plaintiff, *vs* Dame GILBERTE CHOUINARD, domiciled at Ste-Perpétue, county of L'Islet, district of Montmagny, defendant.

"The lot No. 12-B 7 of range A, township of Garneau, registry division of St-Jean-Port-Joli, with all the buildings thereon erected."

To be sold at the registry division of St-Jean-Port-Joli, MONDAY, FOURTEENTH day of APRIL, 1969, at THREE o'clock in the afternoon.

JEAN-PAUL TREMBLAY,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montmagny, P.Q. 28269

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 155-041. { LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, corporation légalement constituée, ayant son siège social en la ville d'Ottawa, province d'Ontario et un bureau d'affaires dans la cité de Ste-Foy, district de Québec, *vs* JEAN NIL JEAN, domicilié à 9504, Place Blouin, Charlesbourg, district de Québec, et JEAN-CHARLES PICHER, notaire, en sa qualité de régistrateur de la division d'enregistrement de Québec, domicilié dans les cité et district de Québec, mis en cause.

« La subdivision numéro quatre-vingt-neuf du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt (380-89) du cadastre de Charlesbourg, comté de Québec, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le DIXIÈME jour d'AVRIL prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 4 mars 1969. 28301-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 148-566. { EMILIEN GUILLOT, entrepreneur général, domicilié à 455, rue Seigneuriale, Beauport Ouest, P.Q., *vs* LEE LEMELIN, domicilié à Avenue St-Joseph, Beauport Ouest, P.Q.

« Un emplacement situé en la municipalité de Beauport Ouest, comté de Québec, côté sud de l'avenue St-Joseph, désigné comme étant la subdivision vingt-trois du lot originaire sept cent quarante-neuf (749-23) du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, division d'enregistrement de Québec, mesurant cinquante-neuf pieds (59′) de largeur sur cent trente pieds (130′) de profondeur, mesure anglaise, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du shérif,
Québec, le 4 mars 1969. 28302-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 155-041. { THE CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, a corporation legally constituted, having its head office in the town of Ottawa, Province of Ontario and a business office in the city of Sainte-Foy, district of Québec, *vs* JEAN NIL JEAN, domiciled at 9504 Place Blouin, Charlesbourg, district of Québec, and JEAN-CHARLES PICHER, notary, in his capacity as registrar for the Québec registry division, domiciled in the city and district of Québec, mis-en-cause.

"Subdivision number eighty-nine of original lot number three hundred and eighty (380-89) of the cadastre of Charlesbourg, county of Québec, with building thereon erected, circumstances and dependencies".

To be sold at the Québec registry office, at Québec, on the TENTH day of APRIL next at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, March 4, 1969. 28301

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 148-566. { EMILIEN GUILLOT, general contractor, domiciled at 455 Seigneuriale Street, Beauport West, P.Q., *vs* LEE LEMELIN, domiciled at Saint-Joseph Avenue, Beauport West, P.Q.

"An emplacement situated in the municipality of Beauport West, county of Québec, south side of Saint-Joseph Avenue, designated as being subdivision twenty-three of original lot seven hundred and forty-nine (749-23) of the official cadastre for the parish of Beauport, Québec registry division, measuring fifty-nine feet (59′) in width by one hundred and thirty feet (130′) in depth, English measure, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the Québec registry office, at Québec, on the NINTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, March 4, 1969. 28302

RICHELIEU

Canada — Province de Québec
District de Richelieu

Cour Supérieure, No 19-575. { JEAN LUSSIER, courtier d'assurance, demeurant et résidant à Sorel, district de Richelieu, demandeur, *vs* GILLES HÉNAIRE, demeurant et résidant à Tracy, district de Richelieu, défendeur, et STEPHEN H. MILLER, en sa qualité de syndic à la faillite du défendeur, demeurant à 1117, Ste-Catherine Ouest, cité et district de Montréal, mis-en-cause.

« Un immeuble sis en la ville de Tracy, formé des lots numéros cent quarante-deux et cent quarante-trois de la subdivision du lot numéro seize (16-142 et 143) du cadastre de la paroisse de St-Joseph de Sorel; avec bâtisses y érigées ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Sorel, à Sorel, JEUDI, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, *Le shérif*,
FRANÇOIS GÉLINAS.

Palais de Justice,
Sorel, le 27 février 1969. 28270-o

RICHELIEU

Canada — Province of Québec
District of Richelieu

Superior Court, No. 19-575. { JEAN LUSSIER, insurance broker, domiciled and residing in Sorel, district of Richelieu, plaintiff, *vs* GILLES HÉNAIRE, domiciled and residing in Tracy, district of Richelieu, defendant, and STEPHEN H. MILLER, in his quality of trustee to the bankruptcy of the defendant, domiciled at 1117 Ste-Catherine West, city and district of Montreal, mis-en-cause.

"An immovable situated in the town of Tracy, formed by the lots numbers one hundred and forty-two and one hundred and forty-three of the subdivision of lot number sixteen (16-142 and 143) on the cadastre for the parish of St-Joseph de Sorel; with buildings thereon erected."

To be sold at the registry office of Sorel, in Sorel, THURSDAY, the TWENTY-FOURTH day of APRIL, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, FRANÇOIS GÉLINAS,
Sheriff.

Court House,
Sorel, February 27, 1969. 28270

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District of Terrebonne

Cour Supérieure, No 60 670. { HENRI CHARBONNEAU INC., une corporation légalement constituée ayant une place d'affaires à St-Sauveur des Monts district de Terrebonne, demanderesse, *vs* HENRI ROCHON, es qualité, de syndic à la faillite de PIERRE TROIE, ayant un bureau à 300 rue Labelle, Saint-Jérôme, district de Terrebonne, défendeur.

L'immeuble ci-après désigné et en la possession d'Henri Rochon, syndic à la faillite, et qui appartenait à Pierre Troie.

« Un emplacement ayant front sur un chemin à une certaine distance sud du Lac à La Truite, dans la municipalité de St-Adolphe d'Howard, connu et désigné comme une partie non subdivisée du lot originaire No un dans le rang neuf (Pte 1, R. IX) aux plan et livre de renvoi officiels du canton d'Howard, cette partie dudit lot étant de figure irrégulière et mesurant quarante-six pieds (46′) de largeur en front vers le sud est, où elle est bornée par la subdivision dix-sept dudit lot originaire No un étant une rue: soixante-dix-sept (77′) de largeur en arrière, vers le nord ouest, où elle est bornée par une autre partie non subdivisée dudit lot originaire No un cent trente-sept pieds (137′) de profondeur dans sa ligne sud-ouest où elle est bornée par la rue étant la subdivision quinze (15) dudit lot originaire No un; cent trente-deux pieds (132′) de profondeur dans sa ligne nord-est où elle est bornée par une autre partie non subdivisée dudit lot originaire No un et contenant en superficie huit mille cent pieds carrés (8,100 p.c.)

Tel que le tout se trouve présentement, avec une bâtisse dessus y érigée ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil 430, rue Grâce, Lachute,

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 60 670. { HENRI CHARBONNEAU INC., body legally incorporated, having a place of business at St-Sauveur des Monts, district of Terrebonne, plaintiff, *vs* HENRI ROCHON, in his capacity as trustee to the bankruptcy of PIERRE TROIE, having an office at 300 Labelle St., Saint-Jérôme, district of Terrebonne, defendant.

The immovable hereinafter designated and in the possession of Henri Rochon, trustee to the bankruptcy, and which belonged to Pierre Troie:

"An emplacement fronting on a road at a certain distance south of Lac à La Truite in the municipality of St-Adolphe d'Howard, known and designated as being an unsubdivided part of original lot No. one on Range nine (P. 1, Range IX) on the official plan and in the book of reference of the township of Howard, this part of the said lot being of irregular shape, and measuring forty-six feet (46′) in width in front on the southeast, where it is bounded by subdivision seventeen of said original lot number one which is a street; seventy-seven feet (77′) in width in the rear, on the northwest, where it is bounded by another unsubdivided part of said original lot No. one; one hundred and thirty-seven feet (137′) in depth on its southwest line where it is bounded by the street, subdivision fifteen (15) of said original lot No. one; one hundred and thirty-two feet (132′) in depth on its northeast line where it is bounded by another unsubdivided part of said original lot No. one, and having an area of eight thousand one hundred square feet (8,100) sq. ft.)

The whole as it is presently to be found with the building erected thereon".

To be sold in the registry office of the county of Argenteuil, 430 Grâce St., Lachute, P.Q.,

P.Q., MERCREDI, le NEUVIÈME jour d'AVRIL, mil neuf cent soixante-neuf à DEUX heures p.m.

Conditions: comptant.

Le shérif intérimaire,

Bureau du shérif, GABRIELLE FOURNELLE.
Saint-Jérôme, le 26 février 1969. 28231-o

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 753 832. { COMPAGNIE GUARANTY TRUST DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social en la cité de Toronto et sa principale place d'affaires dans la province de Québec, à Montréal, district de Montréal, demandeur, *vs* ROGER DAGENAIS, marchand, demeurant et domicilié au 26 de la 28ième avenue à Bois des Filions, district de Terrebonne, défendeur.

L'immeuble ci-après désigné et en la possession du défendeur Roger Dagenais.

« Un emplacement ayant front sur la 28ième avenue à Bois des Filion, dans le comté de Terrebonne, connu et désigné comme étant composé:

1° Un lot numéro sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt (20-7) du cadastre officiel de la paroisse de St-Louis de Terrebonne;

2° Du lot numéro huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt (20-8) du cadastre officiel de la paroisse de St-Louis de Terrebonne; et

3° De la partie nord-ouest du lot numéro neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt (20 Ptie 9) dudit cadastre officiel, mesurant dix pieds et soixante-quinze centièmes de pied (10.75) de largeur en front, neuf pieds et cinq dixièmes de pied (9.5) de largeur en arrière, sur toute la profondeur dudit lot numéro 20-9, et bornée ladite partie comme suit: en front, au nord-est par ladite 28ième avenue (20-23), en arrière au sud-ouest par une partie du lot originaire numéro dix-neuf dudit cadastre; d'un côté du nord-ouest, par ledit lot 20-8 et de l'autre côté au sud-est par le résidu dudit lot numéro 20-9 dudit cadastre.

Avec toutes les bâtisses dessus construites incluant une maison d'habitation portant le numéro 26 de ladite 28ième avenue, de même que la piscine y aménagée.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, situé à 190, avenue Parent, Édifice de la Caisse Populaire, St-Jérôme, JEUDI, le DIXIÈME jour d'AVRIL, 1969, à DEUX heures p.m.

Le shérif intérimaire,

Bureau du Shérif, GABRIELLE FOURNELLE.
Saint-Jérôme, le 26 février 1969. 28232-o

WEDNESDAY, the NINTH day of APRIL, one thousand nine hundred and sixty-nine at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

GABRIELLE FOURNELLE,
Sheriff's Office, *Acting Sheriff.*
Saint-Jérôme, February 26, 1969. 28231

Canada — Province of Québec
District of Montreal

Superior Court, No. 753 832. { GUARANTY TRUST CO. OF CANADA, body legally incorporated, having its head office in the city of Toronto and its principal place of business in the province of Québec in Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* ROGER DAGENAIS, merchant, living and domiciled at 26, 28th Avenue in Bois des Filions, district of Terrebonne, defendant.

The immovable hereinafter designated and and in the possession of the defendant, Roger Dagenais:

"An emplacement fronting on 28th Avenue in Bois des Filion, county of Terrebonne, known and designated as being composed:

1. Of lot number seven of the official subdivision of original lot number twenty (20-7) in the official cadastre of the parish of St-Louis de Terrebonne;

2. Of lot number eight of the official subdivision of original lot number twenty (20-8) in the official cadastre of the parish of St-Louis de Terrebonne; and

3. Of the northwest part of lot number nine of the official subdivision of original lot number twenty (20-P. 9) in the said official cadastre, measuring ten and seventy-five hundredths feet (10.75′) in width in front, nine and five-tenths feet (9.5′) in width in the rear, by the entire depth of said lot number 20-9; the said part is bounded as follows: in front, on the northeast, by said 28th Avenue (20-23), in the rear, on the southwest, by a part of original lot number nineteen in the said cadastre, on one side, on the northwest, by said lot 20-8, and on the other side, on the southeast, by the remainder of said lot number 20-9 in the said cadastre.

With all the buildings constructed thereon, including a dwelling house bearing number 26 said 28th Avenue, as well as the swimming pool thereon.

To be sold in the registry office of the county of Terrebonne, situated at 190 Parent Avenue, Caisse Populaire Building, St-Jérôme, on THURSDAY, the TENTH day of APRIL, 1969, at TWO o'clock p.m.

GABRIELLE FOURNELLE,
Sheriff's Office, *Acting Sheriff.*
Saint-Jérôme, February 26, 1969. 28232

Ventes pour taxes

Cité de St-Léonard

Avis public est par les présentes donné par la soussignée, assistante-secrétaire-trésorière de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après décrits seront vendus aux enchères à l'Hôtel de Ville de St-Léonard, 6025 est, boulevard Métropolitain, St-Léonard, JEUDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de MARS 1969, à DIX heures du matin, pour les taxes municipales et scolaires

Sales for Taxes

City of St-Léonard

Public notice is hereby given by the undersigned, Assistant Secretary Treasurer of the said municipality, that the properties hereinafter described, will be sold by auction at the office of the council of the city of St-Léonard, 6025 Metropolitain Blvd. east, St-Léonard, on THURSDAY, the TWENTY-SEVENTH day of MARCH, 1969, at TEN o'clock in the morning, to satisfy

avec les intérêts, tels que mentionnés ci-après, à moins que lesdites taxes ainsi que les frais ne soient acquittés avant la date de la vente à l'enchère.

the payment of the municipal taxes and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs, be paid before the sale.

Nom des propriétaires Name of Proprietors	No fiche Card No.	Cadastre	Superficie en pi. car. Area by sq. ft.	Taxes
Pietro Catarinicchia	826-13	398-425	4,574	$ 576.20
Avec bâtisses.		With buildings.		
Michael Fascia	339-20	390-473-27	1,546	
		390-391-24	2,334	726.28
Avec bâtisses.		With buildings.		
Federal Const. Ltd.	326-23-1	430-20	1,150	109.06
Joseph Gariépy	430-A-11	410-117	2,272	27.12
La Cie de Const. Safari Ltée	164-1	425-15	842	93.83
Domenico Pellicano	697-2	401-39-24	5,406	1,004.53
Avec bâtisses.		With buildings.		
Terko Inv. Corp.	201-47	418-919	17,987	2,008.00
Perri Const. Inc.	402-4	400-64-4	4,200	50.46
Avec bâtisses.		With buildings.		
Perri Const. Inc.	402-5	400-64-5	4,200	50.46
Avec bâtisses.		With buildings.		
Perri Const. Inc.	402-8	400-64-8	4,200	301.67
Avec bâtisses.		With buildings.		
Roland Dagenais et-and René Dubé	375-1	427-P-21	313	
De forme triangulaire, mesurant 22.8 pieds dans sa ligne nord-est; 26.4 pieds dans sa ligne nord-ouest et 34.85 pieds dans sa ligne sud. Bornée au nord-est par le lot 427-5; au nord-ouest par le lot 427-20 et au sud par le boul. Lacordaire.		Measuring on its northeast line 22.8 feet; on its northwest line 26.4 feet, and on its south line 34.85 feet. Bounded on the northeast by lot No. 427-5; on the northwest by lot No. 427-20 and on the south by Lacordaire Blvd.		
Roland Dagenais et-and René Dubé	375-1	427-P-20	955	615.75
Mesurant 26.4 pieds dans sa ligne sud-est; 25 pieds dans sa ligne nord-est; 49 pieds dans sa ligne nord-ouest et 33.6 pieds dans sa ligne sud-ouest. Bornée au sud-est par le lot 427-21; au nord-est par le lot 427-5; au nord-ouest par le lot 427-19 et au sud-ouest par le boul. Lacordaire.		Measuring on its southeast line 26.4 feet, on its northeast line 25 feet, on its northwest line 49 feet and on its southwest line 33.6 feet. Bounded on the southeast by lot No. 427-21; on the northeast by lot No. 427-5; on the northwest by lot No. 427-19 and on the southwest by Lacordaire Blvd.		
Executive Holdings Inc.	211-1	418-924	53,826	3,737.81
Executive Holdings Inc.	209-9	420-167	3,780	277.19
Executive Holdings Inc.	206-11	420-202	3,780	332.09
Executive Holdings Inc.	206-35	420-213	3,780	330.76
Executive Holdings Inc.	209-21	420-P-166	6,308	607.84
De forme irrégulière, mesurant 76 pieds dans sa ligne sud-est; 129.98 pieds dans sa ligne nord-est; 37.8 pieds dans sa ligne nord-ouest et 124 pieds dans sa ligne sud-ouest. Bornée au sud-est par la rue St-Zotique; au nord-est par le lot 419-669; au nord-ouest par la rue Chailly et au sud-ouest par une autre partie du lot 420-166.		Measuring on its southeast line 76 feet; on its northeast line 129.98 feet, on its northwest line 37.8 feet and on its southwest line 124 feet. Bounded on the southeast by St-Zotique street; on the northeast by lot No. 419-669; on the northwest by Chailly street and on the southwest by another part of lot No. 420-166.		
Executive Holdings Inc.	207-30	Ptie 420	15,795	577.73
De forme irrégulière, mesurant 12.2 pieds dans sa ligne sud-ouest; 392.16 pieds dans sa ligne sud-est; 72.48 pieds dans sa ligne nord-est et 375.37 pieds dans sa ligne nord-ouest. Bornée au sud-ouest par la rue Choisy; au sud-est par les lots 420-167 à 420-170 ainsi que par le lot 420-176; au nord-est par le lot 419-616 et au nord-ouest par une autre partie du lot 420.		Measuring on its southwest line 12.2 feet; on its southeast line 392.16 feet; on its northeast line 72.48 feet and on its northwest line 375.37 feet. Bounded on the southwest by Choisy street; on the southeast by lots Nos. 420-167 to 420-170 and lot No. 420-176; on the northeast by lot No. 419-616 and on the northwest by another part of lot No. 420.		
Executive Holdings Inc.	175-2	Ptie 420	1,135	
De forme irrégulière, mesurant 10.7 pieds dans sa ligne nord-est; 190.08 pieds dans sa ligne nord-ouest; 1.23 pied dans sa ligne sud-ouest et 190 pieds dans sa sud-est. Bornée au nord-est par la rue Choisy; au nord-ouest par le lot 420-238 et par une autre partie du lot 420; au sud-ouest par le boul. Lacordaire et au sud-est par les lots 420-245 et 420-246.		Measuring on its northeast line 10.7 feet; on its northwest line 190.08 feet; on its southwest line 1.23 foot and on its southeast line 190 feet. Bounded on the northeast by Choisy street, on the northwest by lot No. 420-238 and by another part of lot No. 420; on the southwest by Lacordaire Blvd. and on the southeast by lots Nos. 420-245 and 420-246.		
Executive Holdings Inc.	175-2	Ptie 420	20,031	
Mesurant 521.74 pieds dans sa ligne sud-ouest; 26.84 pieds dans sa ligne sud-est; 514.67 pieds dans sa ligne nord-est et 50.84 pieds dans sa ligne nord-ouest. Bornée au sud-ouest par le boul. Lacordaire; au sud-est et au nord-est par d'autres parties du lot 420 et au nord-ouest par le lot 420-249.		Measuring on its southwest line 521.74 feet; on its southeast line 26.84 feet; on its northeast line 514.67 feet and on its northwest line 50.84 feet. Bounded on the southwest by Lacordaire Blvd.; on the southeast and on the northeast by another parts of lot 420 and on the northwest by lot No. 420-249.		
Executive Holdings Inc.	175-2	Ptie 420	249,260	8,116.05

De forme irrégulière, bornée au nord-ouest par les lots 420-213 à 420-223 incl.; au sud-est par le territoire de la ville de Montréal et au nord-est par le lot originaire No 419.

Bounded on the northwest by lots 420-213 to 420-223 incl.; on the southeast by the territory of the city of Montreal, and on the northeast by lot No. 419.

Nom des propriétaires Name of Proprietors	No fiche Card No.	Cadastre	Superficie en pi. car. Area by sq. ft.	Taxes
Dame Réjeanne Gobeil épouse-wife s.p. de-of Albert Ricci	127-13	430-279 430-278 430-P-280	2,075 2,075 540	
Avec bâtisses. Mesurant 90 pieds dans ses lignes nord-ouest et sud-est et 6 pieds dans ses lignes nord-est et sud-ouest. Bornée au sud-ouest par la rue Millet; au sud-est par une autre partie du lot 430-280; au nord-est par le lot 430-796 et au nord-ouest par le lot 430-279.		With buildings. Measuring on its northwest and southeast lines 90 feet and on its northeast and southwest lines 6 feet. Bounded on the southwest by Millet street; on the southeast by another part of lot 430-280; on the northeast by lot No. 430-796 and on the northwest by lot No. 430-279.		
Dame Réjeanne Gobeil épouse-wife s.b. de-of Albert Ricci	127-13	430-P-255	350	$ 950.05
Mesurant 7 pieds dans ses lignes nord-ouest et sud-est et 50 pieds dans ses lignes sud-ouest et nord-est. Bornée au nord-ouest par une autre partie du lot 430-255; au sud-ouest par les lots 430-278 et 279; au sud-est par le lot 430-280 et au nord-est par le lot 430-796 et une partie du lot 430-797.		Measuring on its northwest and southeast lines 7 feet and on its southwest and northeast lines 50 feet. Bounded on the northwest by another part of lot 430-255; on the southwest by lots 430-278 and 279; on the southeast by lot No. 430-280 and on the northeast by lot 430-796 and a part of lot 430-797.		
Les Entreprises Cherrier Inc.	400-236	Ptie 426	148,390	6,499.20
Bornée au nord-ouest par la rue Jarry, au sud-ouest par le lot 427-5; au sud-est par le boul. Métropolitain et au nord-est par une autre partie du lot No 426. Mesurant 112 pieds sur la rue Jarry et 344.84 pieds sur le boul. Métropolitain.		Bounded on the northwest by Jarry street; on the southwest by lot No. 427-5; on the southeast by Metropolitain Blvd. and on the northeast by another part of lot 426. Measuring on Jarry street 112 feet and on Metropolitain Blvd. 344.84 feet.		
Alfred Lewy	348-4	Ptie 391-389-2	449	
Mesurant 42 pieds dans ses lignes nord-est et sud-ouest et 10.7 pieds dans ses lignes nord-ouest et sud-est. Bornée au nord-est par le lot 391-389; au nord-ouest par le lot 389-3; au sud-ouest par une partie du lot 391 et au sud-est par le lot 391-384-2.		Measuring on its northeast and southwest lines 42 feet and on its northwest and southeast lines 10.7 feet. Bounded on the northeast by lot No. 391-389; on the northwest by lot No. 389-3; on the southwest by a part of lot 391 and on the southeast by lot No. 391-384-2.		
Alfred Lewy	348-4	Ptie 391-389-3	156	
Mesurant 10.6 pieds dans ses lignes nord-ouest et sud-est et 14.59 pieds dans ses lignes nord-est et sud-ouest. Bornée au nord-est par le lot 391-389; au nord-ouest par le lot 391-389-3-1; au sud-ouest par une partie du lot 391 et au sud-est par le lot 391-389-2.		Measuring on its northwest and southeast lines 10.6 feet and on its northeast and southwest lines 14.59 feet. Bounded on the northeast by lot No. 391-389; on the northwest by lot No. 391-389-3-1; on the southwest by a part of lot 391 and on the southeast by lot No. 391-389-2.		
Alfred Lewy	348-4	Ptie 391	422	
Mesurant 98.18 pieds dans ses lignes nord-ouest et sud-est et 4.3 pieds dans ses lignes nord-est et sud-ouest. Bornée au nord-est par le lot 391-389-3; au nord-ouest par le lot 391-389-3-1; au sud-ouest par le lot 390-447-3 et au sud-est par une autre partie du lot 391.		Measuring on its northwest and southeast lines 98.18 feet and on its northeast and southwest lines 4.3 feet. Bounded on the northeast by lot No. 391-389-3; on the northwest by lot No. 391-389-3-1; on the southwest by lot No. 390-447-3 and on the southeast by another part of lot No. 391.		
Alfred Lewy	348-4	Ptie 391	119	426.14
Mesurant 52.29 pieds dans ses lignes nord-est et sud-ouest et 2.27 pieds dans ses lignes nord-ouest et sud-est. Bornée au nord-est par le lot 391-389-2 et 3; au nord-ouest, au sud-ouest et au sud-est par d'autres parties du lot 391.		Measuring on its northeast and southwest lines 52.29 feet and on its northwest and southeast lines 2.27 feet. Bounded on the northeast by lot No. 391-389-2 and 3; on the northwest, on the southwest and on the southeast by another parts of lot 391.		
Les Placements Fonciers Inc.	176-1	425-196-P-1	21,681	1,483.74
Mesurant 165 pieds dans sa ligne sud-ouest; 126.4 pieds dans sa ligne sud-est; 181.9 pieds dans sa ligne nord-est et 125 pieds dans sa ligne nord-ouest. Bornée au sud-ouest par la rue Le Mans; au sud-est par le lot 425-196-2; au nord-est par les lots 424-65 à 68 incl. et au nord-ouest par une partie du lot 425-196-1.		Measuring on its southwest line 165 feet; on its southeast line 126.4 feet; on its northeast line 181.9 feet and on its northwest line 125 feet. Bounded on the southwest by Le Mans street; on the southeast by lot No. 425-196-2; on the northeast by lots 424-65 to 68 incl., and on the northwest by another part of lot 425-196-1.		
Les Placements Fonciers Inc.	176-4	425-196-P-1	27,500	2,550.10
Avec bâtisses. Mesurant 220 pieds dans ses lignes sud-ouest et nord-est et 125 pieds dans ses lignes sud-est et nord-ouest. Bornée au sud-ouest par la rue Le Mans; au sud-est par une autre partie du lot 425-196-1; au nord-est par les lots 424-69 à 73 incl., et au nord-ouest par la rue Brunetière.		With buildings. Measuring on its southwest and northeast lines 220 feet and on its southeast and northwest lines 125 feet. Bounded on the southwest by Le Mans street; on the southeast by another part of lot 425-196-1; on the northeast by lots 424-69 to 73 incl., and on the northwest by Brunetière street.		
Les Placements Fonciers Inc.	176-6 et-and 176-7.	425-195	60,625	5,397.76
Avec bâtisses.		With buildings.		

Nom des propriétaires Name of Proprietors	No fiche Card No.	Cadastre	Superficie en pi. car. Area by sq. ft.	Taxes
Les Placements Fonciers Inc.	176-9 et-and 176-12.	425-P-191	77,402	$ 5,400.49
Avec bâtisses. Mesurant 613.12 pieds dans sa ligne nord-est; 135 pieds dans sa ligne nord-ouest; 533.57 pieds dans sa ligne sud-ouest et 156.68 pieds dans sa ligne sud-est. Bornée au nord-est par la rue Le Mans; au nord-ouest par le lot 425-191-12; au sud-ouest par les lots 425-191-13 à 425-191-17 incl. et au sud-est par le lot 425-191-2.		With buildings. Measuring on its northeast line 613.12 feet; on its northwest line 135 feet; on its southwest line 533.57 feet and on its southeast line 156.68 feet. Bounded on the northeast by Le Mans street; on the northwest by lot No. 425-191-12; on the southwest by lots Nos. 425-191-13 to 425-191-17 incl. and on the southeast by lot 425-191-2.		
Les Placements Fonciers Inc.	200-35	Ptie 425-P-191	84,432	5,613.95
Mesurant 245 pieds dans ses lignes nord-est et sud-ouest, 295.7 pieds dans sa ligne nord-ouest, et 396.84 pieds dans sa ligne sud-est. Bornée au nord-est par la rue Le Mans; au nord-ouest par le boul. Métropolitain; au sud-ouest par le lot 426-621 et au sud-est par le lot 425-191-12.		Measuring on its northeast and southwest lines 245 feet, on its northwest line 295.7 feet, and on its southeast line 396.84 feet. Bounded on the northeast by Le Mans street; on the northwest by Metropolitain Blvd., on the southwest by lot No. 426-621 and on the southeast by lot 425-191-12.		
Les Placements Fonciers Inc.	200-32-1	426-P-621	18,878	
Bornée au nord-ouest par le boul. Métropolitain; au sud-ouest par le lot 426-621-1 et par une autre partie du lot 426-621; au sud-est par les lots 426-621-9 et 10; au nord-est par une partie du lot 425-191.		Bounded on the northwest by Metropolitain Blvd.; on the southwest by lot No. 426-621-1 and by another part of lot 426-621; on the southeast by lots 426-621-9 and 10; on the northeast by a part of lot 425-191.		
Les Placements Fonciers Inc.	200-32-1	426-621-P-1	12,849	1,029.01
Mesurant 198.5 pieds dans ses lignes nord-ouest et sud-est; 64.42 pieds dans sa ligne sud-ouest et 65.08 pieds dans sa ligne nord-est. Bornée au sud-ouest et au sud-est et au nord-est par des parties du lot 426-621 et au nord-ouest par une autre partie du lot 426-621-1.		Measuring on its northwest and southeast lines 198.5 feet; on its southwest line 64.42 feet and on its northeast line 65.08 feet. Bounded on the southwest and on the southeast and on the northeast by certain parts of lot 426-621 and on the northwest by another part of lot 426-621-1.		

Les immeubles ci-haut mentionnés sont du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet.

Lesdites ventes seront en outre faites avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes attachées aux immeubles.

Donné en la cité de St-Léonard, ce 19e jour du mois de février 1969.

L'assistante-secrétaire-trésorière,
28116-9-2-o MICHELINE ARCHAMBAULT.

The above immovables are to the official plan and reference book of the parish of Sault-au-Récollet, and situated in the city of St-Léonard.

The said sales will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the properties.

Given at the city of St-Léonard, this 19th day of February 1969.

MICHELINE ARCHAMBAULT,
28116-9-2-o *Assistant Secretary Treasurer.*

Municipalité du comté de Dorchester

Avis public est par les présentes donné par Henri-Paul Bouffard, secrétaire-trésorier de la corporation municipale du comté de Dorchester que les immeubles ci-dessous décrits seront vendus à l'enchère publique, pour taxes municipales et/ou scolaires dues et les frais encourus, JEUDI, le HUITIÈME jour de MAI 1969, en la Salle du Conseil de Comté, à Ste-Hénédine, à DIX heures de l'avant-midi, à moins que lesdites taxes et les frais aient été payés avant le jour ci-dessus indiqué.

Municipality of the county of Dorchester

Public notice is hereby given by Henri-Paul Bouffard, Secretary Treasurer for the Municipal corporation of Dorchester County, that the under-described immovables will be sold by public auction for municipal and/or school taxes due and costs, THURSDAY, the EIGHTH day of MAY 1969 in the Hall of the Council, in Ste-Hénédine, at TEN o'clock in the morning, unless said taxes and costs be paid before the day above-mentioned.

Municipalité de Sainte-Aurélie — Municipality of Sainte-Aurélie

Propriétaire Owner	Lot	Rang Range	Canton Township	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
Adélard Poulin	53	X	Metgermette-N.	$ 30.00	$ 82.14	$ 8.40	$ 120.54
Superficie 100 acres, un terrain et les bâtisses.			Area 100 acres, a piece of land and buildings.				

Municipalité de Saint-Benjamin — Municipality of Saint-Benjamin

Camille Cloutier	P. 678	XI	Cranbourne	$ 1.15	$ 0.90		$ 2.05
Superficie 1 acre, un terrain non bâti.			Area 1 acre, a piece a land not built upon.				

Municipalité de Sainte-Justine — Municipality of Sainte-Justine

Propriétaire Owner	Lot	Rang Range	Canton Township	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
Succ.-est. Denis Fournier..	P. 15 et-and P. 16.....	VI.....	Langevin.....	$ 18.24	$ 42.54	.....	$ 60.78
Superficie 100 acres non patenté.			Area 100 acres non patented.				

Municipalité de Saint-Louis-Gonzague — Municipality of Saint-Louis-Gonzague

Josaphat Doyon.....	P. 63.....	I.....	Langevin.....	$ 85.00	$ 38.84	$ 1.57	$ 125.42
Un terrain 30′ x 30′ avec petite maison.			A piece of land of 30′ x 30′ with a small house.				
Guy Guenette.....	57.....	III....	Langevin.....	13.71	68.99	5.25	87.95
Superficie 100 acres.			Area 100 acres.				

Municipalité de Saint-Prosper — Municipality of Saint-Prosper

Adalbert Boulet.....	XIII.....	VII n.e.	Watford.....	$ 96.65	.....	$ 9.25	$ 105.90
Un terrain avec bâtisses superficie 100 acres.			A piece of land with buiidings area 100 acres.				
Charles-Édouard Binet....	XVI.....	VII n.e.	Watford.....	98.25	.....	9.50	107.75
Un terrain avec bâtisses superficie 100 acres.			A piece of land with buildings area 100 acres.				
René Paquet.....	20-B.....	B.....	Watford.....	47.75	.....	4.25	52.00
Un terrain avec bâtisses superficie 1 acre.			A piece of land with buildings area 1 acre.				

Municipalité de Sainte-Rose-de-Watford — Municipality of Sainte-Rose-de-Watford

Jean Carrier.....	40-B 41-A....	V n.e..	Watford.....	$ 22.00	$105.56	$ 1.42	$ 128.98
Superficie 80 acres.			Area 80 acres.				
Raoul Gagnon.....	60.....	1.....	Watford.....	7.00	25.12	.....	32.12
Superficie 66 acres.			Area 66 acres.				
Raoul Gagnon.....	61-62.....	1.....	Watford.....	21.00	119.70	1.73	142.43
Superficie 74 acres.			Area 74 acres.				
Jean Giroux.....	36.....	3.....	Watford.....	14.00	48.20	0.97	63.17
Superficie 68 acres avec réserve d'une maison à Henri Giroux.			Area 68 acres with reservation of a house belonging to Henri Giroux.				
Joseph Giroux.....	40.....	3.....	Watford.....	18.00	86.34	1.30	105.64
Superficie 75 acres.			Area 75 acres.				

Municipalité de Sainte-Germaine — Municipality of Sainte-Germaine

Gérard Perrault.....	P. 52.....	2.....	Watford.....	$ 4.25	$ 16.09	$ 0.94	$ 21.28
Une maison seulement 27′ x 20′ située sur un emplacement appartenant à M. Émilien Nadeau.			A single house 27′ x 20′ situated on an emplacement belonging to Mr. Émilien Nadeau.				

Municipalité de Saint-Zacharie (paroisse) — Municipality of Saint-Zacharie (parish)

Lawrence Breton.....	37.....	3.....	Metgermette-N....	$ 49.00	$ 46.07	$ 13.16	$ 108.23
Superficie 100 acres.			Area 100 acres.				
Lawrence Breton.....	P. 38.....	3.....	Metgermette-N....	176.40	237.04	47.47	460.91
Superficie 82 acres avec bâtisses.			Area 82 acres with buildings.				

Municipalité de Saint-Luc — Municipality of Saint-Luc

Mme-Mrs. Léda Bolduc, vve-wid. de-of Georges Bilodeau.....	P. 854.....	VII....	Standon.....	$ 2.81	$ 8.34	.....	$ 11.15
Un emplacement de 90′ x 138′ de profondeur.			An emplacement of 90′ x 138′ in depth.				
Adélard Rousseau.....	'969.....	XI....	Standon.....	32.57	67.99	.....	100.56
Un terrain et les bâtisses, détenus sous billet de location par A. Rousseau.			A piece of land and buildings, held under ticket of rental by A. Rousseau.				

Municipalité de Saint-Luc (*suite*) — Municipality of Saint-Luc (*continued*)

Propriétaire Owner	Lot	Rang Range	Canton Township	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
Joseph Côté	981	XII	Standon	$ 13.80	$ 27.79		$ 41.59
Un terrain détenu sous billet de location par J. Côté.			A piece of land held under ticket of rental by J. Côté.				
Joseph Côté	31	XII	Standon	27.57	52.83		80.40
Un terrain et les bâtisses, détenus sous billet de location par J. Côté.			A piece of land and buildings, held under ticket of rental by J. Côté.				
Paul-Émile Comber	28	XIV	Standon	12.72	5.53		18.25
Un terrain détenu sous billet de location par Paul-Émile Comber.			A piece of land held under ticket of rental by Paul-Émile Comber.				
Jos.-Émile Carrier	P. 427	VII	Ware	11.38	42.78		54.16
Une partie du terrain 427 Rg. VII Canton Ware.			A part of a piece of land 427 Rg. VII Township of Ware.				
Jos.-Émile Carrier	P. n.e. 428-429-430-431-432 ½ 433 n.o.-w.	VII	Ware	113.15	218.67		331.82
Les terrains et bâtisses sur les lots No 428 N.E. 429-430-431-432 et ½ 433 N.O. Rg. VII Canton Ware, lots détenus sous billet de location 429-430-431, les lots patentés sont Pt. 428 N.E. 432 et ½ 433 N.O.			Pieces of land and buildings on lots Nos. 428 N.E. 429-430-431-432 and ½ 433 N.W. Rg. VII Township Ware, lots held under ticket of rental 429-430-431, the patented lots are Pt. 428 N.E. 432 and ½ 433 N.W.				

Municipalité de Saint-Cyprien — Municipality of Saint-Cyprien

Fidèle Goupil	28	V	Langevin	$ 33.92	$ 65.52		$ 99.44
Détenu sous billet de location, seulement les améliorations.			Held under ticket of rental, only the improvements.				

Donné à Ste-Hénédine, ce 28ème jour de février 1969.

Le secrétaire-trésorier, C.M.C.D.,
28259-10-2-o HENRI-PAUL BOUFFARD.

Given at Ste-Hénédine, this 28th day of February, 1969.

HENRI-PAUL BOUFFARD,
28259-10-2-o *Secretary Treasurer, C.M.C.D.*

Cité du Cap-de-la-Madeleine

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de ville du Cap-de-la-Madeleine, MARDI, le PREMIER jour d'AVRIL, 1969, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission municipale de Québec, par décision en date du 20ième jour de février 1969, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, (Statuts refondus de la province de Québec, 1964, Chapitre 193).

City of Cap-de-la-Madeleine

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall of Cap-de-la-Madeleine, TUESDAY, the FIRST day of APRIL, 1969, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the Municipal and School taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

The Québec Municipal Commission by a decision dated the twentieth day of February 1969, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of Section 550 of the Cities and Towns Act, (Revised Statutes of Québec, 1964, Chapter 193).

Noms des propriétaires Names of Proprietors	Cadastre	Subdivisions
Corbin, Mme-Mrs. Paul	550	108.
Corbin, Mme-Mrs. Paul	550	109.
Délisle, Mme-Mrs. Zotique	418	52.
Délisle, Mme-Mrs. Zotique	418	33.
Délisle, Mme-Mrs. Zotique	418	54.
Fortier, Jean-Marie	143	18.
Michaud, Georges	163	89.
Michaud, Georges	164	60.
Ricard, André	P-394	—
Théberge, Jean-Bernard	P-410	—
Dussault, Alfred	423	44.
Dussault, Alfred	423	45.
Dussault, Alfred	423	48.

Noms des propriétaires Names of Proprietors	Cadastre	Subdivisions
Dussault, Alfred	423	49.
Dussault, Alfred	423	52.
Dussault, Alfred	423	53.
Dussault, Alfred	423	54.
Dussault, Alfred	423	55.
Dussault, Alfred	423	58.
Dussault, Alfred	423	59.
Dussault, Alfred	423	60.
Dussault, Alfred	423	61.
Dussault, Alfred	423	63.
Dussault, Alfred	423	65.
Dussault, Alfred	423	66.
Gagné, Mme-Mrs. Émile	549	40.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

Donné en la Cité du Cap-de-la-Madeleine, ce troisième jour de mars 1969.

Le greffier de la Cité,
JEAN BEAUDIN.

28299-10-2-o

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said properties.

Given in the town of Cap-de-la-Madeleine, this third day of March 1969.

JEAN BEAUDIN,
City Clerk.

28288-10-2

INDEX No 10

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

228 — Boîtes de carton, Québec (*Erratum*) ... 1519
228 — Paper Boxes, Québec (*Erratum*) ... 1519
442 — Construction, Trois-Rivières ... 1468
446 — Impôt sur les Corporations et le mode d'imposition des compagnies étrangères ... 1461
446 — Corporation Tax Act and the taxation of foreign companies ... 1461
448 — Immatriculation à prix réduit d'autobus, propriété de Colonial Coach Lines Limited et de Eastern Greyhound Lines Limited ... 1462
448 — Registration, at lower rates of autobuses, property of Colonial Coach Lines Limited and of Eastern Greyhound Lines Limited ... 1462
470 — Impôt sur les corporations et les octrois versés en vertu de la Loi stimulant la recherche et le développement scientifique (chapitre 82 des Statuts du Canada, 1967) ... 1460
470 — Corporation Tax Act and grants paid according to the Industrial Research and Development Incentives Act (chapter 82, Statutes of Canada, 1967) ... 1460
471 — Impôt sur la vente en détail et les biens mobiliers apportés temporairement dans la province ... 1464
471 — Retail Sales Tax Act and movable property brought temporarily in the Province ... 1464
501 — Célébration du mariage civil, règlements ... 1520
501 — Solemnization of civil marriage, regulations ... 1520
502 — Tarif applicable à la Loi des enquêtes sur les incendies ... 1465
502 — Tariff applicable to the Fire Investigations Act ... 1465
327 — Tarif des honoraires des notaires de la province de Québec ... 1449
327 — Tariff of fees of notaries of the Province of Québec ... 1449

ASSOCIATIONS Coopératives — ***COOPERATIVE Associations***

Association coopérative d'établissement Saguenay-Lac St-Jean (*Formation*) ... 1501
Association coopérative étudiante du collège Ahuntsic (*Nom-Name ch.*) ... 1501
Association coopérative régionale Co-Op-Habitat Centre du Québec (L') (*Formation*) ... 1501

AVIS divers — ***MISCELLANEOUS Notices***

Chevaliers de Colomb de Rivière-au-Renard inc., Conseil St-Martin No 5931 ... 1485
Estate Donat Gravel *et al* (*Benefit of Inventory*) ... 1484
Estate Bernard Grenier (*Benefit of Inventory*) ... 1485
Knights of Columbus of Rivière-au-Renard Inc., Council St-Martin No. 5931 ... 1485
Succession Donat Gravel *et al* (*Bénéfice d'inventaire*) ... 1484
Succession Bertrand Grenier (*Bénifice d'inventaire*) ... 1485

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — ***CHANGE OF NAME — Act***

Birnstok, Chaim (*Dem.-Appl.*) ... 1486
Czeladnicki, Haim *et al* (*Dem.-Appl.*) ... 1486
Herscovitch, Hyman *et al* (*Dem.-Appl.*) ... 1486
Mastromanolokon (Mastromanolakos), Antony (Antoine (*Dem.-Qppl.*) ... 1485
Morris, William (*Dem.-Appl.*) ... 1486
Novoselok, Rubin ... 1486
Sauvé, Marie, Claire, Jeannine (*Dem.-Appl.*) ... 1486
Taubenblat, Mordecai Don (*Dem.-Appl.*) ... 1485

Bill — ***Bill***

Sanctionné 1527
Sanctioned 1527

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des — ***Notices relative to the Act of***

Autorisées à faire des affaires — ***Licended to do Business***

Acres Western Limited 1493
Iberia Lineas Areas de Espana, Sociedad Anonima 1493
Exxon Corporation 1493

Chartes — demandes d'abandon de — ***Charters — Application for Surrender of***

A. & R. Investment Corp. 1494
Atlas Plumbing & Heating Ltd. 1494
Club de Football Rifles inc. (Le) 1495
Delta Precision Works Ltd. 1495
Hôtel Dorchester inc. 1493
Immeubles Elzéar Fortier limitée (Les) 1496
Italartigian Corporation 1494
Italcan Investment Corporation 1495
Interior Design Products Inc. 1497
Ostiguy & Julien inc. 1495
Paquin (Achille) inc. 1494
Payette & Payette Rotalith Inc. 1496
Pulp Associates Inc. 1494
Queenlee Frocks Inc. 1496
Rieton Investments Ltd. 1497
Rifles Football Club Inc. (The) 1495
Riverview Gardens Inc. 1495
Rollon Co. Ltd. 1496
Rollon cie ltée 1496
Romacon (Québec) Inc. 1496
Strand Mfg. Ltd. 1496
960 Victoria Square Inc. 1497
Travaux de précisions Delta ltée (Les) 1495

Divers — ***Miscellaneous***

Association des Abattoirs Avicoles du Québec inc. (L') (*Règl.-By-law*) 1497
Besco Beauty Corp. (*Nom-Name ch.*) 1498
Carrières et Excavations Bonneau, ltée (Les) (Dir.) 1498
Centre de Psycho-Éducation du Québec (*Nom-Name ch.*) 1499
Chartered Fund Incorporated (*Dir.*) . . . 1497
Corporation de l'Hôpital d'Youville de Sherbrooke (La) (*Règl.-By-laws*) 1498
Cosmos Productions Inc. (*Nom-Name ch.*) 1498
Fred's Service Station Inc. (*Nom-Name ch.*) 1498
Ideal Bedspread Company (*Dir.*) 1498
Kaycee Industries Ltd. (*Dir.*) 1500
Lake Cooper Ltd. (*Dir.*) 1498
Maison Alepin inc. (*Nom-Name ch.*) . . . 1499
Merix Stores Inc. (*Nom-Name ch.*) 1499
Montreal Museum of Fine Arts (The) (*Name ch.*) 1499
Musée des Beaux-Arts de Montréal (*Nom ch.*) 1499
Samson, Bélair Riddell Stead Inc. (*Nom-Name ch.*) 1499
Villa Notre-Dame de l'Érablière (*Règl.-By-laws*) 1499

Lettres patentes — ***Letters Patent***

Acoustics & Partitions Inc. 1434
Agence Grand-Prix inc 1434
All Saints Mission 1492
Ameublements Princeville limitée (Les) 1443
Arca Properties Inc. 1435
Blueberry Saddle & Harness Co. Ltd. . 1435
Bonaventure Land Corp 1435
Brookside Investments Ltd 1436
CFM fuels Ltd. 1436
Caldwell Residences (The) 1436
Cartier Parking (1969) 1437
Celmar Linen Corp. 1437
Centre administratif de Sorel inc. 1438
Choquette (J. Denis) transport inc. . . . 1438
Cie de controles Swift ltée (La) 1445
Clinique Chirurgicale L. P. L. T. inc. . . 1438
Conro Enterprises Inc. 1439
Cumulative Index Corp. 1439
Entreprises Javelin ltée (Les) 1441
Entreprises Kiewit ltée (Les) 1439
Forward Foods Ltd. 1440
Harmac Enterprises Inc. 1440
Industries Gan-Don ltée (Les) 1440
International Forestry Projects Ltd. . . . 1441
J. & S. Taxi Service Ltd. 1441
Javelin Enterprises Ltd. 1441
Lafontaine (Maurice) inc 1442
Longueuil Municipal Housing Bureau . 1492
Montreal Municipal Housing Bureau . . 1492
Nino's Pizzarie & Restaurant Inc. 1442
Oeuvre Sacerdotale de Rimouski 1492
Office Municipal d'Habitation de Longueuil 1492
Office Municipal d'Habitation de Montréal 1492
Onyx-Fournier Ltd 1442
Onyx-Fournier ltée 1442
Park Electric Co. Ltd. 1443
Princeville Furniture Limited 1443
Projets Forestiers Internationaux ltée . . 1441
Résidences Caldwell (Les) 1436
Ricecom International Inc. 1444
S. I. B. Investments Inc 1444
Saucier, Thériault & associés inc. 1444
Seditex Ltd. 1445
Seditex ltée 1445
Swift Controls Co. Ltd 1445
Tabagie Roberval ltée 1445
Vitrerie Beauport inc 1446
Worldtex Enterprises Inc. 1446
Zorch Inc. 1446

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Café de Rome inc. 1447
Canadien Import Company (1968) Inc. 1447
Castonguay, Lemay, Pouliot, Guérard & Associates Inc 1447
Castonguay, Lemay, Pouliot, Guérard & Associés inc. 1447
Concept 2887139 Ltd. 1447
Concept 2887139 ltée 1447
M M J Industries Limited 1448
McConnery's Inc. 1448
Stellart, Drage — Audio Ltd. 1448
Stellart, Drage — Audio ltée 1448
Yale (M. A.) & Associates Ltd. 1449

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Association des Abattoirs Avicoles du Québec inc. (L') 1500
B. R. C. E. inc. 1500
Barden Limited 1500
Carrières et Excavations Bonneau, ltée ltée (Les) 1500

Sièges sociaux *Head Offices*
(*suite*) (*continued*)
Microwave Instruments & Components Inc. 1500
Univers Sports inc. 1500

DEMANDES *APPLICATIONS*
à la Législature *to Legislature*
Artinian, Artin 1482
Association des Puisatiers de la province de Québec (L') 1484
Construction d'un édifice appartements « Gratte-Ciel » 1481
Construction of a « High-Rise » Appartment Building 1481
Côte St-Luc, cité-city 1482
Église presbytérienne de Georgetown 1483
Estate Alphonse Valiquette 1482
Georgetown Presbyterian Church 1483
Imperial Trust Company (The) 1481
Industrial Life Insurance Company 1481
Industrielle Compagnie d'Assurance sur la Vie (L') 1481
St-Laurent, ville-town 1484
Sherbrooke, cité-city 1483
Société des Traducteurs du Québec inc. 1483
Succession Alphonse Valiquette 1482
Translators' Society of Québec, Inc. (The) 1483

MINISTÈRES *DEPARTMENTS*
Affaires municipales *Municipal Affairs*
Longueuil Municipal Housing Bureau (*L. P.*) 1492
Montreal Municipal Housing Bureau (*L. P.*) 1492
Office Municipal d'Habitation de Longueuil (*L. P.*) 1492
Office Municipal d'Habitation de Montréal (*L. P.*) 1492

Éducation *Education*
Municipalité scolaire de: *School Municipality of:*
Argenteuil (Prot.) (*Dem.-Appl.*) 1488
Chaudière-Etchemin (*Dem.-Appl.*) 1488
Chelsea (Prot.) (*Dem.-Appl.*) 1491
Compton-Waterville (Prot.) (*Dem.-Appl.*) 1489
Dolbeau, (*Dem.-Appl.*) 1489
Hereford Diss. (*Dem.-Appl.*) 1489
La Vallière (*Dem.-Appl.*) 1489
L'Érablière, (*Dem.-Appl.*) 1490
Les Écureuils (*Dem.-Appl.*) 1490
Meilleur, c.s.r.-r.s.b. (*Acc.-Grant.*) 1491
Montcalm (*Dem.-Appl.*) 1490
Normandie (*Dem.-Appl.*) 1488
Normandin (*Dem.-Appl.*) 1487
Outaouais, c.s.r.-r.s.b. (*Acc.-Grant.*) 1491
Perron, Diss. (*Dem.-Appl.*) 1491
Princeville, (*Dem.-Appl.*) 1488
Ristigouche (*Dem.-Appl.*) 1490
Roberval (*Dem.-Appl.*) 1490
St-Étienne-de-Chelsea (*Dem.-Appl.*) 1489
St-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus (*Dem.-Appl.*) 1490
Sainte-Brigide Diss. (*Dem.-Appl.*) 1488
Sainte-Martine (*Dem.-Appl.*) 1489
Shawinigan-Sud (*Dem.-Appl.*) 1487
Soulanges (*Dem.-Appl.*) 1487
Vachon (*Dem.-Appl.*) 1487
Vallée-de-Mistassini (*Dem.-Appl.*) 1491
Vaudreuil, (*Dem.-Appl.*) 1487

Richesses naturelles *Natural Resources*
Révocation de concessions minières 1502
Revocation of Mining Concessions 1502

Terres et Forêts *Lands and Forests*
Cadastre: *Cadastre:*
Charlesbourg, par 1503
Devlin, canton-township (Part.) 1503
Sault-au-Récollet, par 1503
Ste-Julie, par 1503
Tremblay, canton-township 1503

Voirie *Roads*
Entretien de routes discontinué 1506
Maintenance of roads discontinued 1506

NOMINATIONS *APPOINTMENTS*
Divers 1504
Miscellaneous 1504
Présicents d'élection 1504
Returning Officers 1504

PROCLAMATIONS *PROCLAMATIONS*
Extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de La Pocatière à la paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska 1477
Extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Tracy au village de Contrecoeur, comté de Verchères. 1478
Extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Marieville à la ville de Richelieu 1479
Extension of the jurisdiction of the Municipal Court of the town of La Pocatière to the parish of Sainte-Anne-de-la-Pocatière, county of Kamouraska 1477
Extension of the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Tracy of the village of Contrecoeur, county of Verchères. 1478
Loi du notariat, entrée en vigueur 1476
Notarial Act, coming into force 1476
Office de planification du Québec 1480
Québec Planning Bureau 1480
Extension of the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Marieville to the town of Richelieu. 1479

RÉGIE *QUÉBEC*
de l'assurance récolte *Crop Insurance*
du Québec *Board*
Régine d'assurance pour la grande culture 1469
Insurance of Mixed Farming Land 1469

SOUMISSIONS *TENDERS*
Bécancour, ville-town 1513
Chicoutimi, canton-township 1515
Jacques-Cartier r.e.c.-c.s.c. 1509
St-Bruno-de-Montarville, ville-town 1517
St-Joseph-de-Sorel, ville-town 1507
St-Raphaël, village 1511
Val-Morin, munic 1514

SYNDICATS *SYNDICATES*
Professionnels *Professional*
Association professionnelle des garagistes spécialisés de la Mauricie (*Const.-Inc.*) 1504

SYNDICATS — ***SYNDICATES***

Professionnels — ***Professional***

(suite) — *(continued)*

Fédération de l'U. C. C. du diocèse d'Amos (La) (*Dissolution*) 1505
Fédération de l'U. C. C. de Témiscamingue (La) (*Dissolution*) 1505
Fédération des instituteurs catholiques du diocèse de Montréal (La) (*Dissolution*) 1505
Syndicat catholique des employés municipaux de la cité de Joliette (*Dissolution*) 1505
Syndicat national des employés de la compagnie électrique du Saguenay (Le) (*Dissolution*) 1504

VENTES — ***SALES***

Effets non-réclamés — ***Unclaimed Baggage***

Canadian Pacific Railway Company ... 1501

Licitation — ***Licitation***

Hins *vs* Hins 1527

SHÉRIFS — ***SHERIFFS***

Beauharnois — ***Beauharnois***

St-Timothée de Beauharnois, par *vs* Bushnell 1528

Joliette — ***Joliette***

Marier *vs* Corriveau *et al* 1528
Marier *vs* Corriveau *et al* 1529

Montmagny — ***Montmagny***

Gosselin *et al vs* Dame Gilberte Chouinard 1530

Québec — ***Québec***

Central Mortgage and Housing Corporation (The) *vs* Jean 1530
Guillot *vs* Lemelin 1530
Société centrale d'hypothèques et de logement (La) *vs* Jean 1530

Richelieu — ***Richelieu***

Lussier *vs* Hénaire *et al* 1531

Terrebonne — ***Terrebonne***

Charbonneau (Henri) inc. *vs* Rochon ... 1531
Compagnie Guaranty Trust du Canada *vs* Dagenais 1532

Taxes — ***Taxes***

Cap-de-la-Madeleine, cité-city 1537
Dorchester, comté-county 1535
St-Léonard, cité-city 1532